

**Adoption de l'enveloppe budgétaire des formations  
pour 2020**

DIRECTION DES ÉTUDES ET DE LA VIE  
DE L'ÉTUDIANT

## **Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 3 décembre 2019**

### **Délibération 2019/12/CFVU - 92**

*Vu le code de l'éducation, notamment son article L.712-6-1*

*Vu les statuts de l'université Toulouse III – Paul Sabatier, notamment son article 35 ;*

Après en avoir délibéré, les conseillers adoptent l'enveloppe budgétaire des formations, pour 2020 (document joint).

Toulouse le 16 décembre 2019

La Présidente

  
Régine ANDRE-OBRECHT

Nombre de membres : 40

Nombre de membres présents ou représentés : 21

Nombre de voix favorables : 19

Nombre de voix défavorables : 1

Nombre d'abstentions : 1

Ne prennent pas part au vote : 0

Nombre de votes blancs : 0

# BUDGET 2020

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**Du 9 DECEMBRE 2019**

**Domaine finances et achats**  
**Direction des finances**



**UNIVERSITÉ**  
**TOULOUSE III**  
**PAUL SABATIER**



Université  
de Toulouse



# Sommaire

I.	Note de l'ordonnateur	
	1. Résumé	p 2
	2. Contexte	p 6
	3. Construction du budget	p 7
	4. Analyse budgétaires	p 11
	4.1 Budget par enveloppe	p 12
	4.2 Evolution des ressources	p 13
	4.3 Evolution des dépenses	p 17
	Masse salariale	p 17
	Dépenses de patrimoine	p 20
	5. Trésorerie	p 26
	6. Budget patrimonial	p 28
	7. Analyse par domaine	p 32
	7.1 Services communs et centraux	p 33
	7.2 Facultés et Instituts	p 36
	7.3 Recherche	p 38
II.	Annexes réglementaires tableaux 1 à 11	p 41
	1. Tableaux des emplois et DPG	
	2. Tableaux des autorisations budgétaires	
	3. Budget par destination et origine	
	4. Equilibre financier	
	5. Opérations pour compte de tiers	
	6. Situation patrimoniale	
	7. Plan de trésorerie	
	8. Opérations liées aux recettes fléchées	
	9. Tableaux 9 et 10 des opérations pluriannuelles	
	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	
	Annexe patrimoine	
	Moyens consolidés des unités de recherche	
	Plan d'action achats	

## 1. Résumé

Le Débat d'Orientation Budgétaire de 2019 a posé les grands principes politiques qui ont présidé à la construction du budget initial 2020. Ainsi :

- Les plafonds et cibles de masse salariale ont fait l'objet d'un refinancement (+855 k€) qui a permis d'assurer leur convergence de façon à mettre fin au Pacte de Développement voté par le CA en septembre 2016. La maîtrise de la trajectoire des rémunérations de l'établissement demeure un objectif essentiel pour garantir le redressement de l'Université.
- Les enveloppes ORE ont été distribuées aux composantes (1 M€) dès le budget initial et une autre part (1,75 M€) a été positionnée dans les plafonds d'emplois pérennes de façon à permettre aux composantes de recruter de façon à assurer les engagements de l'établissement.
- La Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) a été augmentée de 1 M€ conformément aux engagements de l'Etat pour accompagner l'Université dans l'Agenda Social et le financement des mesures prévues est inscrit dans les CRB appropriés.
- Le retour à l'Assurance Chômage décidé par le CA en octobre 2018 permet de revenir à un niveau de dépenses d'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) diminué de plus de la moitié. En 2021, la part de financement des ARE devrait devenir marginale. Pour 2020, les virements anticipés des ARE diminuent significativement et permettent de renvoyer dans les Centres de Ressources Budgétaires (CRB) environ 860 M€ dont près de 640 k€ pour la recherche. En 2019 et en 2020, la diminution des ARE permettra également de reprendre une part des provisions constituées dans le Fonds de Roulement (FDR) de l'Université. Cette reprise permettra de revenir à un niveau de FDR positif.
- Les enveloppes de fonctionnement allouées aux CRB restent stables avec quelques variations significatives (hors ORE) : SCAS pour assurer la stabilité du coût des repas dans le cadre de la réalisation du nouveau marché, IUT Tarbes pour assurer le fonctionnement du département Génie Civil, Pôle Sport pour soutenir de la mobilité aux épreuves internationales...
- La poursuite du financement prévu au Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) s'effectue en volume conformément au plan initial. La CVEC dont le volume est plus élevé que prévu contribue davantage et la recherche, en raison de la fragilité de la contractualisation, contribue moins. Les travaux de Gros Entretien Renouvellement (GER) sont désormais inscrits dans des Opérations Pluriannuelles (OP) modélisées dans la structure budgétaire de l'établissement et pourront être ainsi suivis dans leur exécution par le CA. L'enveloppe de fonctionnement en 2020 évoluera de plus de 920 k€ avec la mise en service du Centre de Biologie Intégrative (CBI) (+480 k€ sur l'activité recherche) et de la Maison de la Réussite en Licence (MRL) (+440 k€ sur l'activité formation de la FSI et de la F2SMH).
- L'activité contractuelle dans le domaine de la formation évolue significativement (Centre de Formation d'Apprentis CFA : + 5 M€) dans le domaine de la Formation Continue et de l'Apprentissage sous l'effet de la stratégie de développement de l'alternance et des opportunités créées par la loi de 2018.
- L'activité contractuelle dans le domaine de la recherche poursuit sa baisse. Cependant, les travaux engagés pour apurer les contrats anciens avance et contribue à la consolidation de la trésorerie observée fin 2019. La consolidation envisagée au niveau RH, tant sur l'aspect contractuel que financier, doit permettre de retrouver un niveau correct de la contractualisation.

Ainsi, le budget initial de 2020 traduit bien la volonté de la présidence d'assurer la stabilité de l'établissement, de consolider l'évolution financière favorable et d'assurer le développement de l'établissement tant au niveau de la formation, de la recherche que du pilotage et de l'immobilier. Le Dialogue Stratégique et de Gestion qui s'engagera sous peu doit permettre de tenir compte de la situation de fragilité de l'Université au niveau RH et d'accompagner sa consolidation et ses projets de développements. Si la phase de développement sur le chapitre ORE se termine, il sera nécessaire de positionner des moyens significatifs à la hauteur des charges pour assurer le développement des projets en santé et en soins.

a. Présentation des grands indicateurs

Le projet de budget 2020 de l'Université Toulouse III - Paul Sabatier a été construit selon les orientations retenues lors du débat d'orientation budgétaire du 8 juillet 2019. Il intègre à la fois les données liées aux évolutions nationales, en particulier les moyens alloués dans le cadre de la loi Orientation et Réussite des Etudiants (ORE), et les choix stratégiques opérés par l'établissement évoqués précédemment. Ce budget sera ajusté, en cours d'exercice, des éléments qui seront issus du dialogue stratégique et de gestion qui est engagé avec l'Etat et dont la première rencontre aura lieu le 10 décembre 2019 avec le Rectorat.

Budget GBCP

Le budget 2020 s'élève à 410,1 M€ en autorisations d'engagement (AE) et à 411,6 M€ en crédits de paiement (CP). Il est en progression de 20,5 M€ en AE et 13,9 M€ par rapport au budget final 2019 (budget intégrant les variations des deux budgets rectificatifs). Les prévisions de dépenses sont réparties entre 294,0 M€ de CP de dépenses de personnel, soit 72% du budget, 67,0 M€ en CP de dépenses de fonctionnement (16% du budget) et 50,6 M€ en CP en dépenses d'investissement soit 12% du budget.

Les prévisions d'encaissement (recettes encaissées - RE) s'élèvent à 402,8 M€ en retrait de 0,5 M€ par rapport au budget final 2019.

Le différentiel entre les prévisions d'encaissement et de décaissement génère un solde budgétaire prévisionnel négatif de 8,8 M€, qui se traduira par une consommation de la trésorerie accumulée à la fin de l'exercice 2019.

Trésorerie

La variation de trésorerie prévue en 2020 est de -8,5 M€ décomposés en -8,8 M€ liés aux activités budgétaires et +0,3 M€ liés aux opérations non budgétaires. La trésorerie initiale 2020 est anticipée à 31,5 M€, en forte progression par rapport à la trésorerie initiale 2019, l'atterrissage 2020 prévoit donc une trésorerie à hauteur de 23,0 M€.

## Budget patrimonial

Le budget patrimonial s'élève à 432,6 M€. Il intègre les amortissements dont la prévision est stable par rapport à 2019 (21,0 M€). La progression est donc identique au budget GBCP avec +13,9 M€ par rapport au budget patrimonial 2019 après BR2. Le niveau des charges est anticipé à 382,0 M€, celui des produits à 389,7 M€. Ce différentiel génère un résultat prévisionnel de 7,7 M€.

L'évolution positive du résultat (+2,0 M€), se traduit par une augmentation de la capacité d'autofinancement (CAF) de 2,0 M€ à 13,7 M€ par rapport à la CAF 2019. La CAF contribue au financement des investissements, en complément des subventions d'investissement prévues à hauteur de 37,8 M€.

Globalement, les prévisions inscrites dans le budget 2020 génère une légère augmentation du fonds de roulement qui progresse de 0,75 M€.

### b. Principales évolutions

Élément particulièrement notable du budget initial 2020, les opérations immobilières sont en progression de 13,6 M€ en CP par rapport au budget final 2019. Cette progression est liée à la hausse des financements inscrits sur les Opérations Toulouse Campus, notamment dans la ligne du déblocage de la 2<sup>e</sup> tranche en 2019, la poursuite des opérations du CPER et la montée en puissance du plan de GER programmé dans le Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) adopté en 2019.

Pour le domaine formation, les crédits inscrits sont en progression : +5,2 M€ dont +1,6 M€ sur les facultés et instituts. Cette augmentation est liée à l'extension année pleine des moyens nouveaux alloués dans le cadre de la loi Orientation et Réussite des Étudiants (ORE), ainsi qu'au financement de projets dans le cadre du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Pour le domaine recherche, les crédits inscrits sont en retrait (-0,8 M€) malgré une progression des crédits récurrents sur les composantes de recherche (+0,5 M€), en raison essentiellement d'une diminution des prévisions de financement sur projets pluriannuels (-1,4 M€).

La masse salariale, premier poste de dépense de l'Université avec 294 M€ inscrit au budget initial 2020, est retraité de 1,2 M€, du fait de la baisse des crédits inscrits sur projets pluriannuels de recherche. La masse salariale du CRB « ressources humaines » est stable avec, à la fois, des facteurs de hausse (PPCR, évolution naturelle des rémunérations, projets ORE, mise en œuvre de l'agenda social) et des facteurs de baisse (diminution des financements et des dépenses liées aux allocations de retour à l'emploi, transfert de moyens ORE vers les composantes de formation, maîtrise du plafond du périmètre PACTE).

## 2. Contexte

### Contexte national

La construction du budget initial 2020 des universités est concomitante à la généralisation du dialogue stratégique et de gestion lancé en 2018 par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et mené en cette fin d'année par les Rectorats, conformément à la volonté exprimée par la Ministre cet été. Ce dialogue est conduit en deux temps : d'une part sur les orientations prises par l'établissement et la soutenabilité de sa trajectoire, réunion programmée le 10 décembre, et, d'autre part, sur ses projets stratégiques dans le courant du premier semestre 2020. Ce dialogue stratégique et de gestion amènera chaque établissement à faire part de ses priorités sachant que l'enveloppe ouverte au niveau national s'élève à 50 M€ dont 15 M€ pour la seconde phase. Il a également été précisé qu'il n'y aurait plus de financement systématique du GVT.

Par ailleurs, l'année 2019-2020 est la dernière année de mise en place des moyens nouveaux alloués dans le cadre de la loi Orientation et Réussite des Etudiants (ORE). L'année 2020 est également marquée par la réforme des études de santé dont les impacts financiers seront évoqués lors des dialogues stratégiques et de gestion.

### Contexte UPS

L'année 2018 a été celle du retour à l'équilibre avec un résultat comptable de +4,6 M€. Cet excédent est le résultat des efforts réalisés, menés depuis 2016, conforté par quelques effets conjoncturels. La trajectoire engagée en 2019 laisse également entrevoir un résultat positif. La situation demeure cependant fragile avec un apport au fonds de roulement limité de 0,3 M€ en 2018 et un fonds de roulement qui ne représente que 19 jours de dépenses décaissables au 31/12/2018. Un travail important a été poursuivi sur l'année 2019 afin, notamment, d'améliorer le recouvrement des créances et d'assainir la situation de la trésorerie afin de consolider les fondamentaux de l'Université. Il est cependant nécessaire de rester prudent dans les orientations retenues.

L'élément de maîtrise essentiel de l'équilibre financier reste la masse salariale de l'Université. Celle-ci représente près de 80% des charges, ce qui reste élevé pour une université de recherche intensive. Les mécanismes mis en place pour la maîtrise de la masse salariale ont largement contribué au retour à l'équilibre de l'établissement. Ces mécanismes, avec un plafond de masse salariale, seront maintenus en 2020 avec les ajustements adoptés lors du débat d'orientation budgétaire afin de garantir la stabilité de la trajectoire financière.

Le début de l'année 2019 a été marqué par la finalisation du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2019-2023 qui, avec l'amélioration de la situation financière, a permis le déblocage de la tranche 2 de l'Opération Campus (presque 100 M€). La mise en œuvre de la tranche 2 reste cependant



conditionnée au maintien de la trajectoire financière vertueuse engagée. Les travaux lancés dans le cadre de l'Opération Campus se traduisent par des engagements financiers à court et moyen terme pour l'Université. Ces engagements nécessitent de conforter nos marges afin d'en assurer le financement. Les engagements forts pris, en complément de l'Opération Toulouse Campus, permettent de renforcer le GER sur le patrimoine immobilier, avec des moyens mobilisés aux différents niveaux. Par ailleurs, la livraison prochaine de nouveaux bâtiments va nécessairement augmenter la part du budget consacrée aux dépenses de fonctionnement de notre patrimoine. La programmation effectuée dans le cadre du plan de GER du SPSI, associée aux différents engagements de financement, permet de présenter une première programmation en AE et CP pour ces opérations. Cependant, la transformation durable du patrimoine immobilier de l'établissement passera également par un investissement majeur et transformant porté dans le cadre de la négociation du prochain contrat de plan Etat – Région (CPER).

Sur le volet des ressources humaines, l'année 2019 a été marquée à la fois par la mise en œuvre du projet d'agenda social et la validation du projet de réorganisation des fonctions Support et Soutien (PRISME). Cela s'est traduit par une amélioration du régime indemnitaire des agents BIATSS ainsi qu'une revalorisation des salaires des contractuels et par le déploiement de nouvelles organisations pour les fonctions support (Ressources humaines et développement social, Finances et achats, Patrimoine-Logistique-Prévention et sécurité...). Ces deux dossiers ont un impact sur la masse salariale qui a été intégré dans la construction du budget initial 2020 selon les termes du Débat d'Orientation Budgétaire de juillet 2019. La campagne d'emploi a, par ailleurs, été conduite dans la continuité des années précédentes conformément aux engagements pris dans le pacte de développement en 2016.

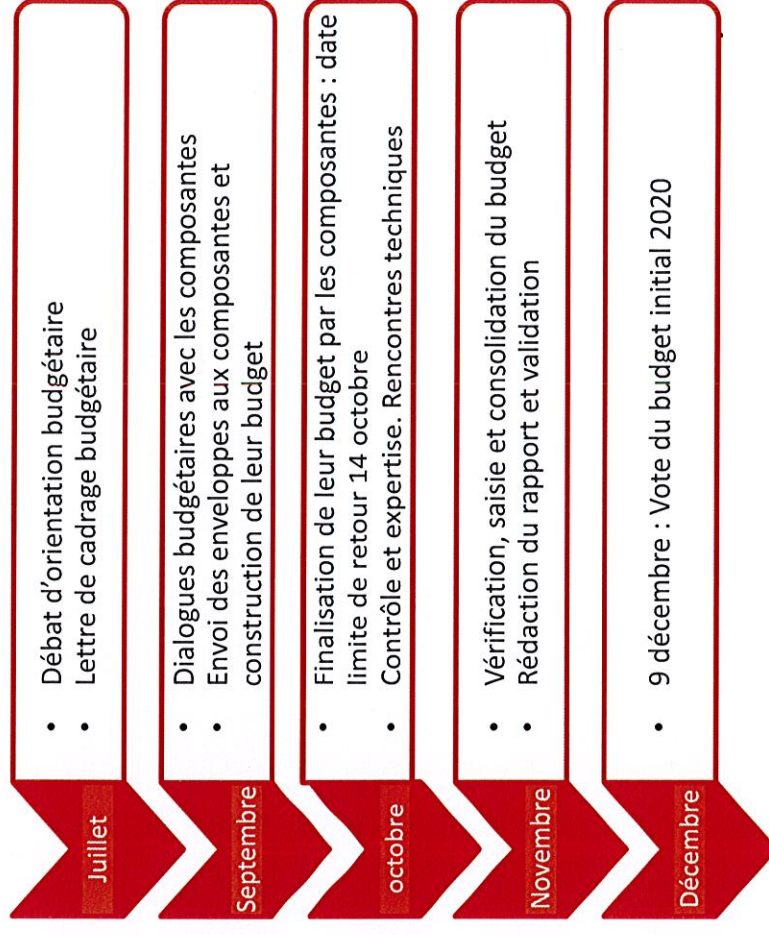
### 3. Construction du budget

#### 3.1 Rappel du Calendrier

Le projet de budget initial 2020 présenté au vote est le résultat d'un processus engagé dès le mois de juillet par le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu à l'occasion de la séance du Conseil d'administration du 8 juillet 2019.

Ce débat a pris appui sur les travaux de répartition d'allocation des moyens et les principaux enjeux portés par l'établissement. Ces différents points avaient également fait l'objet d'échanges lors des Conseils des Conseils des directeurs et directrices de composantes (CDDC).

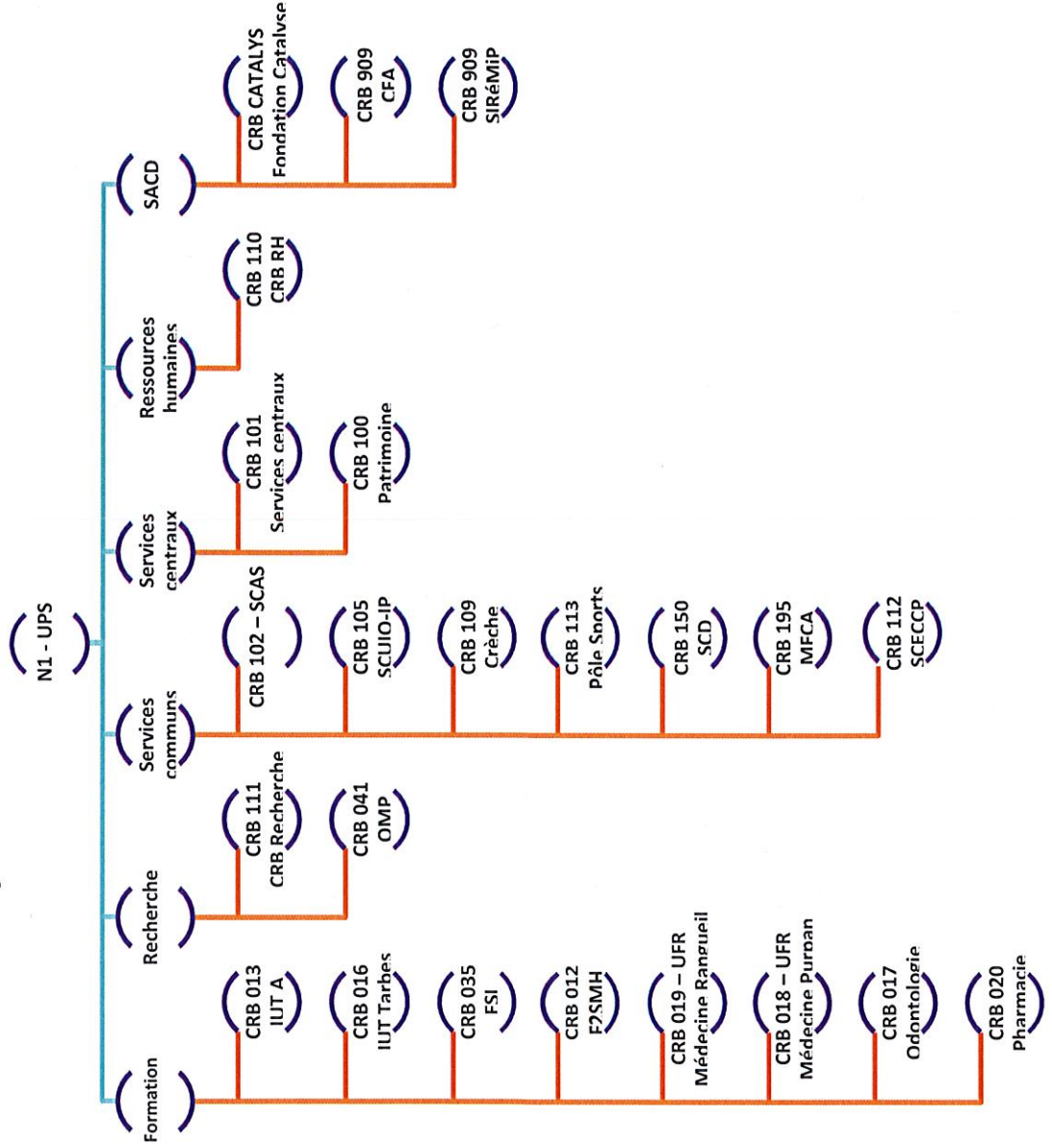
Le fruit du débat d'orientation budgétaire a été repris dans la lettre de cadrage diffusée le 24 juillet 2019.



Les dialogues budgétaires du mois de septembre ont permis d'évoquer les enjeux de chaque composante de l'Université mais aussi d'ouvrir les échanges aux enjeux de l'établissement dans le contexte de construction du prochain CPER et de mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI).

Le travail conduit par chaque composante est remontée le 14 octobre, ces retours ont fait l'objet d'une analyse par la direction des finances et d'échanges lors des rencontres techniques qui se sont tenus sur la 2<sup>e</sup> quinzaine du mois d'octobre.

### 3.2 Structure budgétaire

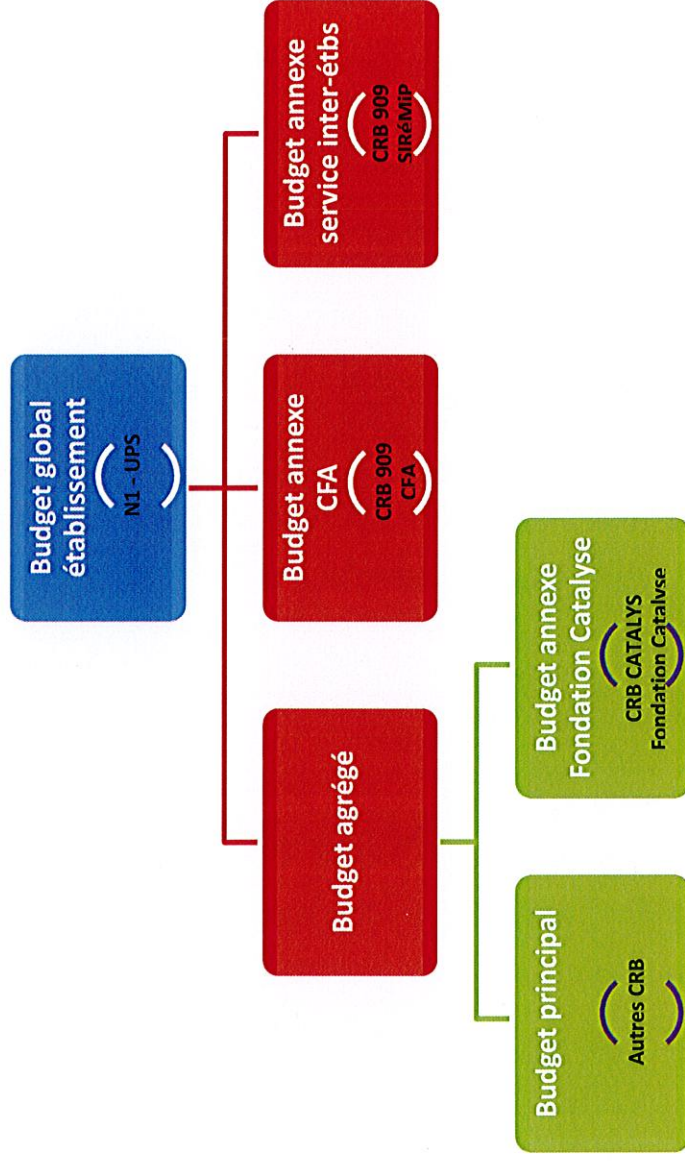


La structure budgétaire de l'établissement est, à la fois, le reflet de son organisation et un outil de pilotage. Elle est structurée en centres de responsabilité budgétaire (CRB), eux-mêmes déclinés en service opérationnels, traduits par des centres financiers (CF) dans le système d'information financier SIFAC.

Comme le précise le décret de gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), les CRB constituent le niveau de construction et de pilotage budgétaire de l'établissement alors que les centres financiers constituent le premier niveau d'exécution de celui-ci. Les centres financiers peuvent eux-mêmes être subdivisés en centres de coûts, centres de profits et éOTP (élément d'organigramme technique de projet) qui apportent une dimension analytique à la structure budgétaire.

Les trois SADC, le Centre de Formation des Apprentis, la Fondation Catalyse et le Service Inter-Universitaire du Réseau Midi-Pyrénées, ont le statut de budget annexe, la Fondation formant avec le budget principal, le budget agrégé de l'Université. Dans les tableaux réglementaires, nous retrouvons donc ces différents niveaux d'agrégation. A noter que le budget de la Fondation est EPRD, état prévisionnel des dépenses et des recettes, dont le cadre est non limitatif.

Vous retrouverez, en annexe du budget, la liste des centres financiers par CRB.



### 3.3 Méthodologie / Règles de construction

L'Université Paul Sabatier est soumise au régime budgétaire, financier et comptable défini par les articles R. 719-52 à R. 719-112 du code de l'éducation modifié par le décret n°2014-604 du 6 juin 2014 et par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), entré en application le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et traduit dans le système d'information financier de l'Université Paul Sabatier le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce décret est précisé par plusieurs textes, notamment le recueil des règles budgétaires porté par un arrêté publié le 7 août 2015 et les circulaires annuelles relatives au cadre budgétaire et comptable. A noter qu'un nouveau décret financier propre aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel est en cours de finalisation.

Les états présentés sont conformes à l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux EPSCP :  
Des tableaux soumis au vote :

- ✓ Tableau des emplois (tableau 1)

- ✓ Tableau des autorisations budgétaires (tableau 2)
- ✓ Tableau d'équilibre financier (tableau 4)
- ✓ Tableau de situation patrimoniale (tableau 6)
- ✓ Tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9)

Des tableaux présentés pour information :

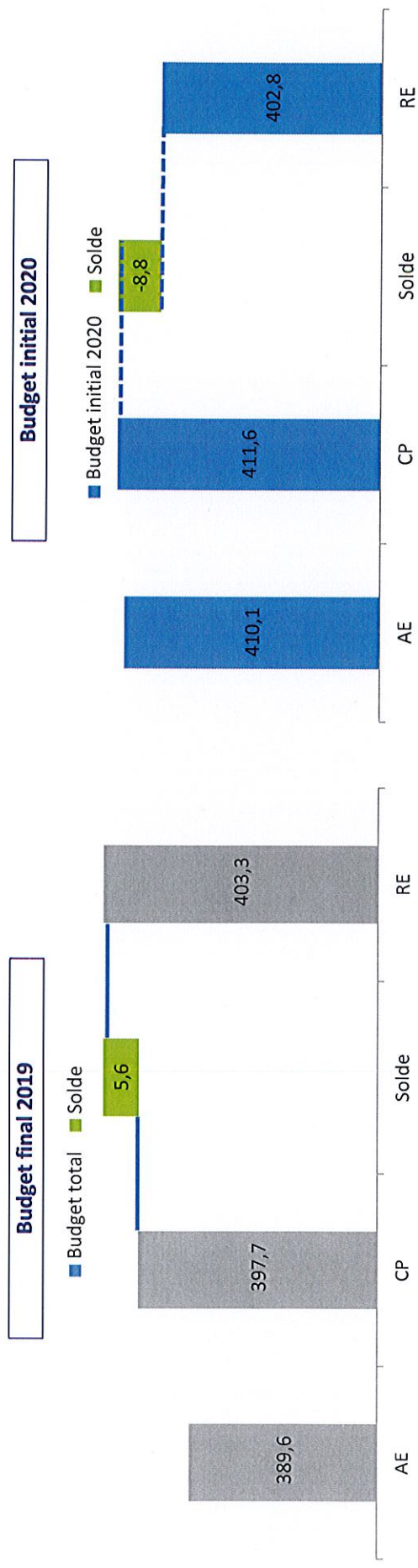
- ✓ Tableau des dépenses par destination et recettes par origine (tableau 3)
- ✓ Tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5)
- ✓ Plan de trésorerie (tableau 7)
- ✓ Tableau des opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8)
- ✓ Tableau détaillé des opérations pluriannuelles (tableau 10)
- ✓ Tableau de synthèse budgétaire et comptable
- ✓ Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (tableau 11)

#### 4. Analyse budgétaire

Le budget initial 2020 (BI) de l'Université Toulouse-III Paul Sabatier s'élevé à 410,1 M€ en autorisations d'engagement (AE) et 411,1 M€ en crédits de paiement (CP).

Les encaissements prévisionnels (RE) s'élevé à 402,8 M€.

L'écart entre les CP et les RE donne un solde budgétaire de -8,8 M€. Cela traduit une consommation prévisionnelle de la trésorerie constituée à la fin de l'exercice 2019. Ce solde négatif est lié aux opérations pluriannuelles dont le solde est de -9,5 M€.



Ce budget est globalement en progression par rapport au budget final 2019 :  
+20,5 M€ pour les AE par rapport au budget final 2019  
+13,9 M€ pour les CP

La prévision de recettes encaissées est, par contre, en diminution de 0,5 M€ par rapport au budget final 2019.

#### 4.1 Budget par enveloppe

Le budget initial 2020 s'élève à 411,1 M€ en CP répartis en :  
67,0 M€ en enveloppe de fonctionnement  
294,0 M€ en enveloppe de personnel  
50,6 M€ en enveloppe d'investissement.

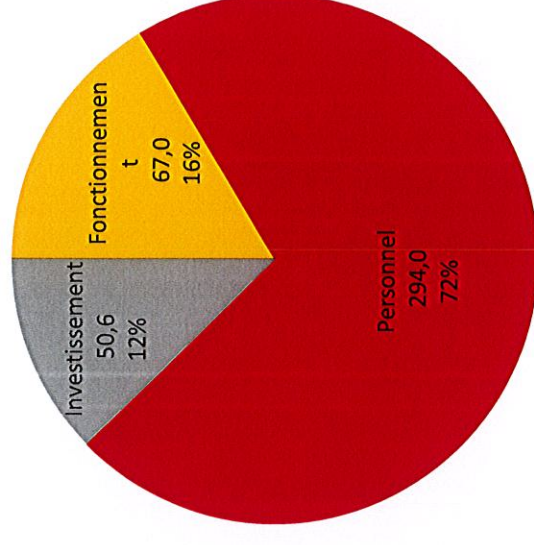
L'enveloppe de fonctionnement est en augmentation de 8,4 M€ par rapport au budget final 2019. L'enveloppe de personnel est plus basse de 1,2 M€. L'investissement est en progression de 6,8 M€.

L'analyse des évolutions par domaine est faite dans la partie 7

#### Décalage AE-CP

Le décalage entre les AE et les CP est de -1,5 M€ (CP > AE). Il est centré sur les Opérations pluriannuelles, en fonction de l'avancement des projets et des phases d'engagements des marchés et des travaux. Les décalages suivants sont relevés :

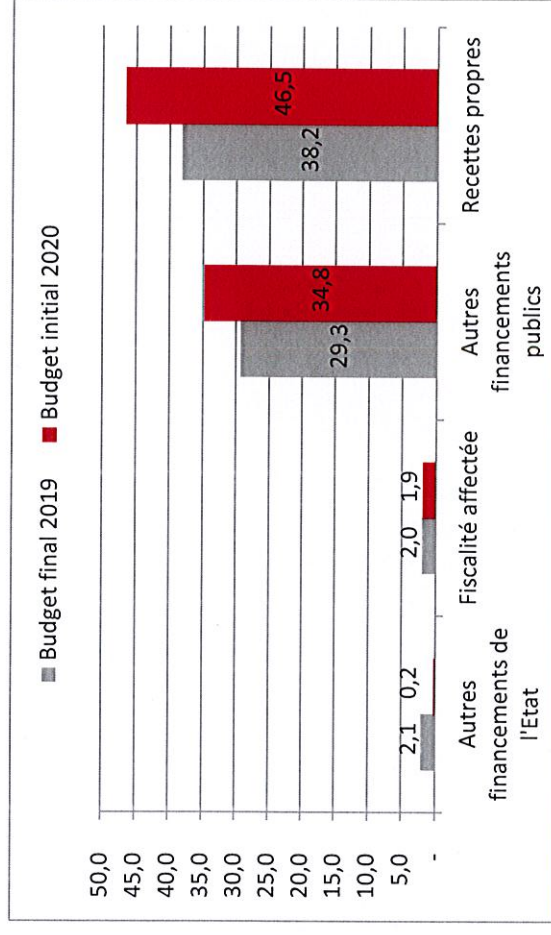
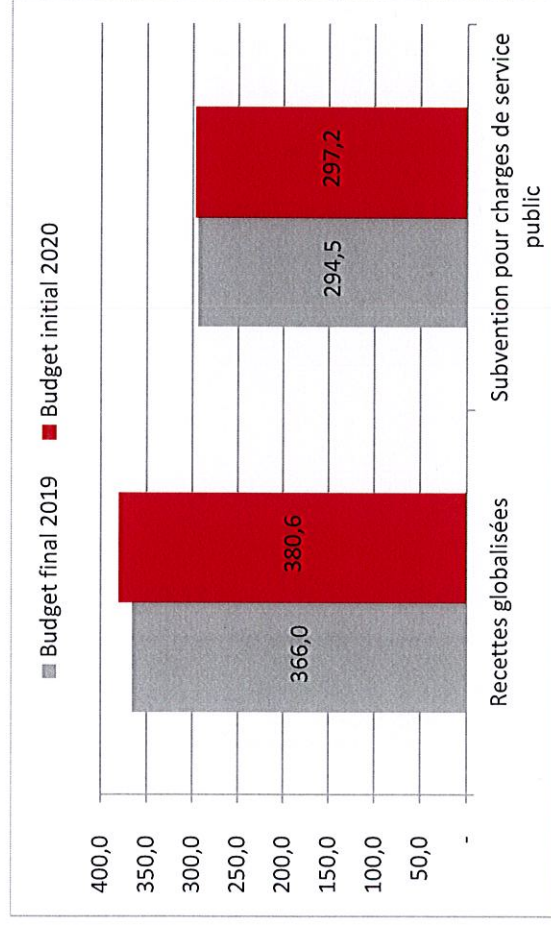
- l'IUT A est en décalage positif de 1,5 M€ sur son opération nouvelle CPER équipements
- Le patrimoine en décalage négatif de 3,1 M€
  - sur ses opérations GER : + 4,3 M€
  - sur ses opérations CPER : + 1,6 M€
  - sur ses opérations Toulouse Campus : - 8,9 M€
- La recherche est en décalage positif de 0,05 M€ sur l'opération OMP CPER



## 4.2 Evolution des ressources

La prévision de recettes encaissées (RE) est de 402,8 M€, en diminution de 0,5 M€ par rapport au budget final 2019, avec des disparités importantes selon la nature des recettes concernées.

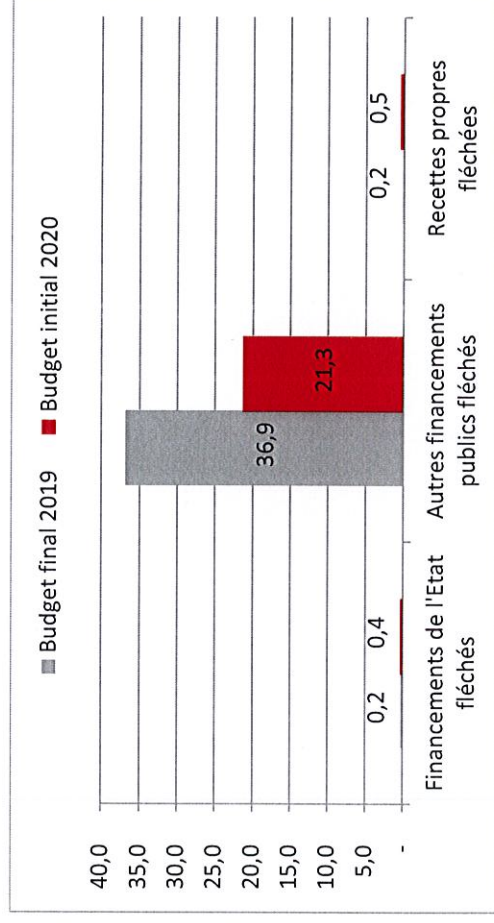
### Recettes globalisées



Avec une prévision d'encaissement de 380,6 M€, les recettes globalisées sont en progression de 14,5 M€. Cette évolution est liée à :

- La progression de la SCSP inscrite au budget 297,2 M€ en hausse de 2,7 M€.
- Progression des autres financements publics (+5,5 M€)
- Progression des autres ressources propres (+8,3 M€) avec un montant prévisionnel de 46,5 M€

## Recettes fléchées



Les encaissements prévisionnels sur les recettes fléchées sont inscrits pour 21,3 M€, en diminution de 15,6 M€ par rapport à 2019. En 2019, des encaissements importants ont été réalisés sur les programmes immobiliers de l'Opération Toulouse Campus pour des opérations qui vont se dénouer en 2020.

## Subvention pour charge de service public

La répartition de la dotation initiale a été adoptée lors du débat d'orientation budgétaire. Elle a été ajustée des éléments transmis avec la pré-notification du 3 octobre 2019, 295,0 M€ augmentée des enveloppes déjà identifiées par ailleurs :

- Crédits d'investissements alloués au titre des moyens nouveaux en accompagnement de la loi ORE : +0,8 M€
- Financement supplémentaire de l'agenda social à hauteur de 1 M€
- Actions spécifiques récurrentes non intégrées à la pré-notification : +0,4 M€

## Dont moyens ORE

Les moyens ORE 2020 intègrent l'extension année pleine des moyens nouveaux 2019, ils sont notifiés au sein de la pré-notification. L'enveloppe s'élève à 4,2 M€ dont :  
0,8 M€ d'investissement piste de sport  
0,9 M€ composantes de formation



1,8 M€ CRB RH  
 0,7 M€ contribution SPsi immobilier et fonctionnement général

Répartition de la dotation

La répartition de la dotation a été adoptée lors du débat d'orientation budgétaire, ajustée des éléments reçus avec la pré-notification du 3 octobre.

SERVICE OU COMPOSANTE	CRB	VENTILATION SCSP 2020
F2SMIH	N2_012	779 966 €
FSI	N2_035	2 406 273 €
IUT TOULOUSE	N2_013	5 609 140 €
IUT TARBES	N2_016	1 617 229 €
FACULTE CHIRURGIE DENTAIRE	N2_017	206 146 €
FACULTE MEDECINE PURPAN	N2_018	387 862 €
FACULTE MEDECINE RANGUEIL	N2_019	1 022 046 €
FACULTE SC. PHARMACEUTIQUES	N2_020	249 167 €
RECHERCHE	N2_111	6 231 270 €
OMP	N2_021	599 747 €
SERVICE GENERAL	N2_101	2 488 569 €
PATRIMOINE	N2_100	10 729 370 €
CRB RESSOURCES HUMAINES	N2_110	262 436 051 €
S C A S	N2_102	645 767 €
MULTI ACCUEIL PETITE ENFANCE	N2_109	89 002 €
SCUIO	N2_105	364 842 €
SCECCP	N2_112	25 200 €
PÔLE SPORTS	N2_113	502 408 €
SERVICE COMMUN DE DOCUMENTATION	N2_150	603 955 €
MFCA	N2_195	- €
SIREMIP	N1_904	- €
Niveau établissement	N1_UPS	222 884 €
<b>TOTAL</b>		<b>297 216 894 €</b>

### Recettes de financement public et ressources propres hors SCSP

Les recettes hors SCSP s'élèvent à 105,6 M€, en diminution de 3,2 M€ par rapport au budget final 2019. Cette diminution masque des éléments contrastés :

- -1,7 M€ sur les autres financements Etat
- -10,1 M€ sur les autres financements publics
- +8,7 M€ sur les autres ressources propres, avec notamment une progression importante sur l'apprentissage et la formation continue

### Taxe d'apprentissage

La prévision de taxe d'apprentissage est de 1,8 M€ elle est en nette diminution par rapport à la TA prévisionnelle ouverte au BI 2019 4,7 M€. Cette diminution s'explique par la suppression de la TA sur quota perçue par le CFA d'un montant de 2,9 M€ inscrit au BI 2020 en ressources propres. La TA inscrite en 2019 était composée d'une partie barème pour un montant de 1,8 M€ et d'une partie quota pour un montant de 2,9 M€. Aujourd'hui ne subsiste en prévision budgétaire 2020 que la partie barème sensiblement la même qu'en 2019. Cette évaluation est prudente car la recette de TA au 15 novembre 2019 est actuellement de 4.4 M  
Quota : 2.5 M€ – barème : 1.9 M€

### Droits d'inscription

La prévision des droits d'inscription s'éleve à 5,5 M€. Cette prévision est stable par rapport à 2019  
Prévision à peu près identiques à elle de 2019

### CVEC

Le budget de la CVEC est ouvert au N1 UPS pour 1,9 M€ en recette. Les dépenses liées sont ventilées entre la direction de la vie étudiante et des études (0,6 M€), le pôle sport (0,06 M€), le service commun de documentation (0,1 M€), le patrimoine pour contribution au financement du SPSI (0,5 M€). Le solde, de 0,4 M€, est positionné dans une opération pluriannuelle qui sera débloquée cadre d'appels à projets. Cette opération pluriannuelle est augmentée du solde de 2019 (0,4 M€) soit 0,8 M€ programmés à hauteur de 0,5 M€ en 2020 et 0,3 M€ en 2021.

### Réserve pour prévision d'activité

Un fonds de réserve de 3,0 M€ est constitué au niveau établissement en prévision des recettes nouvelles dénouées en cours d'exercice

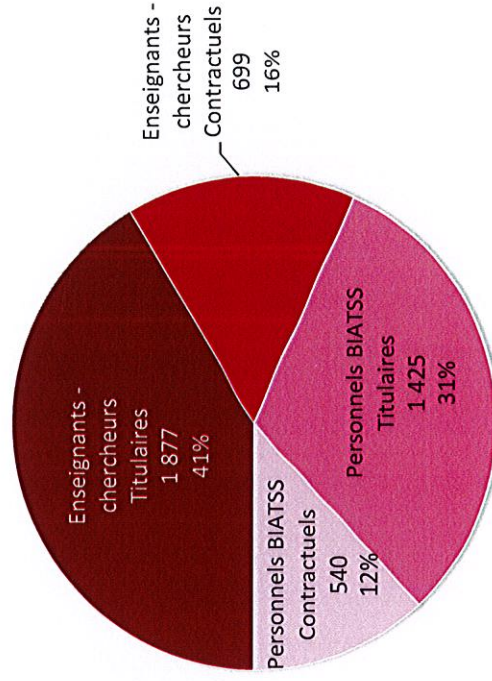
### 4.3 Evolution des dépenses

Avec 410,1 M€ en AE et 411,6 M€ en CP, les dépenses de l'établissement progressent de 20,5 M€ en AE et 13,9 M€ en CP par rapport au budget final 2019. Cette hausse se retrouve tant sur les dépenses d'investissement qui progressent de 6,8 M€ par rapport au budget final 2019 que sur les dépenses de fonctionnement qui augmentent de 8,4 M€ en CP. Les dépenses inscrites au budget initial 2020, sont par contre en retrait par rapport à la programmation qui avait été faite lors du budget initial 2019, ce qui peut traduire un effort dans la finesse de la prévision.

### Analyse de la masse salariale

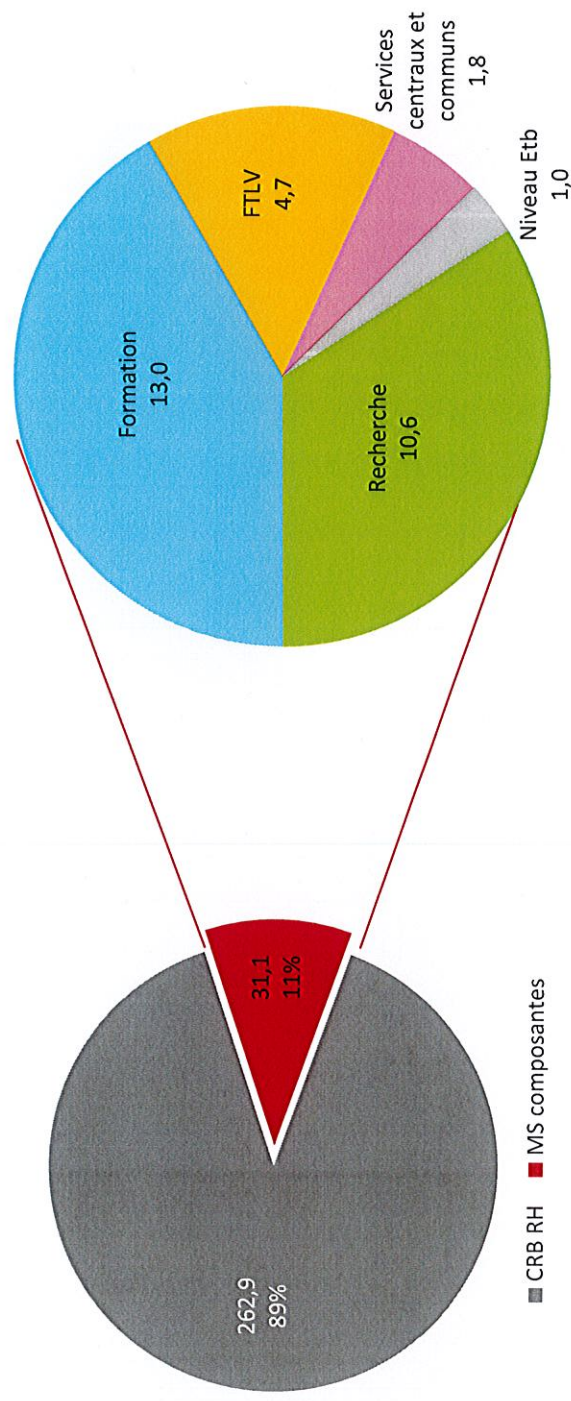
Le plafond d'emplois présenté au tableau 1 du budget initial 2020 de l'Université Toulouse-III – Paul Sabatier est de 4541 équivalents temps plein travaillés (ETPT). Ce plafond d'emploi est réparti entre 3903 ETPT sous plafond Etat et 638 ETPT financés sur ressources propres. Le plafond d'emploi 2020 est en retrait de 18 ETPT par rapport au plafond d'emploi 2019 arrêté au budget final (4559 ETPT).

Avec 2576 ETPT, 57% de ce plafond est sur la population des enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés. 1965 ETPT, soit 43%, sur la population BIATSS. 3302 ETPT sont sur des emplois statutaires, 1239 ETPT sur emplois contractuels.

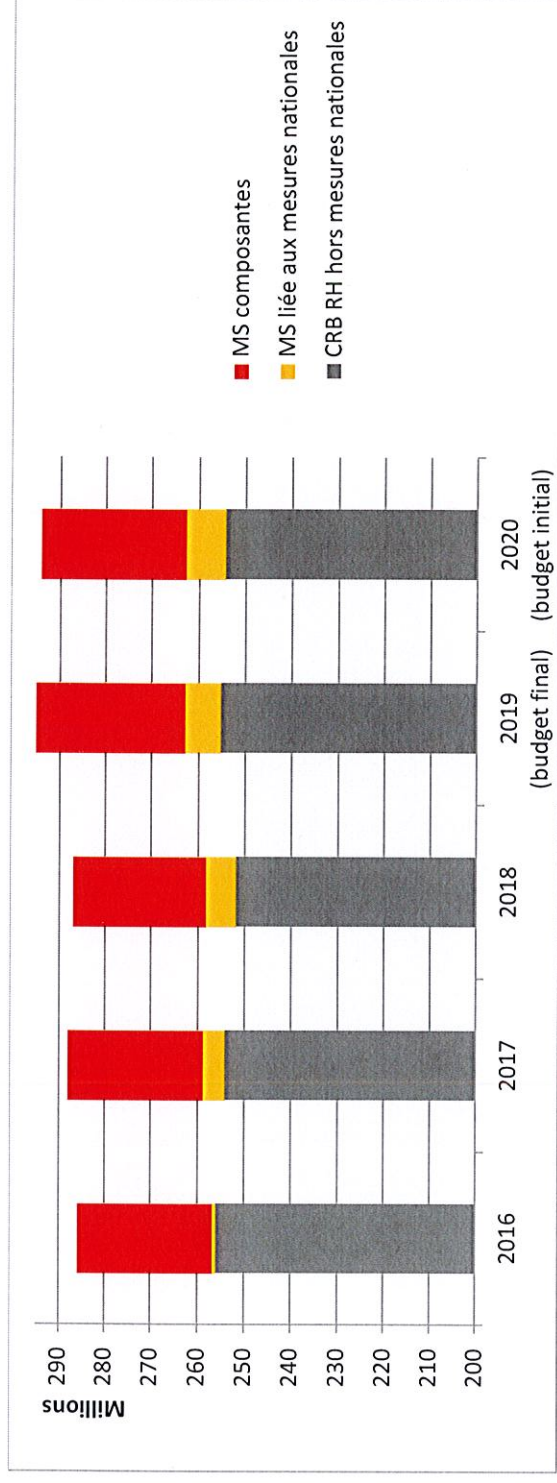


Répartition du plafond d'emploi en ETPT

La masse salariale de l'Université, inscrite au budget initial 2020, s'élève à 294,0 M€, ce qui représente 72% du budget GBCP. Cette masse salariale est répartie entre la masse salariale du CRB RH qui porte la masse salariale des agents, titulaires ou contractuels, sur schéma d'emploi établissement financé essentiellement par la subvention pour charge de service public et la masse salariale portée directement par les composantes de l'Université et financée sur ressources propres. Avec 262,9 M€, la masse salariale du CRB RH représente 89% de la masse salariale totale de l'établissement.



Au niveau des composantes, la part la plus importante de masse salariale est positionnée sur les activités de formation entre les facultés et instituts, avec 13,0 M€, et la formation tout au long de la vie avec 4,7 M€ inscrits au budget de la MFCA. Vient ensuite la masse salariale financée par l'activité contractuelle de la recherche inscrite pour 10,6 M€, puis 1,8 M€ sur les services centraux (crèches 0,7 M€, contrats relations internationales 0,28 M€, pôle sport 0,24 M€, chaînes d'inscription 0,15 M€, SCD 0,12 M€).



Les crédits inscrits sur l’enveloppe de masse salariale sont en retrait de 1,2 M€ par rapport au budget final 2020. Cette évolution est essentiellement liée à la programmation des crédits de recherche.

Sur budget propre des composantes, nous observons une baisse de masse salariale de -1,1 M€ se traduisant par :

- Une baisse importante du budget de la recherche de -3,0 M€ due à une adaptation du budget à la réalité de son taux d’exécution sur les dernières années.
- Une augmentation liée au transfert d’une partie de la masse salariale sur financements liés aux moyens ORE vers les composantes de formation (+ 0,9 M€). En 2019, ces transferts avaient été réalisés par des virements en cours d’exercice.
- Augmentation de la masse salariale sur la FTLV (+0,5 M€)
- La prise en compte des revalorisations liées à la mise en œuvre de l’agenda social dans la programmation de la masse salariale des agents en CDD et en CDI sur budget propre.

Sur le CRB RH, nous observons une faible variation de la masse salariale de -74 k€ se décomposant comme suit :

- + 2,8 M€ sur le périmètre PACTE. Sur la masse salariale PACTE, l’augmentation se centralise sur les agents titulaires BIATSS au titre des mesures suivantes :
  - RIFSEEP 2, indemnitaire socle : +0,25 M€

- RIFSEEP 3, cotation des postes : +0,75 M€
- Volet 2020 du protocole PPCR +1,0 M€ (financé par la SCSP)
- SPSI +0,1 M€
- Emplois PRIS<sup>2</sup>ME : +0,5 M€

- 2,8 M€ hors périmètre PACTE

- La baisse est principalement liée à la diminution de la ligne indemnités ARE pour -2,6 M€ : en effet, la trajectoire pour 2020 est prévue à 1,5 M€ pour 2020 contre 4,1 M€ en 2019 (coût des indemnités ARE et des cotisations chômage).
- Le transfert vers les composantes de formation de moyens ORE à hauteur de 0,9 M€.
- Enfin, la masse salariale des contractuels doctorants a augmenté pour en permettre le maintien global de la volumétrie.

### Analyse des dépenses de patrimoine

Les dépenses de patrimoine s'élevaient à 64.8 M € en 2020, elles sont composées de 2 volets distincts :

- le volet des opérations pluriannuelles géré par le domaine patrimoine, logistique, prévention et sécurité de 41.4 M €
- le volet des dépenses patrimoniales annuelles de 23.4 M€ géré conjointement sur le CRB Patrimoine et les composantes de l'université

Projection du Domaine en matière d'investissement

	dépenses PPI - PAT	fonctionnement	investissement
GER	8 984 672,00 €	501 000,00 €	8 483 672,00 €
CPER	2 849 546,00 €	198 400,00 €	2 651 146,00 €
OPTC	29 607 889,00 €	347 163,00 €	29 260 726,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>41 442 107,00 €</b>	<b>1 046 563,00 €</b>	<b>40 395 544,00 €</b>

Pour le Domaine Patrimoine Logistique Prévention Sécurité (DPLPS) le Budget Initial 2020 en investissement est marqué par l'adoption du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) qui donne la lisibilité de la politique immobilière de l'établissement sur la période 2019 - 2023 et indique les priorités au-delà.

Sa mise en œuvre s'appuie sur les Opérations Toulouse Campus (OTC), le Contrat de Plan Etat Région (CPER) et sur un plan pluriannuel de Gris Entretien Renouvellement (GER).

## Opérations immobilières

### OTC (opérations en cours et enclenchement de la phase 2)

- Livraison du Centre de Biologie Intégrative (CBI), projet d'un montant de 31 M€ TDC dont 8,2 M€ de Crédits de Paiement (CP) en 2020 ;
- Livraison de la Maison de la Réussite en Licence (MRL), projet d'un montant de 31 M€ TDC dont 9,5 M€ de CP en 2020 ;
- Réorganisation de la Physique (RPHY), projet d'un montant de 7,7 M€ TDC dont 4,3 M€ de CP en 2020 ;
- Le Pôle AgroBioSciences-B (PABS-B), projet d'un montant de 12 M€ TDC dont 3,7 M€ de CP en 2020 ;
- La Maison des Etudiants et des Personnels (MEP), projet d'un montant de 5,3 M€ TDC dont 1,9 M€ de CP en 2020 ;
- Chimie Matériaux et Procédés (CMP), projet d'un montant de 40,9 M€ TDC dont 1,7 M€ de CP en 2020 ;
- Géotechnique (GEOTECH), projet d'un montant de 8 M€ TDC dont 0,4 M€ de CP en 2020 ;

### CPER 2015 - 2020

- rénovation du 3R2, projet d'un montant de 6,7 M€ TDC dont 0,3 M€ de CP en 2020 ;
- extension des locaux du Pic du Midi, projet d'un montant de 4,5 M€ TDC dont 2,5 M€ de CP en 2020.

### Le plan GER

Conformément au DOB, l'établissement a mis en place des financements internes pour couvrir les tranches 2020 de GER dans le cadre du financement du SPSI. Ce plan, adopté en juin, a fait l'objet d'une réalisation en-deçà des prévisions en 2019 (environ 3 M€ pour une programmation de 6,8 M€) et implique une année 2020 chargée avec pour priorité la réalisation des préprogrammes des opérations immobilières que l'UPS souhaitait voir émerger au CPER 2021 - 2027.

	Montant prévisionnel	Etudes / travaux AE consommées avant 2019	Etudes prévision AE 2019	Travaux prévision AE 2019	Etudes/travaux prévision AE 2020	Etudes/travaux prévision AE 2021	Etudes/travaux prévision AE 2022	Etudes/travaux prévision AE 2023
<b>Tous Axes</b>	1 735 000	-	50 000	330 000	935 000	420 000	-	-
AXE 1 : recherche dont OMP	7 977 900	-	155 000	-	1 341 000	1 769 000	2 800 000	1 912 900
AXE 2 : Santé - soins	2 040 000	106 775	-	850 887	1 082 338	-	-	-
AXE 3 : IUT	5 069 000	-	130 000	-	2 160 000	1 000 000	1 000 000	779 000
AXE 4 : Sciences (FSI / F2SMH)	4 699 640	-	100 000	115 000	2 085 220	2 399 420	-	-
AXE 5 : Sport	4 655 707	1 013 623	70 000	105 766	2 587 318	410 000	469 000	-
AXE 6 : administration, services communs	2 702 000	-	80 000	471 600	1 595 400	555 000	-	-
Ad'AP	6 222 757	1 021 705	169 850	436 497	1 396 545	838 615	782 561	1 576 984
<b>Total</b>	<b>35 102 004</b>	<b>2 142 103</b>	<b>754 850</b>	<b>2 309 750</b>	<b>13 182 821</b>	<b>7 392 035</b>	<b>5 051 561</b>	<b>4 268 884</b>

6,1 M€ ont été réservés au budget initial pour mener une politique patrimoniale dans le cadre du plan GER. Ces crédits proviennent :

- ✓ Des composantes et services pour 1,6 M€
- ✓ De crédits alloués au titre de la CVEC pour 0,5 M€
- ✓ De crédits issus de la SCSP : 2,8 M€
- ✓ Un prélèvement complémentaire sur le fonds de roulement de 1,2 M€



Projection du Domaine, hors opérations pluriannuelles d'investissement

	Dépenses de patrimoine hors projets pluriannuels
Masse salariale sur CRB RH	8 484 821
CRB patrimoine	7 900 011
SCD	397 000
MFCA	75 500
Pôle sport	181 021
F2SMIH	15 000
FSI	60 000
IUT A	1 535 823
IUT Tarbes	565 000
Faculté d'odontologie	350 000
Faculté de médecine Purpan	609 467
Faculté de médecine Rangueil	1 120 000
Faculté de pharmacie	348 352
Niveau établissement	880 000
<b>Total</b>	<b>23 385 540</b>

Pour le CRB Patrimoine, 2020 sera une année de transition, pour le fonctionnement, marquée par des affectations budgétaires corrélées aux changements d'organisation suite à PRISME mais aussi par l'évolution des dépenses relatives à l'enlèvement des déchets à compter du 1er juillet prochain avec la mise en place d'un marché piloté par L'UFTMIP, au nouveau marché de gardiennage et à la péréquation entre les prestations de nettoyage réalisées en régie ou confiées à des prestataires extérieurs.

Ainsi, les dépenses prévisibles devraient s'élever pour le nettoyage des locaux assurer par le Domaine à plus de 760 k€, pour le gardiennage à 580 k€ et pour l'enlèvement des déchets à environ 190 k€. Enfin, il convient de noter que l'affranchissement du courrier, dont une part importante pour l'envoi des bulletins de salaire, représente un coût de 155 k€.

Globalement, les dépenses liées à l'entretien du patrimoine s'élèvent à 23,4 M€. Ce montant se décompose en 8,5 M€ de masse salariale supportée par le CRB RH (enveloppe stable par rapport à 2019), 14,0 M€ de dépenses de fonctionnement, en augmentation de 2,5 M€ par rapport à 2019 et 0,6 M€ en

investissement, en diminution de 3,2 M€ par rapport à 2019. La baisse sur l'investissement est liée à la mise en place du plan GER qui a modélisé l'ensemble de ces opérations pour un suivi pluriannuel intégré au SPSI (Cf. paragraphe précédent).

#### Analyse des prévisions de dépenses et recettes sur les Opérations pluriannuelles (tableau 9-10)

Les tableaux 9 et 10 permettent d'avoir un suivi de la programmation des opérations pluriannuelles. Une opération pluriannuelle est définie par le financement spécifique d'un projet dépassant le cadre de l'exercice, sa modélisation et son exécution sont isolés au sein du budget via un objet de gestion spécifique dans le système d'information financier : l'éOTP. Les tableaux 9 et 10 permettent de suivre le niveau d'exécution en dépenses et en recettes de l'ensemble de ces projets et d'en mesurer l'impact sur le budget de l'établissement, notamment par les décalages de trésorerie ou, le cas échéant, le prélèvement sur le fonds de roulement. En budget patrimonial, l'impact économique de ces opérations est neutralisé par la comptabilisation de la part financée à l'avancement.

Les opérations pluriannuelles représentent 66,6 M€ de CP au budget initial 2020 et se décomposent en 4 catégories :

- Patrimoine : 41,4 M€ en CP
- Contrats de recherche : 11,8 M€ en CP
- Formation : 4,3 M€ de CP dont 1,3 M€ sur des projets de relations internationales.
- Contrats de formation continue : 9 M€ en CP, hors virements anticipés vers les composantes (6 M€)

L'ensemble des opérations pluriannuelles dégage un besoin de trésorerie à hauteur de 9,5 M€.

SYNTHESE DES OPERATIONS PLURIANNUELLES - BUDGET 2020

RECHERCHE				
Code	Montant total des OP	Tranche 2020 DEPENSE CP	Tranche 2020 RECETTE RE	SOLDE 2020
contrats ind et commerciaux	20 922 653 €	2 731 687 €	1 738 388 €	- 993 299 €
contrats subv.reçues	108 773 866 €	9 082 686 €	14 533 731 €	5 451 045 €
<b>TOTAL RECHERCHE</b>	<b>129 696 519 €</b>	<b>11 814 373 €</b>	<b>16 272 119 €</b>	<b>4 457 746 €</b>

FORMATION				
Code	Montant total des OP	Tranche 2020 DEPENSE CP	Tranche 2020 RECETTE RE	SOLDE 2020
IUT A	4 800 488 €	1 320 938 €	554 644 €	- 766 294 €
IUT TARBES	3 202 868 €	1 183 061 €	862 942 €	- 320 119 €
DREIC ENS	6 507 654 €	1 269 401 €	2 484 462 €	1 215 061 €
CVEC ENS	789 518 €	494 518 €	395 000 €	- 99 518 €
SCUJO	550 000 €	55 000 €	55 000 €	-
<b>TOTAL ENS</b>	<b>15 850 528 €</b>	<b>4 322 918 €</b>	<b>4 352 048 €</b>	<b>29 130 €</b>

PATRIMOINE				
Code	Montant total des OP	Tranche 2020 DEPENSE CP	Tranche 2020 RECETTE RE	SOLDE 2020
CPER	21 510 119 €	2 849 546 €	1 600 000 €	- 1 249 546 €
GER MAINTENANCE	35 102 004 €	8 984 672 €	7 109 565 €	- 1 875 107 €
TLSE CAMPUS	131 282 031 €	29 607 889 €	18 710 000 €	- 10 897 889 €
<b>TOTAL PATRIMOINE</b>	<b>187 894 154 €</b>	<b>41 442 107 €</b>	<b>27 419 565 €</b>	<b>- 14 022 542 €</b>

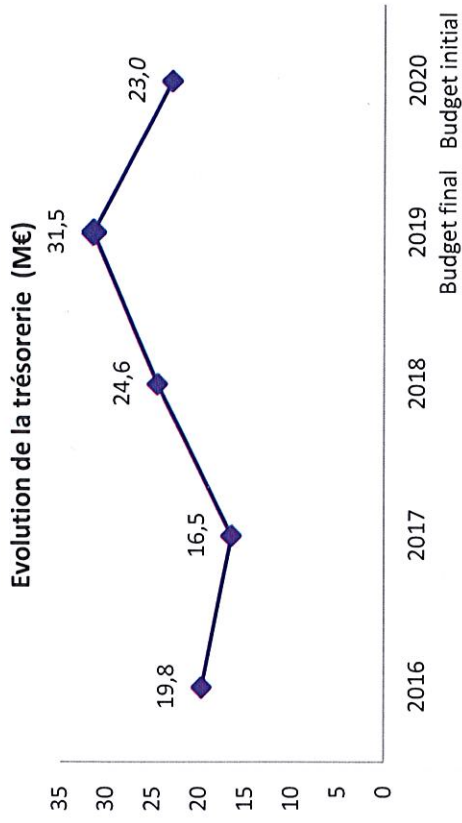
FORMATION CONTINUE				
Code	Montant total des OP	Tranche 2020 DEPENSE CP	Tranche 2020 RECETTE RE	SOLDE 2020
TOUS OP	66 727 334 €	9 168 642 €	15 315 804 €	6 147 162 €
<b>TOTAL FORMATION CONTINUE</b>	<b>66 727 334 €</b>	<b>9 168 642 €</b>	<b>15 315 804 €</b>	<b>6 147 162 €</b>
VA		6 147 162 €		-

<b>TOTAL DES OP 2020</b>	<b>400 168 535 €</b>	<b>66 748 040 €</b>	<b>63 359 536 €</b>	<b>- 3 388 504 €</b>
			VA MFCA	6 147 162 €
			SOLDE OP	9 535 666 €

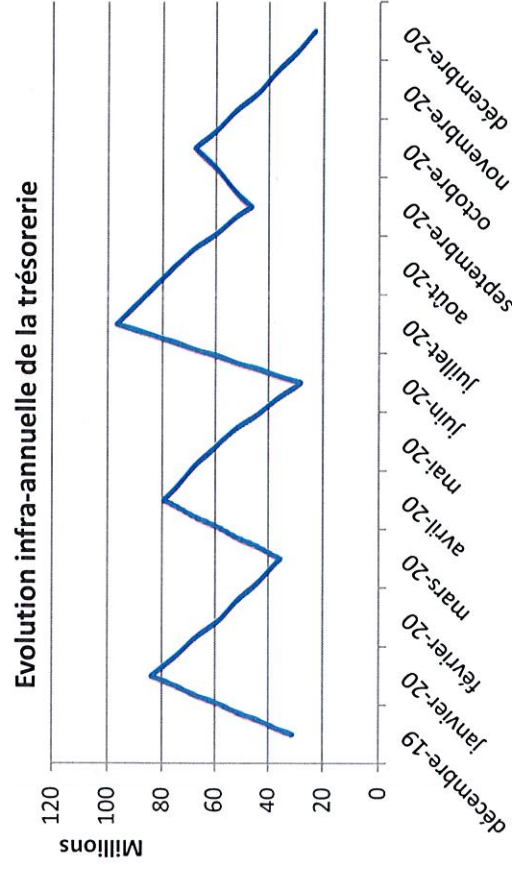
## 5. Trésorerie

Le solde budgétaire de - 8,8 M€, lié au décalage entre les prévisions d'encaissements (RE) et de décaissements (CP), a un impact direct sur la variation prévisionnelle de la trésorerie. A cela s'ajoute le décalage prévisionnel sur les opérations non budgétaires de +0,3 M€. Au total, la variation de trésorerie sur l'exercice est estimée à -8,5 M€. Avec un niveau de trésorerie initiale estimée à 31,5 M€, le niveau de la trésorerie au 31/12/2020 est prévu à 23,0 M€.

<b>Trésorerie initiale prévisionnelle</b>	<b>31,5 M€</b>
Mouvements budgétaires	
Encaissements rattachés (RE)	+ 402,8 M€
Décaissements (CP)	- 411,6 M€
Solde budgétaire	- 8,8 M€
Mouvements non budgétaires	
Encaissements, dont TVA	+ 5,5 M€
Décaissements, dont TVA	- 5,2 M€
Solde opérations non budgétaires	+ 0,3 M€
<b>Impact prévisionnel sur la trésorerie des opérations de l'exercice</b>	<b>- 8,5 M€</b>
<b>Trésorerie finale prévisionnelle</b>	<b>23,0 M€</b>



Au niveau de l'évolution infra-annuelle de la trésorerie, l'impact essentiel est lié au versement trimestriel de la SCSP. Par ailleurs, l'année est marquée par une accélération des dépenses et des recettes en fin d'exercice, notamment sur les investissements.



## 6. Budget patrimonial

La situation patrimoniale agrège les données financières en droit constaté et les données relatives aux charges calculées (amortissements en particulier) de manière à dégager un résultat, à définir la capacité d'autofinancement et établir la variation prévisionnelle du fonds de roulement. La vision apportée par la comptabilité patrimoniale est complémentaire de la comptabilité budgétaire centrée sur les flux de trésorerie.

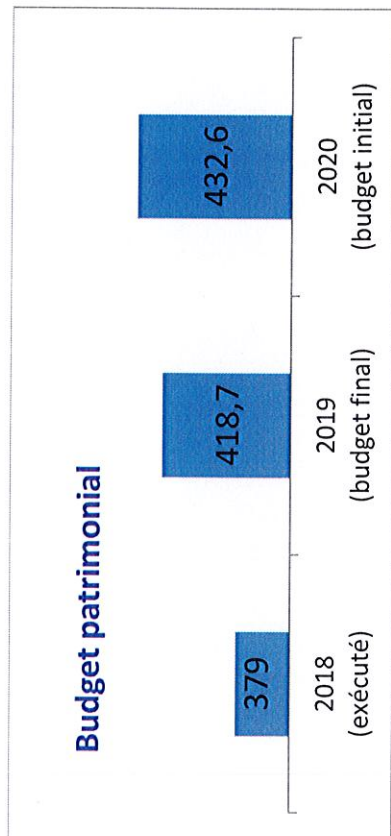
Les données de l'établissement sont présentées, dans le tableau 6, en deux parties :

- Le compte de résultat prévisionnel qui présente les prévisions de dépenses et de recettes liées au fonctionnement de l'établissement (enveloppe de fonctionnement et enveloppe de masse salariale). Il retrace les opérations de gestion courante et dégage un résultat prévisionnel. Selon la réglementation ce résultat doit être positif ou nul.
- Le tableau de financement abrégé prévisionnel qui présente l'ensemble des ressources en capital de l'année et leur emploi (enveloppe d'investissement). Il traduit les investissements de l'établissement pour accomplir ses activités (constructions, équipements...) et qui mobilisent des ressources sur le long terme.

Il détermine la variation prévisionnelle du fonds de roulement.

Le lien entre les deux parties est réalisé par la capacité d'autofinancement (CAF). Celle-ci traduit, lorsqu'elle est positive, les ressources annuelles mobilisables pour le financement des investissements, acquisition ou renouvellement des biens d'équipement. La capacité d'autofinancement est reportée en ressource du tableau de financement prévisionnel abrégé. Quand elle est négative, il s'agit d'insuffisance d'autofinancement (IAF).

Le budget patrimonial 2020 s'élève à 432.6 M€ en progression de +13,9 M€ par rapport au budget patrimonial 2019. Cette augmentation est identique à la variation prévisionnelle des décaissements (CP), le montant prévisionnel des charges calculées étant identique au montant 2019.



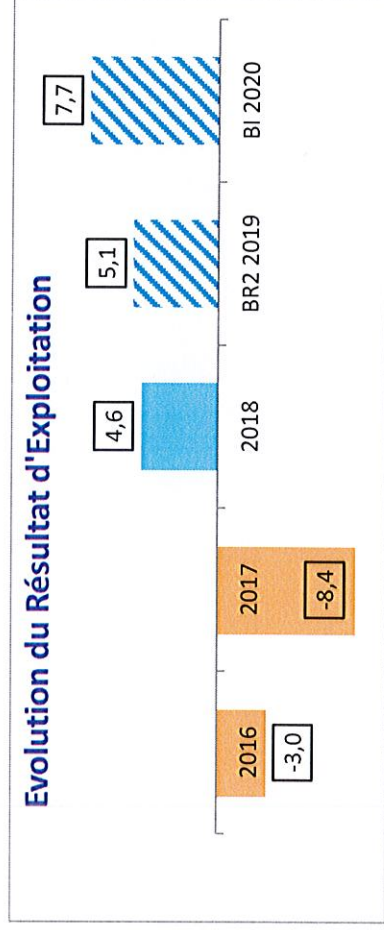
#### Compte de résultat prévisionnel et résultat

	Budget initial 2020	PRODUITS	Budget initial 2020
Personnel	294,0	SCSP	297,2
Fonctionnement	67,0	Autres financements de l'Etat	0,2
Amortissement	21,0	Autres subventions - RG PUBL	30,8
		Fiscalités affectée (CVEC)	1,9
		Autres produits	44,6
		Reprises/amortissement	15,0
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>382,0</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>389,7</b>
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice</i>	<i>7,7</i>		
<b>TOTAL EQUILIBRE</b>	<b>389,7</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE</b>	<b>389,7</b>

Le montant prévisionnel des amortissements 2020 est de 21 M€, ce qui, ajouté aux charges décaissables, porte les charges à 382 M€. Le niveau prévisionnel des produits est de 389,7 dont 15,0 M€ de produits calculés issus de la neutralisation des amortissements sur les investissements financés.

Le différentiel entre les charges et les produits dégage un résultat prévisionnel de 7,7 M€. Il est positif et s'améliore donc significativement par rapport à l'année 2019 traduisant ainsi les efforts conséquents de l'établissement en termes de sincérité budgétaire d'une part et d'autre de maîtrise des

dépenses. Il évolue en particulier entre 2019 et 2020 sous l'effet de la mobilisation de moyens supplémentaires destinés à financer l'investissement programmé dans le SPI.



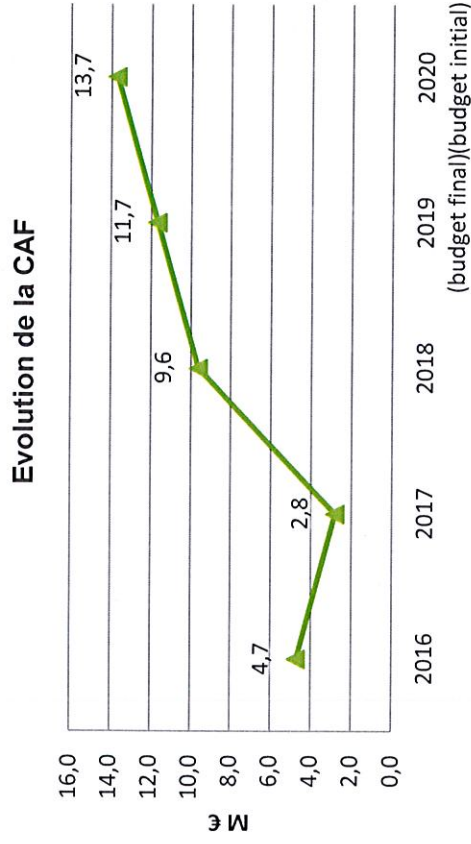
#### Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF), qui mesure le potentiel de l'établissement à renouveler ses biens et assurer sa croissance, augmente aussi significativement, proportionnellement à la progression du résultat.

	Budget initial
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice</b>	<b>+7,7 M€</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	+ 21,0 M€
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 15,0 M€
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
<b>= CAF</b>	<b>13,7 M€</b>



La CAF se calcule en ajoutant au résultat, le montant des amortissements réduits de leur neutralisation. Il n'y a pas d'autres facteurs de variation de la CAF connu lors de la construction de ce budget initial. Le montant prévisionnel de la CAF est de 13,7 M€, en augmentation de 2 M€ par rapport au budget final 2019. Cette évolution est liée à l'effort de financement du SPSI.

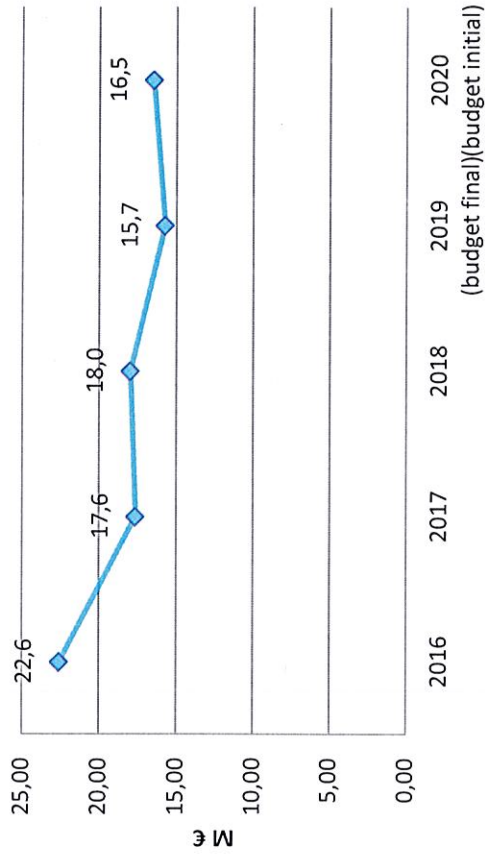


#### Evolution du fonds de roulement

Les investissements sont évalués à 50,6 M€, sans décalage avec les CP investissements. Ils sont financés par des ressources d'investissement à hauteur de 37,7 M€ et consomment la CAF à hauteur de 13,0 M€.

Le budget initial 2020, se traduit donc par une évolution légèrement positive du fonds de roulement de +0,75 M€. Cette évolution est liée à un abondement prévisionnel du fonds de roulement du CFA (+1,8 M€) et de la MFCA (+0,2 M€), minoré d'un prélèvement pour la mise en œuvre du SPSI (-1,2 M€) et sur le SIREMIP (-0,04 M€).

## Evolution du Fond de Roulement Global UPS



## 7. Analyse par domaine

Dépenses	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Services centraux et communs	29 668 148	39 204 955	52 788 982	60 636 703	75 389 232	78 485 586	22 600 250	17 848 883
Formation	29 804 724	30 310 739	29 274 082	29 452 441	32 573 011	31 073 011	3 298 929	1 620 570
Recherche	27 964 244	27 589 091	37 094 597	37 110 442	34 156 742	34 105 942	-2 937 855	-3 004 500
CRB RH	259 906 846	259 744 928	264 327 092	264 327 092	264 427 123	264 427 123	100 031	100 031
Niveau établissement	119 833	92 099	6 146 803	6 146 803	3 507 884	3 507 884	-2 638 919	-2 638 919
<b>Total général</b>	<b>347 463 795</b>	<b>356 941 812</b>	<b>389 631 556</b>	<b>397 673 481</b>	<b>410 053 992</b>	<b>411 599 546</b>	<b>20 422 436</b>	<b>13 926 065</b>

Recettes	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	RE	CP	RE	CP	RE	CP	RE	CP
<b>COMPOSANTES</b>								
Services centraux et communs	35 242 398		57 941 968		51 889 752		-6 052 216	
Formation	10 310 210		12 410 700		12 524 581		113 881	
Recherche	19 730 220		34 145 684		34 613 953		468 269	
CRB RH	2 032 049		1 098 808		1 664 251		565 443	
Niveau établissement	292 432 677		297 703 245		302 116 894		4 413 649	
<b>Total général</b>	<b>359 747 554</b>		<b>403 300 405</b>		<b>402 809 431</b>		<b>-490 974</b>	

Le détail et l'évolution des différents domaines sont précisés dans les paragraphes suivants

### 7.1 Services communs et centraux

Dépenses Structures	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Services général	8 256 331	7 945 305	8 424 704	8 748 590	5 711 236	5 711 236	-2 713 468	-3 037 354
Patrimoine	9 353 598	19 282 786	27 212 274	34 619 759	47 616 664	50 713 018	20 404 390	16 093 259
SCAS	751 251	713 073	758 572	758 572	752 000	752 000	-6 572	-6 572
Crèche	706 288	703 804	723 398	723 398	756 000	756 000	32 602	32 602
SCUIO	263 559	263 118	387 035	387 035	691 326	691 326	304 291	304 291
Pôle sport	659 180	574 854	635 915	635 915	616 217	616 217	-19 698	-19 698
SCD	2 053 681	2 075 859	1 945 224	1 945 224	2 104 569	2 104 569	159 345	159 345
SCECCP	25 519	25 309	23 862	23 862	23 849	23 849	-13	-13
MFCA	2 702 307	2 739 157	8 071 892	8 188 242	9 168 642	9 168 642	1 096 750	980 400
CFA	3 339 182	3 339 182	3 646 949	3 646 949	6 886 090	6 886 090	3 239 141	3 239 141
SIRÉMIP	498 497	548 370	719 157	719 157	740 639	740 639	21 482	21 482
SIMPSS	841 987	776 523	0	0	0	0	0	0
Fondation Catalyses	216 769	217 616	240 000	240 000	322 000	322 000	82 000	82 000
<b>Total</b>	<b>29 668 148</b>	<b>39 204 955</b>	<b>52 788 982</b>	<b>60 636 703</b>	<b>75 389 232</b>	<b>78 485 586</b>	<b>22 600 250</b>	<b>17 848 883</b>

Recettes Structures	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	RE	RE	RE	RE	RE	RE	RE	RE
Service général	1 295 912	3 563 877	2 929 238	-634 639				
Patrimoine	15 346 772	33 475 855	21 459 378	-12 016 477				
SCAS	126 850	112 700	84 633	-28 067				
Crèche	644 878	675 000	687 588	12 588				
SCUIO	189 634	170 000	422 958	252 958				
Pôle sport	91 704	83 608	83 608	0				
SCD	999 678	924 000	990 000	66 000				
SCECCP				0				
MFCA	11 301 672	14 613 004	15 519 024	906 020				
CFA	3 268 819	3 380 767	8 687 686	5 306 919				
SIRÉMIP	786 429	703 157	703 639	482				
SIMPPS	963 206			0				
Fondation Catalyses	224 800	240 000	322 000	82 000				
<b>Total</b>	<b>35 240 352</b>	<b>57 941 968</b>	<b>51 889 752</b>	<b>-6 052 216</b>				

Le CRB service général : 5,7 M€ en AE et CP.

Ce budget est en forte diminution par rapport au budget final 2019: -2,7 M€ en AE et -3 M€ en CP, notamment du fait du transfert de l'activité logistique vers le CRB patrimoine (-1,2 M€ SCSP & - 0,9 M€ de VA) et celui du SMPP vers la RH.

La diminution de l'allocation de base avant modification des périmètres de 0,1 M€ est répercutée sur ce CRB.

Les autres évolutions sur ce CRB services centraux sont liées aux opérations pluriannuelles du DREIC (-1,6 M€ en CP), à la CVEC (+0,5 M€) et aux crédits ORE (+0,3 M€)

Les RE inscrites sur le service général s'élèvent à 2,9 M€, en forte augmentation de 1,3 M€.

Cette augmentation est directement liée aux opérations pluriannuelles du DREIC (+1,5 M€), la diminution de 0,2 M€ correspondant au transfert de l'activité logistique et à la diminution de la réserve de crédits à répartir sur le N2\_101.

Patrimoine : Cf. partie spécifique au 4.3

SCAS : ajustement à la hausse de la SCSP lié à la hausse de la contribution à la restauration du personnel (+31 k€). Parallèlement à cela, les contributions pour la restauration extérieure ont diminués du même montant (-30 k€). Il y a également une baisse des virements anticipés pour la restauration de la recherche et des inscriptions aux activités sportives.

Crèche : la hausse du budget de la crèche est liée à une hausse prévisionnelle de la subvention de la mairie de Toulouse et de la participation de la CAF (+12 k€). Il y a également une baisse des VA de contribution aux allocations de retour à l'emploi, ayant un effet bénéfique sur le budget à hauteur de 20 k€.



## 7.2 Facultés et Instituts

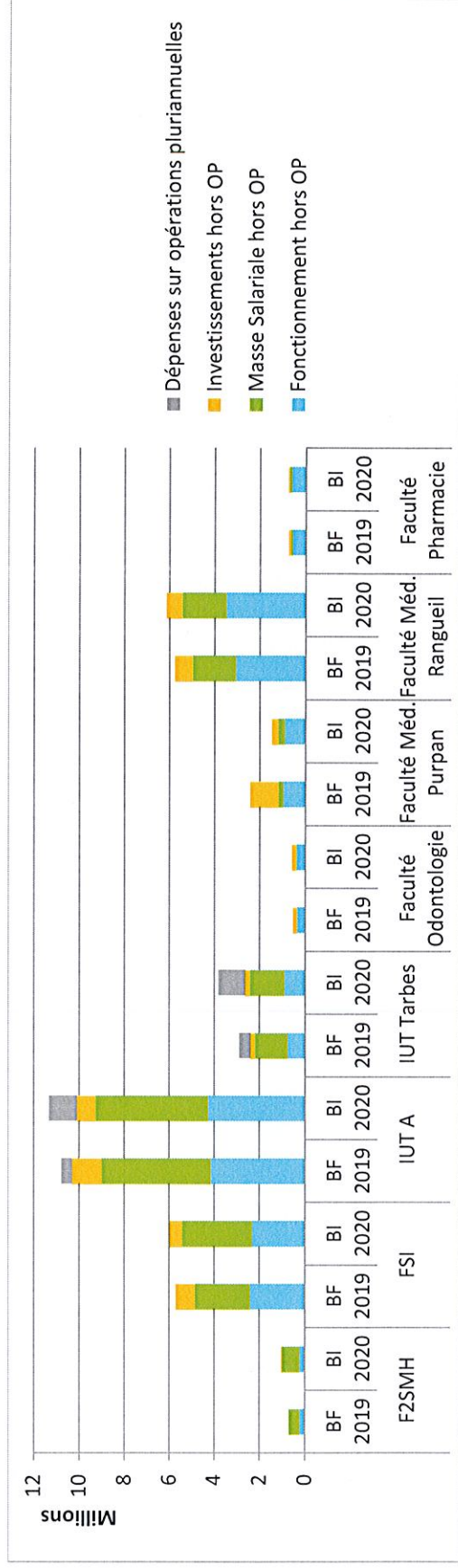
Dépenses COMPOSANTES	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	AE	CP			AE	CP	AE	CP
F2SMH	679 107	685 315	698 028	698 028	1 028 374	1 028 374	330 346	330 346
FSI	5 936 651	5 948 257	5 690 492	5 690 492	5 977 516	5 977 516	287 024	287 024
Faculté chirurgie dentaire	486 759	488 808	519 392	519 392	567 680	567 680	48 288	48 288
Faculté médecine Purpan	2 372 059	2 194 499	2 260 878	2 398 829	1 465 277	1 465 277	-795 601	-933 552
Faculté médecine Rangueil	5 699 727	5 618 881	5 735 509	5 735 509	6 124 363	6 124 363	388 854	388 854
Faculté sc. Pharmaceutiques	755 273	761 368	729 750	729 750	755 895	755 895	26 145	26 145
IUT Toulouse	10 508 027	11 244 614	10 751 823	10 780 274	12 827 701	11 327 701	2 075 878	547 427
IUT Tarbes	3 367 121	3 368 996	2 888 210	2 900 167	3 826 205	3 826 205	937 995	926 038
<b>Total</b>	<b>29 804 724</b>	<b>30 310 739</b>	<b>29 274 082</b>	<b>29 452 441</b>	<b>32 573 011</b>	<b>31 073 011</b>	<b>3 298 929</b>	<b>1 620 570</b>

Recettes COMPOSANTES	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	RE		RE		RE		RE	
F2SMH	205 146		227 000		237 000		10 000	
FSI	2 303 028		2 343 000		2 161 500		-181 500	
Faculté chirurgie dentaire	209 930		350 880		336 880		-14 000	
Faculté médecine Purpan	735 990		2 326 000		1 076 000		-1 250 000	
Faculté médecine Rangueil	3 493 876		4 023 895		3 993 895		-30 000	
Faculté sc. Pharmaceutiques	464 417		382 000		421 000		39 000	
IUT Toulouse	2 253 467		2 235 345		2 917 264		681 919	
IUT Tarbes	644 357		522 580		1 381 042		858 462	
<b>Total</b>	<b>10 310 210</b>		<b>12 410 700</b>		<b>12 524 581</b>		<b>113 881</b>	

Le budget des facultés et instituts s'élève à 12,8 M€ en AE et 11,3 M€ en CP. Ce budget est en augmentation de 3,3 M€ en AE et 1,6 M€ en CP par rapport au budget final 2019.

L'essentiel des variations est liée à l'inscription des moyens ORE, inscrits sur le CRB RH en 2019 et transférés par virements en cours d'exercice (+0,9 M€). La FSI a inscrit une diminution de ses ressources propres en 2020 (-0,18 M€), ce qui limite l'accroissement ORE (+0,4 M€). Faculté de chirurgie dentaire et faculté de médecine de Rangueil, une partie de l'évolution est liée à la variation des virements anticipés

La variation sur la faculté de médecine Purpan s'explique par la fin du projet Paléogénomique. La faculté de sciences pharmaceutique anticipe également une variation de droits d'inscription. Pour les deux IUT, une part importante de la hausse est liée à la progression des opérations pluriannuelles (Cf. diagramme ci-dessous). Ces programmes sont financés dans le cadre du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI).



Plus largement, en prenant en compte l'ensemble du périmètre de la formation (composantes de formation, FTLV, apprentissage, masse salariale consacrée à la formation), les dépenses prévisionnelles s'élèvent à 146,5 M€ en CP. La hausse des dépenses de formation est de 5,2 M€ sur toutes les enveloppes. Cette hausse est répartie de la manière suivante :

- En Masse salariale : +3,2 M€
- En Fonctionnement : + 1,9 M€
- En Investissement : + 0,1 M€

Ces augmentations s'expliquent par :

- ✓ l'augmentation des moyens liés à la loi ORE : + 1,0 M€
- ✓ des ressources nouvelles du CFA et la MFCA : + 1,0 M€
- ✓ des nouvelles Opérations Pluriannuelles de formation : + 1,0 M€
- ✓ l'augmentation de l'enveloppe formation de MS de l'UB RH : + 1,3 M€
- ✓ les virements anticipés de la MFCA : + 0,5 M

### 7.3 Recherche

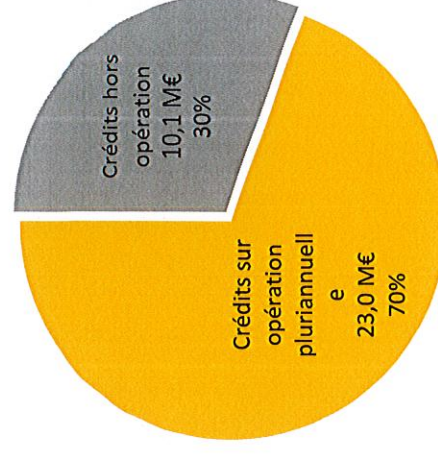
Dépenses	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>COMPOSANTES</b>								
Recherche	26 890 325	26 531 007	36 208 121	36 223 966	33 154 197	33 103 397	-3 053 924	-3 120 569
OMP	1 073 919	1 058 083	886 476	886 476	1 002 545	1 002 545	116 069	116 069
<b>Total</b>	<b>27 964 244</b>	<b>27 589 091</b>	<b>37 094 597</b>	<b>37 110 442</b>	<b>34 156 742</b>	<b>34 105 942</b>	<b>-2 937 855</b>	<b>-3 004 500</b>

Recettes	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	RE	RE	RE	RE	RE	RE	RE	
<b>COMPOSANTES</b>								
Recherche	19 181 879	33 765 584	34 233 853	468 269				
OMP	548 341	380 100	380 100	0				
<b>Total</b>	<b>19 730 220</b>	<b>34 145 684</b>	<b>34 613 953</b>	<b>468 269</b>				

Le budget des composantes de recherche est de 34,1 M€ en AE et 34,6 M€ en CP, répartis entre 1,0 M€ en AE et CP sur l'Observatoire Midi Pyrénées et 33,1 M€ en AE et CP sur le CRB de la recherche: 33 M€ en AE et CP. Ce budget est positionné à 70% sur des projets pluriannuels et est en diminution de 3,1 M€ en CP par rapport au budget final de 2019.

Cette évolution se différencie entre :

- L'enveloppe des contrats de recherche (tranche 2020 ouverte sur contrats en cours + crédits à répartir) diminue de 1,4 M€, soit une baisse de 5%.
- Les crédits inscrits en prévision d'activité pour le déblocage des nouveaux contrats est en diminution de 2,3 M€ (crédits de pilotage).
- Les crédits récurrents des structures de recherche sont en augmentation de 0,5 M€





En recettes, le volume de RE est constant (0,4 M€ soit 1% d'augmentation)

Pour l'OMP, l'augmentation en AE CP de 0,1 M€ est liée à la variation de la SCSP et à une baisse des virements anticipés.

En intégrant les dépenses de recherche transverses, en particulier la masse salariale des chercheurs et personnels BIATSS des laboratoires et la part recherche des enseignants chercheurs, le budget de la recherche s'éleve à 137,2 M€. Ce budget est en diminution de 0,8 M€ par rapport à 2019 (137,8 M€). Cette variation s'explique par la variation de l'activité contractuelle évoquée précédemment. Elle est, par contre, en hausse de 1,0 M€ pour la masse salariale positionnée sur le CRB RH qui représente 102,1 M€. Cette vision globale intègre également une part de crédits de recherche inscrite dans les facultés et instituts qui représente 0,5 M€.

#### 7.4 Niveau établissement

Dépenses	Exécuté 2018		Budget final 2019		Budget initial 2020		Ecart BI 2020 - BF 2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Structures</b>								
Niveau établissement	119 833	92 099	6 146 803	6 146 803	3 507 884	3 507 884	-2 638 919	-2 638 919
<b>Total</b>	<b>119 833</b>	<b>92 099</b>	<b>6 146 803</b>	<b>6 146 803</b>	<b>3 507 884</b>	<b>3 507 884</b>	<b>-2 638 919</b>	<b>-2 638 919</b>

Recettes	Exécuté 2018	Budget final 2019	Budget initial 2020	Ecart BI 2020 - BF 2019
	RE	RE	RE	RE
<b>Structures</b>				
Niveau établissement	292 432 677	297 703 245	302 116 894	4 413 649
<b>Total</b>	<b>292 432 677</b>	<b>297 703 245</b>	<b>302 116 894</b>	<b>4 413 649</b>

Recettes

Le niveau établissement, N1 UPS, est la structure sur laquelle sont enregistrées les recettes transverses : subvention pour charge de service public (SCSP), contribution vie étudiante et de campus (CVEC).

SCSP : 297,2 M€, en augmentation de 2,7 M€  
CVEC : 1,9 M€ stable par rapport au montant du budget final 2019.  
Réserve pour prévision d'activité : 3,0 M€ en augmentation de 1,8 M€ par rapport au budget final  
Au total, l'évolution prévisionnelle des encaissements est de 4,5 M€ par rapport au budget final 2019.

#### Dépenses

Le montant des dépenses est inscrit à hauteur de 3,5 M€ en AE / CP au niveau établissement, en diminution de 3,0 M€ par rapport au budget final 2019.  
Ce montant est réparti entre 3,0 M€ de réserve pour prévision d'activité, 0,3 M€ de provision CVEC et 0,2 M€ de provision SCSP.  
L'essentiel de la variation est liée l'inscription des moyens SPSI sur le CRB patrimoine (-2,1 M€), vient ensuite une diminution de la SCSP qui a été répartie dans les moyens alloués (-1,0 M€)

Budget initial 2020

## Annexes réglementaires

Annexe 5b : Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du BI 2020

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat		(B) Emplois financés sur ressources propres		(C) = (A) + (B) Global
	Permanents	Titulaires	En ETPT	En ETPT	En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs			1 877,00				1 877,00
		CDI	0,00			10,00	10,00
	Non permanents	CDD	601,00			88,00	689,00
<b>S/total EC</b>			<b>2 478,00</b>			<b>98,00</b>	<b>2 576,00</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS</b>							
							<b>0,00</b>
BIATOSS	Permanents	Titulaires	1 425,00				1 425,00
		CDI	0,00			100,00	100,00
	Non permanents	CDD	0,00			440,00	440,00
<b>S/total Biatoss</b>			<b>1 425,00</b>			<b>540,00</b>	<b>1 965,00</b>
<b>Totaux</b>			<b>3 903,00</b>			<b>638,00</b>	<b>4 541,00</b> (4)
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>							<b>3 903</b> (5)

*Note sur les modalités de renseignement du tableau*

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))  
Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Plafond global des emplois voté par le CA

Tableau 1 DRGCEP 2020 Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE

Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESIF (en ETP) : 3 903  
 Plafond d'emplois voté au BI (en ETP) : 4 541  
 dont plafond Etat : 3 903  
 Plafond d'emplois voté après dernier BR n° 2 (en ETP) : 4 559  
 dont plafond Etat :

N° BR à renseigner par l'établissement

	exercice 2019		période janvier - avril exercice 2020				période janvier - septembre exercice 2020				période janvier - décembre exercice 2020			
	stock ETP (a) au 31 décembre 2019	moyenne annuelle ETP 2019 (b)	Entrées (en ETP) (c)	Sorties (en ETP) (d)	ETP (a+b+c+d) (4)	ETPT (moyenne sur 4 mois)	Entrées (en ETP) (f)	Total (g)	ETP (hors-f-g) (4)	ETPT (moyenne sur 9 mois)	Entrées (en ETP) (i)	Total (j)	ETPT (moyenne sur 12 mois) (k)	
Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les personnels BIA/TSS et autres personnels titulaires)	1 731,09	1 726,16	1,00	10,00	1 722,09	1 724,09	55,00	39,00	1 747,09	1 726,65	55,00	58,00	1 728,09
	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs (dont ATER et docteurs contractuels)	1 128,96	1 147,60	5,00	13,00	1 120,96	1 117,71	41,00	35,00	1 134,96	1 122,40	57,00	80,00	1 105,96
	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
sous total titulaires	Budget primitif	0,00	23,00	6,00	23,00	2 843,05	2 841,80	96,00	74,00	2 882,05	2 849,05	112,00	138,00	2 854,05
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	2 860,05	2 873,76	0,00	0,00	2 843,05	2 841,80	96,00	74,00	2 882,05	2 849,05	112,00	138,00	2 854,05
	Exécution	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois sous plafond Etat (1)	Enseignants et enseignants chercheurs	641,15	651,38			641,15	641,15				641,15			641,15
	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
Non titulaires	Personnels BIA/TSS et autres personnels non titulaires	426,00	428,38			426,00	426,00				426,00			426,00
	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
sous total non titulaires	Budget primitif	0,00	103,73			103,73	103,73				103,73			103,73
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	90,77	103,73			103,73	103,73				103,73			103,73
	Exécution	13,90	14,04			13,90	13,90				13,90			13,90
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
Total plafond 1	Budget primitif	0,00	734,42			734,42	734,42				734,42			734,42
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	731,92	756,00			756,00	756,00				756,00			756,00
	Exécution	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
Total plafond 2	Budget primitif	3 591,97	3 628,97			3 591,97	3 571,97				3 565,97			3 595,74
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Exécution	87,30	89,22			87,30	87,30				87,30			87,30
Emplois sous plafond Etat (1 bis)	Enseignants et enseignants chercheurs	87,30	89,22			89,22	89,22				89,22			89,22
	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
Non titulaires	Personnels BIA/TSS et autres personnels non titulaires	431,45	420,43			431,45	431,45				431,45			431,45
	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
Total plafond 2	Budget primitif	4,81	4,93			4,93	4,93				4,93			4,93
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Exécution	518,75	509,95			518,75	518,75				518,75			518,75
Total général	Budget primitif	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	2 860,05	2 873,76			2 843,05	2 841,80				2 849,05			2 854,05
	Exécution	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
Total général rémunérés (opérateur)	Budget initial	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	1 250,67	1 264,76			1 253,17	1 253,17				1 250,67			1 250,67
	Exécution	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
Non titulaires plafonds 1 et 2	Budget initial	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Exécution	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
Total général	Budget initial	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)	4 110,72	4 138,52			4 094,97	4 094,97				4 113,05			4 124,72
	Exécution	0,00	0,00			0,00	0,00				0,00			0,00
Dont fonctionnaires stagiaires des ENS	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution													
	Exécution													
Dont emplois attachés aux contrats de recherche (5) (plafond 2)	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution (3)													
	Exécution													
Personnels en fonction dans l'établissement non rémunérés par lui (mises à disposition entrantes)	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution													
	Exécution													
Dont emplois Etat	Budget initial													
	Nouvelle/dernière provision d'exécution													
	Exécution													

La moyenne prévisionnelle et d'exécution annuelle des personnels titulaires et non titulaires sous plafond Etat en ETP ne doit pas excéder le plafond des emplois notifié par l'Etat. La moyenne prévisionnelle et d'exécution annuelle en ETP de l'ensemble des emplois rémunérés par l'opérateur ne doit pas excéder le plafond global des emplois voté (au BI ou après le dernier ou prochain BR).

- (1) Personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sornées ou déléguées sornées pour les enseignants chercheurs) et personnels titulaires sur emplois gagés.
- (1 bis) Personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond" pour les EPA).
- (2) "autres personnels titulaires" - comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les conservateurs.
- (3) Dernière provision d'exécution pour fin 2018 (colonne (a) et (b)) à renseigner au moment du BI 2019 et nouvelle provision d'exécution pour 2019 (à renseigner en phases 2,3 et 4).
- (4) Le stock ETP à la fin avril, fin septembre et fin décembre 2019 se calcule en phase 1 (BI 2019) à partir de la dernière provision d'exécution pour fin 2018 (colonne (a) ligne "Nouvelle/dernière provision d'exécution") et en phases 2 et suivantes à partir de l'exécution de décembre 2016 (ligne "exécution" - colonne (b)).
- (5) Contrat de recherche au sens de la définition approuvée par le document de prescriptions générales élaboré par la direction du budget en application du décret GBCP (rattaché n°8, annexe relative aux opérations pluriannuelles) et acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés).



Tableau 2

## Autorisations budgétaires du Budget de l'Etablissement

Dépenses			Montants		Recettes	
	AE	CP			Montants	
Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'						
Personnel	293 989 999,00	293 989 999,00	380 587 909,00	Recettes globalisées		
dont contributions employeur au CAS Pension	87 759 185,00	87 759 185,00	297 216 894,00	Subvention pour charges de service public		
			184 756,00	Autres financements de l'Etat		
			1 900 000,00	Fiscalité affectée		
			34 763 466,00	Autres financements publics		
Fonctionnement	66 466 356,00	66 982 561,00	46 522 793,00	Recettes propres		
			22 221 522,00	Recettes fléchées		
			350 000,00	Financements de l'Etat fléchés		
Investissement	49 597 637,00	50 646 986,00	21 333 485,00	Autres financements publics fléchés		
			538 037,00	Recettes propres fléchées		
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>410 053 992,00</b>	<b>411 599 546,00</b>	<b>402 809 431,00</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>		
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>			<b>8 790 115,00</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>		





Tableau 2

## Autorisations budgétaires du Budget Principal

Dépenses			Montants		Recettes	
	AE	CP				
Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'						
Personnel	293 907 999,00	293 907 999,00			370 874 584,00	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	87 759 185,00	87 759 185,00			297 216 894,00	Subvention pour charges de service public
					184 756,00	Autres financements de l'Etat
					1 900 000,00	Fiscalité affectée
					34 763 466,00	Autres financements publics
Fonctionnement	58 993 627,00	59 489 832,00			36 809 468,00	Recettes propres
					22 221 522,00	Recettes fléchées
					350 000,00	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	49 203 637,00	50 252 986,00			21 333 485,00	Autres financements publics fléchés
					538 037,00	Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>402 105 263,00</b>	<b>403 650 817,00</b>			<b>393 096 106,00</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>			<b>0,00</b>		<b>Solde budgétaire (déficit)</b>	

Tableau 2

Autorisations budgétaires Budget SIE : N1\_904 SIREMIP

Dépenses			Montants		Recettes	
	AE	CP				
Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'						
Personnel	0,00	0,00	703 639,00	Recettes globalisées		
dont contributions employeur au CAS Pension	0,00	0,00		Subvention pour charges de service public		
				Autres financements de l'Etat		
				Fiscalité affectée		
Fonctionnement	346 639,00	346 639,00	703 639,00	Autres financements publics		
				Recettes propres		
				Recettes fléchées		
Investissement	394 000,00	394 000,00		Financements de l'Etat fléchés		
				Autres financements publics fléchés		
				Recettes propres fléchées		
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>740 639,00</b>	<b>740 639,00</b>	<b>703 639,00</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>		
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>			<b>37 000,00</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>		

Tableau 2

## Autorisations budgétaires Budget SIE : N1\_909 CFA

Dépenses			Montants	
	AE		AE	CP
Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'				
Personnel	0,00		0,00	0,00
dont contributions employeur au CAS Pension	0,00		0,00	0,00
Fonctionnement	6 886 090,00		6 886 090,00	
Investissement	0,00		0,00	0,00
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>6 886 090,00</b>		<b>6 886 090,00</b>	
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>				
			<b>1 801 596,00</b>	

Recettes	
Montants	
<b>8 687 686,00</b>	<b>Recettes globalisées</b>
0,00	Subvention pour charges de service public
0,00	Autres financements de l'Etat
0,00	Fiscalité affectée
0,00	Autres financements publics
8 687 686,00	Recettes propres
<b>0,00</b>	<b>Recettes fléchées</b>
0,00	Financements de l'Etat fléchés
0,00	Autres financements publics fléchés
0,00	Recettes propres fléchées
<b>8 687 686,00</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (déficit)</b>	
<b>0,00</b>	

Tableau 2

## Autorisations budgétaires du Budget Annexe : N1\_CATALYS : FONDATION CATALYSES

Dépenses			Montants	
	AE	CP		
Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'				
Personnel	82 000,00	82 000,00		
dont contributions employeur au CAS Pension	0,00	0,00		
Fonctionnement	240 000,00	240 000,00		
Investissement	0,00	0,00		
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>322 000,00</b>	<b>322 000,00</b>		
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>			<b>0,00</b>	

Recettes	
Montants	
<b>322 000,00</b>	<b>Recettes globalisées</b>
0,00	Subvention pour charges de service public
0,00	Autres financements de l'Etat
0,00	Fiscalité affectée
0,00	Autres financements publics
322 000,00	Recettes propres
<b>0,00</b>	<b>Recettes fléchées</b>
0,00	Financements de l'Etat fléchés
0,00	Autres financements publics fléchés
0,00	Recettes propres fléchées
<b>322 000,00</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (déficit)</b>	
<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Tableau 3**  
**DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE**  
**BUDGET ETABLISSEMENT**

Budget des dépenses par destination	Personnel AE (AE = CP)	Personnel CP (AE = CP)	Fonctionnement AE	Fonctionnement CP	Investissement AE	Investissement CP	Total AE	Total CP
D101 à 103 Formation initiale et continue	126 038 802	126 038 802	16 572 785	16 572 785	5 386 440	3 886 440	147 998 027	146 498 027
D101 - Formation initiale et continue Licence	90 198 621,00	90 198 621,00	12 433 981,00	12 433 981,00	4 658 197,00	3 158 197,00	107 290 799,00	105 790 799,00
D102 - Formation initiale et continue Master	30 833 163,00	30 833 163,00	2 625 379,00	2 625 379,00	428 243,00	33 886 785,00	33 886 785,00	33 886 785,00
D103 - Formation initiale et continue Doctorat	5 007 018,00	5 007 018,00	1 513 425,00	1 513 425,00	300 000,00	300 000,00	6 820 443,00	6 820 443,00
<b>D 106 à D 112 Recherche</b>	<b>112 761 956</b>	<b>112 761 956</b>	<b>20 740 293</b>	<b>20 740 293</b>	<b>3 705 511</b>	<b>3 654 711</b>	<b>137 207 760</b>	<b>137 156 960</b>
D106 - Recherche universitaire	38 240 744,00	38 240 744,00	1 785 304,25	1 785 304,25	120 784,00	120 784,00	40 146 832,25	40 146 832,25
D107 - Rech univ maths	16 350 628,00	16 350 628,00	2 536 732,24	2 536 732,24	420 760,00	420 760,00	19 308 120,24	19 308 120,24
D108 - Rech univ phys chimie	25 300 463,00	25 300 463,00	1 676 524,00	1 676 524,00	154 746,00	154 746,00	27 131 733,00	27 131 733,00
D109 - Rech univ phys nucléaire	519 435,00	519 435,00				519 435,00	519 435,00	519 435,00
D110 - Rech univ science de la terre	9 406 225,00	9 406 225,00	1 329 518,51	1 329 518,51	1 601 776,00	1 550 976,00	12 337 519,51	12 286 719,51
D111 - Rech univ science de l'homme	6 296 604,00	6 296 604,00	196 115,00	196 115,00	34 621,00	34 621,00	6 527 340,00	6 527 340,00
D112 - Rech univ Transversale	16 647 857,00	16 647 857,00	13 216 099,00	13 216 099,00	1 372 824,00	1 372 824,00	31 236 780,00	31 236 780,00
<b>Soutien et support</b>	<b>54 427 049</b>	<b>54 427 049</b>	<b>28 446 146</b>	<b>28 446 146</b>	<b>40 505 686</b>	<b>43 105 835</b>	<b>123 378 881</b>	<b>126 475 235</b>
D105 - Bibliothèques et documentation	3 927 746,00	3 927 746,00	1 627 088,00	1 627 088,00			5 554 834,00	5 554 834,00
D113 - Diffusion savoirs musées	213 695,00	213 695,00					213 695,00	213 695,00
D114 - Immobilier	8 780 060,00	8 780 060,00	14 480 578,00	14 976 783,00	38 470 855,00	41 070 804,00	61 731 293,00	64 827 647,00
D115 - Pilotage et support	41 505 548,00	41 505 548,00	12 338 480,00	12 338 480,00	2 035 031,00	2 035 031,00	55 879 059,00	55 879 059,00
<b>D201 à D 203 Etudiants</b>	<b>762 192</b>	<b>762 192</b>	<b>707 132</b>	<b>707 132</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 469 324</b>	<b>1 469 324</b>
D201 - Aides directes aux étudiants			166 250,00	166 250,00			166 250,00	166 250,00
D202 - Aides indirectes	94 289,00	94 289,00	63 500,00	63 500,00			157 789,00	157 789,00
D203 - Santé des étudiants activité associative	667 903,00	667 903,00	477 382,00	477 382,00			1 145 285,00	1 145 285,00
<b>TOTAL</b>	<b>293 989 999</b>	<b>293 989 999</b>	<b>66 466 356</b>	<b>66 962 561</b>	<b>49 597 637</b>	<b>50 646 986</b>	<b>410 053 992</b>	<b>411 599 546</b>

Budget des recettes par origine	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	TOTAL
Subvention pour charges service public	297 216 894,00								297 216 894,00
Droits d'inscription					5 541 000,00				5 541 000,00
Formation continue diplômes propres VAE					23 453 076,00				23 453 076,00
Taxe d'apprentissage					1 810 000,00				1 810 000,00
Contrats prestations recherche hors ANR									0,00
Valorisation				454 005,00	3 527 106,00				3 981 111,00
ANR investissements d'avenir				4 139 907,00			1 343 192,00		5 483 099,00
ANR hors investissements d'avenir		142 276,00		5 812 833,00					5 955 109,00
Subvention exploit & financ actif Région				4 697 351,00	366 634,00		325 500,00		5 389 485,00
Subvention exploit & financ actif UE				5 477 996,00			1 054 793,00		6 532 789,00
Subvention exploit & financ actif Autres		42 480,00		14 181 374,00	476 610,00	350 000,00	18 610 000,00	38 037,00	33 698 501,00
Fondations fonds propres réserves dons					370 000,00				370 000,00
Autres recettes			1 900 000,00		10 978 367,00				13 378 367,00
<b>TOTAL</b>	<b>297 216 894</b>	<b>184 756</b>	<b>1 900 000</b>	<b>34 763 466</b>	<b>46 522 793</b>	<b>350 000</b>	<b>21 333 485</b>	<b>538 037</b>	<b>402 809 431</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit)**

**8 790 115**

**Tableau 3**  
**DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE**  
**BUDGET AGREGÉ**

Budget des dépenses par destination	Personnel AE (AE = CF)	Personnel CP (AE = CP)	Fonctionnement AE	Fonctionnement CP	Investissement AE	Investissement CP	Total AE	Total CP
D101 à 103 Formation initiale et continue	126 038 802	126 038 802	12 532 518	12 532 518	5 386 440	3 886 440	143 957 760	142 457 760
D101 - Formation initiale et continue Licence	90 198 621,00	90 198 621,00	8 393 714,00	8 393 714,00	4 658 197,00	3 158 197,00	103 250 532,00	101 750 532,00
D102 - Formation initiale et continue Master	30 833 163,00	30 833 163,00	2 625 379,00	2 625 379,00	428 243,00	300 000,00	33 886 785,00	33 886 785,00
D103 - Formation initiale et continue Doctorat	5 007 018,00	5 007 018,00	1 513 425,00	1 513 425,00	300 000,00	300 000,00	6 820 443,00	6 820 443,00
<b>D.106 à D.112 Recherche</b>	<b>112 761 956</b>	<b>112 761 956</b>	<b>19 271 688</b>	<b>19 271 688</b>	<b>3 705 511</b>	<b>3 654 711</b>	<b>135 739 155</b>	<b>135 688 355</b>
D106 - Recherche universitaire	38 240 744,00	38 240 744,00	1 785 304,25	1 785 304,25	420 784,00	120 784,00	40 146 832,25	40 146 832,25
D107 - Rech univ maths	16 350 628,00	16 350 628,00	2 536 732,24	2 536 732,24	120 760,00	420 780,00	19 308 120,24	19 308 120,24
D108 - Rech univ phys chimie	25 300 463,00	25 300 463,00	1 676 524,00	1 676 524,00	154 746,00	154 746,00	27 131 733,00	27 131 733,00
D109 - Rech univ phys nucléaire	519 435,00	519 435,00					519 435,00	519 435,00
D110 - Rech univ science de la terre	9 406 225,00	9 406 225,00	1 329 518,51	1 329 518,51	1 601 776,00	1 550 976,00	12 337 519,51	12 286 719,51
D111 - Rech univ science de l'homme	6 296 604,00	6 296 604,00	196 115,00	196 115,00	34 621,00	34 621,00	6 527 340,00	6 527 340,00
D112 - Rech univ Transversale	16 647 857,00	16 647 857,00	11 747 494,00	11 747 494,00	1 372 824,00	1 372 824,00	29 768 175,00	29 768 175,00
<b>Soutien et support</b>	<b>54 427 049</b>	<b>54 427 049</b>	<b>26 722 289</b>	<b>27 218 494</b>	<b>40 111 686</b>	<b>42 711 835</b>	<b>121 261 024</b>	<b>124 357 378</b>
D105 - Bibliothèques et documentation	3 927 746,00	3 927 746,00	1 627 088,00	1 627 088,00			5 554 834,00	5 554 834,00
D113 - Diffusion savoirs musées	213 695,00	213 695,00					213 695,00	213 695,00
D114 - Immobilier	8 780 060,00	8 780 060,00	14 480 578,00	14 976 783,00	38 470 655,00	41 070 804,00	61 731 293,00	64 827 647,00
D115 - Pilotage et support	41 505 548,00	41 505 548,00	10 614 623,00	10 614 623,00	1 641 031,00	1 641 031,00	53 761 202,00	53 761 202,00
<b>D201 à D.203 Etudiants</b>	<b>762 192</b>	<b>762 192</b>	<b>707 132</b>	<b>707 132</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 469 324</b>	<b>1 469 324</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	94 289,00	94 289,00	166 250,00	166 250,00			166 250,00	166 250,00
D202 - Aides indirectes	667 903,00	667 903,00	63 500,00	63 500,00			157 789,00	157 789,00
D203 - Santé des étudiants activité associative			477 382,00	477 382,00			1 145 285,00	1 145 285,00
<b>TOTAL</b>	<b>293 989 999</b>	<b>293 989 999</b>	<b>59 233 627</b>	<b>59 729 832</b>	<b>49 203 637</b>	<b>50 252 986</b>	<b>402 427 263</b>	<b>403 972 817</b>

Budget des recettes par origine	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	TOTAL
Subvention pour charges service public	297 216 894,00								297 216 894,00
Droits d'inscription					5 541 000,00				5 541 000,00
Formation continue diplômes propres VAE					14 765 390,00				14 765 390,00
Taxe d'apprentissage					1 810 000,00				1 810 000,00
Contrats prestations recherche hors ANR									0,00
Valorisation				454 005,00	3 527 106,00				3 981 111,00
ANR investissements d'avenir				4 139 907,00			1 343 192,00		5 483 099,00
ANR hors investissements d'avenir		142 276,00		5 812 833,00					5 955 109,00
Subvention exploit & financ actif Région				4 697 351,00	366 634,00				5 389 485,00
Subvention exploit & financ actif UE				5 477 996,00					6 532 789,00
Subvention exploit & financ actif Autres		42 480,00		14 181 374,00	476 610,00	350 000,00	18 610 000,00	38 037,00	33 898 501,00
Fondations fonds propres réserves dons					370 000,00				370 000,00
Autres recettes			1 900 000,00		10 274 728,00				12 674 728,00
<b>TOTAL</b>	<b>297 216 894</b>	<b>184 756</b>	<b>1 900 000</b>	<b>34 763 466</b>	<b>37 131 468</b>	<b>350 000</b>	<b>21 333 485</b>	<b>538 037</b>	<b>393 418 106</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit)**

**10 554 711**

**Tableau 3**  
**DEPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE**  
**BUDGET PRINCIPAL**

Budget des dépenses par destination	Personnel AE (AE = CP)	Personnel CP (AE = CP)	Fonctionnement AE	Fonctionnement CP	Investissement AE	Investissement CP	Total AE	Total CP
D101 à 103 Formation initiale et continue	126 038 802	126 038 802	12 532 518	12 532 518	5 386 440	3 886 440	143 957 760	142 457 760
D101 - Formation initiale et continue Licence	90 198 621,00	90 198 621,00	8 393 714,00	8 393 714,00	4 658 197,00	3 158 197,00	103 250 532,00	101 750 532,00
D102 - Formation initiale et continue Master	30 833 163,00	30 833 163,00	2 625 379,00	2 625 379,00	428 243,00	428 243,00	33 886 785,00	33 886 785,00
D103 - Formation initiale et continue Doctorat	5 007 018,00	5 007 018,00	1 513 425,00	1 513 425,00	300 000,00	300 000,00	6 820 443,00	6 820 443,00
<b>D 106 à D 112 Recherche</b>	<b>112 761 956</b>	<b>112 761 956</b>	<b>19 271 688</b>	<b>19 271 688</b>	<b>3 705 511</b>	<b>3 654 711</b>	<b>135 739 155</b>	<b>135 688 355</b>
D106 - Recherche universitaire	38 240 744,00	38 240 744,00	1 785 304,25	1 785 304,25	120 784,00	120 784,00	40 146 832,25	40 146 832,25
D107 - Rech univ maths	16 350 628,00	16 350 628,00	2 536 732,24	2 536 732,24	420 760,00	420 760,00	19 308 120,24	19 308 120,24
D108 - Rech univ phys chimie	25 300 463,00	25 300 463,00	1 676 524,00	1 676 524,00	154 746,00	154 746,00	27 131 733,00	27 131 733,00
D109 - Rech univ phys nucléaire	519 435,00	519 435,00					519 435,00	519 435,00
D110 - Rech univ science de la terre	9 406 225,00	9 406 225,00	1 329 518,51	1 329 518,51	1 601 776,00	1 550 976,00	12 337 519,51	12 286 719,51
D111 - Rech univ science de l'homme	6 296 604,00	6 296 604,00	196 115,00	196 115,00	34 621,00	34 621,00	6 527 340,00	6 527 340,00
D112 - Rech univ Transversale	16 647 657,00	16 647 657,00	11 747 494,00	11 747 494,00	1 372 824,00	1 372 824,00	29 768 175,00	29 768 175,00
<b>Soutien et support</b>	<b>54 345 049</b>	<b>54 345 049</b>	<b>26 482 289</b>	<b>26 482 289</b>	<b>40 111 686</b>	<b>42 711 835</b>	<b>120 939 024</b>	<b>124 035 378</b>
D105 - Bibliothèques et documentation	3 927 746,00	3 927 746,00	1 627 088,00	1 627 088,00			5 554 834,00	5 554 834,00
D113 - Diffusion savoirs musées	213 695,00	213 695,00					213 695,00	213 695,00
D114 - Immobilier	8 780 060,00	8 780 060,00	14 480 578,00	14 976 785,00	38 470 655,00	41 070 804,00	61 731 293,00	64 827 647,00
D115 - Pilotage et support	41 423 548,00	41 423 548,00	10 374 623,00	10 374 623,00	1 641 031,00	1 641 031,00	53 439 202,00	53 439 202,00
<b>D201 à D 203 Etudiants</b>	<b>762 192</b>	<b>762 192</b>	<b>707 132</b>	<b>707 132</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 469 324</b>	<b>1 469 324</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	94 289,00	94 289,00	166 250,00	166 250,00			166 250,00	166 250,00
D202 - Aides indirectes	667 903,00	667 903,00	63 500,00	63 500,00			157 789,00	157 789,00
D203 - Santé des étudiants activité associative			477 382,00	477 382,00			1 145 285,00	1 145 285,00
<b>TOTAL</b>	<b>293 907 999</b>	<b>293 907 999</b>	<b>58 993 627</b>	<b>59 489 832</b>	<b>49 203 637</b>	<b>50 252 986</b>	<b>402 105 263</b>	<b>403 650 817</b>

Budget des recettes par origine	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	TOTAL
Subvention pour charges service public	297 216 894,00								297 216 894,00
Droits d'inscription					5 541 000,00				5 541 000,00
Formation continue diplômes propres VAE					14 765 390,00				14 765 390,00
Taxe d'apprentissage					1 810 000,00				1 810 000,00
Contrats prestations recherche hors ANR									0,00
Valorisation				454 005,00					3 981 111,00
ANR investissements d'avenir				4 139 907,00			1 343 192,00		5 483 099,00
ANR hors investissements d'avenir		142 276,00		5 812 833,00					5 955 109,00
Subvention exploit & financ actif Région				4 697 351,00	346 634,00		325 500,00		5 369 485,00
Subvention exploit & financ actif UE				5 477 996,00			1 054 793,00		6 532 789,00
Subvention exploit & financ actif Autres		42 480,00		14 181 374,00	476 610,00	350 000,00	18 610 000,00	38 037,00	33 898 501,00
Fondations fonds propres réserves dons					220 000,00				220 000,00
Autres recettes			1 900 000,00		10 122 728,00			500 000,00	12 522 728,00
<b>TOTAL</b>	<b>297 216 894</b>	<b>184 756</b>	<b>1 900 000</b>	<b>34 763 466</b>	<b>36 809 468</b>	<b>350 000</b>	<b>21 333 485</b>	<b>538 037</b>	<b>393 096 106</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit)**

**10 554 711**

**Tableau 4  
ÉQUILIBRE FINANCIER**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	8 790 115	Solde budgétaire (excédent) *	
dont solde budgétaire budget principal	10 554 711	dont solde budgétaire budget principal	
dont solde budgétaire budget du CFA		dont solde budgétaire budget du CFA	1 801 596
dont solde budgétaire Fondation Catalyses		dont solde budgétaire Fondation Catalyses	
dont solde budgétaire SIE	37 000	dont solde budgétaire SIE	
Remboursements d'emprunts		0 Nouveaux emprunts	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	5 234 382	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)	5 539 968
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)		Autres encaissements (non budgétaires)	
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	14 024 497	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)	5 539 968
Variation de trésorerie	-	Variation de trésorerie	8 484 529
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***	14 256 335
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	5 771 806	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>14 024 497</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>	<b>14 024 497</b>

\* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement  
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

\*\*\* Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

\*\*\* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)



Tableau 5  
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements en euros	Prévisions d'encaissements en euros
Opération 1 Bourses AMI	4671	Bourses AMI	430 000	430 000
Opération 2 Bourses Région	4671	Bourses Région	100 000	100 000
TVA collectée et déductible et remboursements crédit de TVA	445.....	TVA collectée et déductible et remboursements crédit de TVA	4 704 382	5 009 968
<b>TOTAL</b>			<b>5 234 382</b>	<b>5 539 968</b>

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. :

La différence au niveau de la TVA est due au décalage entre constatation des TVA sur encaissements et TVA sur décaissements et l'encaissement des demandes de remboursement de crédit de TVA (devenues mensuelles).

Tableau 6 -  
Situation patrimoniale - BI 2020  
BUDGET AGREGE

**POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT**

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	BI N-1	Budget initial (d)
Personnel	294 036 096	293 989 999	Subventions de l'Etat	291 946 888	297 216 894
<i>dont charges de pensions civiles*</i>			Autres financements de l'Etat	2 055 445	184 756
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	57 048 989	66 962 561	Autres subventions - RG PUBL	25 883 523	30 763 466
			Fiscalités - RG FISC (C/VEC)		1 900 000
Amortissement	21 000 000	21 000 000	Autres produits	42 409 336	44 627 981
			Reprises/amortissement	14 000 000	15 000 000
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>		<b>381 952 560</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>376 305 202</b>	<b>389 693 097</b>
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>		<b>7 740 537</b>	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>376 305 202</b>	<b>389 693 097</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>376 305 202</b>	<b>389 693 097</b>

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	BI N-1	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>4 220 107</b>	<b>7 740 537</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 000 000	21 000 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 14 000 000	- 15 000 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
+ ou - participations souvenant investissements vus au résultat de l'exercice		
<b>= CAF ou JAF*</b>	<b>11 220 107</b>	<b>13 740 537</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	BI N-1	Budget initial (i)	RESSOURCES	BI N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	-		Capacité d'autofinancement*	11 220 107	13 740 537
Investissements	64 070 133	50 646 986	- Variation Financement de l'actif par l'Etat		
Remboursement des dettes financières			- Variation Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	4 840 274	
			- Variation Autres ressources		8 000 000
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>64 070 133</b>	<b>50 646 986</b>	- Variation Recettes fléchées	45 411 013	29 652 000
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>		<b>745 551</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>61 471 394</b>	<b>51 392 537</b>
			<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(7)</b>	<b>- 2 588 739</b>	

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

	Réalisé N-1	BI 2020
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)</b>	341 718	745 551
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 7 709 468	- 9 230 080
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (i) ou PRELEVEMENT (ii) *	8 051 187	- 8 484 529
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	17 983 856	15 745 453
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 6 582 543	- 15 746 088
Niveau de la TRESORERIE	24 566 399	31 491 541
		23 007 012

Tableau 6 -  
Situation patrimoniale - BI 2020  
BUDGET AGREGE

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	BI N-1	Budget initial (d)
Personnel <i>dont charges de pensions civiles*</i>	294 036 086	293 989 999	Subventions de l'Etat	291 946 898	297 216 894
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	52 977 852	59 729 832	Autres financements de l'Etat	25 073 420	184 756
			Autres subventions - RG PUBL		30 763 466
			Fiscalités - RG FISC (CVEC)		1 900 000
			Autres produits -	40 823 328	35 238 656
			Reprises/amortissement	14 000 000	15 000 000
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>		<b>374 719 831</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>371 843 646</b>	<b>380 301 772</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		<b>5 581 941</b>	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>		<b>380 301 772</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>371 843 646</b>	<b>380 301 772</b>

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI N-1	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	3 829 898	<b>5 581 941</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 000 000	21 000 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 14 000 000	- 15 000 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- apports par des subventions d'investissement vivres		
<b>CAF ou IAF*</b>	10 829 898	<b>11 581 941</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI N-1	Budget initial (i)	RESSOURCES	BI N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*			Capacité d'autofinancement*	10 829 898	11 581 941
Investissements	63 640 133	50 252 986	- Variation Financement de l'actif par l'Etat		
Remboursement des dettes financières	63 640 133	50 252 986	- Variation Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	4 840 274	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>		<b>50 252 986</b>	- Variation Autres ressources		8 000 000
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>			- Variation Recettes flechées	45 411 013	29 652 000
			<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>61 081 185</b>	<b>49 233 941</b>
			<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)</b>	<b>- 2 558 948</b>	<b>- 1 019 045</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Réalisé N-1	BI 2020
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)</b>	- 70 795	- 1 019 045
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-	-
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (1) ou PRELEVEMENT (10)*	-	-
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	15 220 245	12 245 159
Niveau du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-	-
Niveau de la TRESORERIE	-	-

Tableau 6 -  
Situation patrimoniale - BI 2020  
BUDGET AGREGE

**POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT**

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	BI N-1	Budget initial (d)
Personnel	293 946 096	293 907 999	Subventions de l'Etat	291 946 898	297 216 894
<i>dont charges de pensions civiles*</i>			Autres financements de l'Etat		184 756
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	52 827 652	59 489 832	Autres subventions - RG PUBL	25 073 420	30 763 466
			Fiscalités - RG FISC (CVEC)		1 900 000
			Autres produits -	40 583 328	34 914 656
Amortissement	21 000 000	21 000 000	Reprises/amortissement	14 000 000	15 000 000
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>367 773 748</b>	<b>374 397 831</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>371 603 646</b>	<b>379 879 772</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 829 898	5 581 941	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>371 603 646</b>	<b>379 879 772</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>371 603 646</b>	<b>379 879 772</b>

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI N-1	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>3 829 898</b>	<b>5 581 941</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 000 000	21 000 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 14 000 000	- 15 000 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part des subventions d'investissement vives		
<b>sur résultat de l'exercice</b>	<b>10 829 898</b>	<b>11 581 941</b>
* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement		

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI N-1	Budget initial (f)	RESSOURCES	BI N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	-		Capacité d'autofinancement*	10 829 898	11 581 941
Investissements	63 640 133	50 252 986	- Variation Financement de l'actif par l'Etat		
Remboursement des dettes financières			- Variation Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	4 840 274	
			- Variation Autres ressources		8 000 000
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>63 640 133</b>	<b>50 252 986</b>	- Variation Recettes flechées	45 411 013	29 652 000
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>			<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>61 081 185</b>	<b>49 233 941</b>
			<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)</b>	<b>- 2 558 948</b>	<b>- 1 019 045</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

	Réalisé (h)-f	Après BR2-2019	BI 2020
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT - APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 89 094	- 1 956 221	- 1 019 045
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (1) ou PRELEVEMENT (11) *			
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	14 523 890	12 367 669	11 348 624
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			
Niveau de la TRESORERIE			-

Tableau 6 -  
Situation patrimoniale - BI 2020  
BUDGET AGREGÉ

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	BI N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	BI N-1	Budget initial (d)
Personnel			Subventions de l'Etat		
<i>dont: charges de pensions civiles*</i>			Autres financements de l'Etat		
Fonctionnement (autre que les charges de personnel et intervention)	289 157	346 639	Autres subventions - RG PUBL		
			Fiscalités - RG FISC (CVEC)		
Amortissement			Autres produits -	703 157	703 639
			Reprises/amortissement		
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	289 157	<b>346 639</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	703 157	<b>703 639</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	414 000	<b>357 000</b>	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	703 157	<b>703 639</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	703 157	<b>703 639</b>

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	BI N-1	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	414 000	<b>357 000</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice		
<b>= CAF ou IAF*</b>	414 000	<b>357 000</b>
* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement		

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	BI N-1	Budget initial (i)	RESSOURCES	BI N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	-		Capacité d'autofinancement*	414 000	<b>357 000</b>
Investissements	430 000	394 000	- Variation Financement de l'actif par l'Etat		
Remboursement des dettes financières			- Variation Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		
			- Variation Autres ressources		
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	430 000	<b>394 000</b>	- Variation Recettes flichiées		
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>			<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	414 000	<b>357 000</b>
			<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)</b>	- 16 000	<b>- 37 000</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Réalisé N-1	Après BR2 2019	BI 2020
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)</b>	166 461	- 16 000	- 37 000
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (1) ou PRELEVEMENT (11) *			
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	1 340 968	1 340 968	1 303 968
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			1 340 968
Niveau de la TRESORERIE			-

Tableau 6 -  
Situation patrimoniale - BI 2020  
BUDGET AGREGÉ

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	BI N-1	Budget initial (d)
Personnel			Subventions de l'Etat		
<i>dont charges de pensions civiles*</i>			Autres financements de l'Etat		
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	3 782 190	6 886 090	Autres subventions - RG PUBL	858 399	
Amortissement			Fiscalités - RG FISC (CVEC)		
			Autres produits -	2 900 000	8 687 686
			Reprises/amortissement		
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	3 782 190	<b>6 886 090</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	3 758 399	<b>8 687 686</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		<b>1 801 596</b>	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	<b>- 23 791</b>	
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	3 782 190	<b>8 687 686</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	3 734 608	<b>8 687 686</b>

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI N-1	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	- 23 791	<b>1 801 596</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice		
<b>= CAF ou IAF*</b>	- 23 791	<b>1 801 596</b>
* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement		

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI N-1	Budget initial (l)	RESSOURCES	BI N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	23 791		Capacité d'autofinancement*		1 801 596
Investissements			- Variation Financement de l'actif par l'Etat		
Remboursement des dettes financières			- Variation Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		
			- Variation Autres ressources		
			- Variation Recettes fléchées		
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	23 791	-	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	-	1 801 596
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>		<b>1 801 596</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(7)</b>	- 23 791	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Réalisé N-1	Après BR2 2019	BI 2020
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	69 015	- 266 182	1 801 596
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (1) ou PRELEVEMENT (11)*			
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	329 139	62 957	1 864 553
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			
Niveau de la TRESORERIE			

Tableau 6 -  
Situation patrimoniale - BI 2020  
BUDGET AGREGÉ

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	BI N-1	Budget initial (d)
Personnel <i>dont charges de pensions civiles*</i>	90 000	82 000	Subventions de l'Etat		
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	150 000	240 000	Autres financements de l'Etat		
Amortissement			Autres subventions - RG PUBL		
			Fiscalités - RG FISC (CVEC)		
			Autres produits +	240 000	322 000
			Reprises/amortissement		
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	240 000	<b>322 000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	240 000	<b>322 000</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	240 000	<b>322 000</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	240 000	<b>322 000</b>

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI N-1	Budget initial (g)
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>		
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part des subventions d'investissement versée		
<b>CAF ou IAF*</b>	-	-

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI N-1	Budget initial (i)	RESSOURCES	BI N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	-		Capacité d'autofinancement*		
Investissements			- Variation Financement de l'actif par l'Etat		
Remboursement des dettes financières			- Variation Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		
			- Variation Autres ressources		
			- Variation Recettes flechées		
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	-	-	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	-	-
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>			<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(6)</b>		

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Réalisé N-1	Après BR2 2019	BI 2020
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)			-
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *			
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	896 535	896 535	896 535
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			
Niveau de la TRESORERIE			-

Tableau 7  
Plan de trésorerie BI 2020

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	31 491 541,58	84 064 192,53	57 430 381,70	35 437 256,18	79 640 233,88	58 132 897,98	28 511 667,68	98 796 211,88	75 383 977,01	46 761 897,95	67 105 572,18	43 047 170,79	
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	<b>77 753 301,07</b>	<b>3 981 831,29</b>	<b>6 730 961,24</b>	<b>75 810 347,62</b>	<b>7 934 633,72</b>	<b>4 173 074,27</b>	<b>108 505 179,39</b>	<b>2 868 444,52</b>	<b>5 148 352,22</b>	<b>54 509 034,98</b>	<b>9 726 263,31</b>	<b>23 446 486,37</b>	<b>380 587 909,00</b>
Subvention pour charges de service public	74 150 873,83			74 150 873,83			103 811 219,86			44 490 513,39	613 413,09	0,00	297 216 894,00
Autres financements de l'Etat	0,00	3 367,37	0,00	0,00	113 323,09	0,00	912 000,00	0,00	38 198,05	24 851,97	5 215,53	0,00	184 756,00
Fiscالية affectée													1 900 000,00
Autres financements publics	1 890 785,30	2 170 978,46	3 508 671,28	0,00	4 282 131,13	1 885 462,02	1 423 953,79	640 046,23	2 835 719,73	2 983 139,05	1 987 977,60	11 154 600,41	34 763 466,00
Recettes propres	1 711 641,94	1 807 484,46	3 222 289,96	1 659 473,79	3 539 179,50	2 287 434,25	2 358 005,74	2 228 398,29	2 274 434,44	7 010 730,57	7 119 656,09	11 303 895,96	46 522 793,00
<b>Recettes budgétaires flechées</b>	<b>19 795,17</b>	<b>27 282,70</b>	<b>5 045 030,04</b>	<b>19 191,85</b>	<b>1 876 253,12</b>	<b>1 429 397,26</b>	<b>27 270,38</b>	<b>25 771,47</b>	<b>869 293,73</b>	<b>4 719 223,90</b>	<b>4 055 883,60</b>	<b>4 107 429,68</b>	<b>22 221 521,87</b>
Financements de l'Etat flechés	0,00	6 378,11	0,00	0,00	214 678,17	0,00	0,00	0,00	72 362,02	46 700,45	9 880,25	0,00	350 000,00
Autres financements publics flechés	0,00	0,00	5 007 764,19	0,00	1 620 644,26	1 402 940,98	0,00	0,00	770 627,83	4 591 443,22	3 963 364,40	3 976 699,99	21 333 484,87
Recettes propres flechées	19 795,17	20 903,59	37 265,85	19 191,85	40 930,68	26 456,28	27 270,38	25 771,47	26 303,88	81 079,23	82 339,96	130 729,66	538 037,00
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Emprunts : encaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts : encaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	<b>907 627,40</b>	<b>158 110,70</b>	<b>324 881,50</b>	<b>339 068,54</b>	<b>334 014,88</b>	<b>286 942,83</b>	<b>889 686,46</b>	<b>505 482,81</b>	<b>19 676,26</b>	<b>595 910,05</b>	<b>547 193,89</b>	<b>631 392,30</b>	<b>5 539 967,60</b>
TVA encaissements	907 627,40	78 110,70	324 881,50	339 068,54	334 014,88	286 942,83	889 686,46	505 482,81	19 676,26	595 910,05	547 193,89	611 392,30	5 009 967,60
Opérations gérées pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	530 000,00
<b>Opérations gérées en compte de tiers</b>	<b>78 680 723,64</b>	<b>4 167 224,69</b>	<b>12 100 872,78</b>	<b>76 168 608,00</b>	<b>10 144 901,71</b>	<b>5 889 414,35</b>	<b>109 422 136,24</b>	<b>3 399 678,80</b>	<b>6 037 322,21</b>	<b>59 824 167,93</b>	<b>14 329 039,80</b>	<b>28 185 308,32</b>	<b>408 349 399,47</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Depenses liées à des recettes globalisées</b>	<b>24 689 910,07</b>	<b>28 489 658,96</b>	<b>32 701 912,11</b>	<b>30 508 399,05</b>	<b>29 911 656,92</b>	<b>30 032 813,40</b>	<b>35 419 553,85</b>	<b>24 748 960,90</b>	<b>30 832 236,05</b>	<b>32 170 080,45</b>	<b>35 641 244,87</b>	<b>39 975 264,38</b>	<b>375 121 689,00</b>
Personnel	24 021 804,18	23 312 776,19	23 985 178,58	24 679 642,14	23 134 902,42	23 494 838,62	27 812 667,49	24 265 258,15	22 605 247,36	25 164 948,46	25 669 826,69	24 984 096,73	293 131 188,00
Fonctionnement	615 429,54	4 236 442,48	7 834 624,60	5 086 730,55	4 954 971,18	5 546 065,64	6 709 293,03	462 030,19	5 802 860,65	5 428 629,14	7 645 923,36	11 663 143,66	65 986 184,00
Investissement	52 676,34	940 438,29	882 108,93	742 026,37	1 821 753,32	991 889,15	897 593,33	21 642,57	2 524 128,04	1 576 501,85	2 225 494,82	3 328 023,98	16 004 317,00
<b>Depenses liées à des recettes flechées</b>	<b>1 282 936,10</b>	<b>1 949 072,49</b>	<b>1 005 988,19</b>	<b>1 179 781,93</b>	<b>1 406 164,74</b>	<b>4 970 063,12</b>	<b>5 208 675,13</b>	<b>44 671,87</b>	<b>3 073 783,47</b>	<b>6 666 497,24</b>	<b>2 340 719,10</b>	<b>7 349 503,63</b>	<b>36 477 857,00</b>
Personnel	70 378,69	68 301,39	70 271,38	72 306,02	67 780,26	68 834,80	81 485,10	71 091,96	66 228,49	73 727,86	75 207,04	73 198,00	658 811,00
Fonctionnement	9 106,32	62 885,32	115 926,50	75 266,77	73 317,16	82 063,70	99 275,32	6 836,81	85 863,12	80 325,73	113 134,35	172 575,90	976 377,00
Investissement	1 203 451,08	1 818 085,78	819 790,30	1 032 209,15	1 265 067,31	4 819 164,83	5 027 914,71	-33 256,90	2 821 691,86	6 512 443,65	2 152 377,71	7 103 729,73	34 642 669,00
<b>Opérations non budgétaires :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Remboursements d'emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts : décaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations gérées en compte de tiers :</b>	<b>135 226,53</b>	<b>362 306,07</b>	<b>386 098,01</b>	<b>277 449,31</b>	<b>334 605,96</b>	<b>507 568,12</b>	<b>509 363,06</b>	<b>18 290,91</b>	<b>653 381,75</b>	<b>643 915,01</b>	<b>505 477,21</b>	<b>900 698,93</b>	<b>5 234 381,88</b>
TVA décaissements	75 226,53	282 306,07	386 098,01	277 449,31	324 605,96	457 568,12	509 363,06	18 290,91	453 381,75	543 915,01	485 477,21	890 698,93	4 704 381,88
Opérations pour compte de tiers : décaissements hors TVA	60 000,00	80 000,00	0,00	0,00	10 000,00	50 000,00	0,00	0,00	200 000,00	100 000,00	20 000,00	10 000,00	530 000,00
Opérations gérées en compte de tiers	<b>26 108 072,69</b>	<b>30 801 035,52</b>	<b>34 093 998,30</b>	<b>31 965 630,30</b>	<b>31 652 437,61</b>	<b>35 610 444,65</b>	<b>41 137 692,04</b>	<b>24 811 913,68</b>	<b>34 659 401,26</b>	<b>39 480 493,71</b>	<b>38 387 441,18</b>	<b>48 225 466,94</b>	<b>416 833 927,88</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>52 572 650,95</b>	<b>-26 633 810,83</b>	<b>-21 993 125,92</b>	<b>44 202 977,70</b>	<b>-21 507 535,90</b>	<b>-29 621 030,30</b>	<b>68 284 544,20</b>	<b>-21 412 234,88</b>	<b>-28 822 079,05</b>	<b>20 343 674,22</b>	<b>-24 058 401,38</b>	<b>-20 040 158,62</b>	<b>-8 484 529,41</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2) Solde trésorerie fin de mois</b>	<b>84 064 192,53</b>	<b>57 430 381,70</b>	<b>35 437 256,18</b>	<b>79 640 233,88</b>	<b>58 132 897,98</b>	<b>28 511 667,68</b>	<b>96 796 211,88</b>	<b>75 383 977,01</b>	<b>46 761 897,95</b>	<b>67 105 572,18</b>	<b>43 047 170,79</b>	<b>23 007 072,17</b>	<b>305 585,72</b>
Opérations pour compte de tiers : décaissements hors TVA													<b>-8 790 115,13</b>
Opérations gérées en compte de tiers													<b>-14 256 335,13</b>
<b>B. TOTAL DECAISSEMENTS</b>													<b>416 833 927,88</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>													<b>-8 484 529,41</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2) Solde trésorerie fin de mois</b>													<b>305 585,72</b>
Opérations pour compte de tiers : décaissements hors TVA													<b>-8 790 115,13</b>
Opérations gérées en compte de tiers													<b>-14 256 335,13</b>



**Tableau 8 -  
Opérations liées aux recettes fléchées - Budget Initial 2020**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>					
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>68 080 712</b>	<b>22 221 522</b>	<b>34 105 595</b>	<b>33 061 939</b>	<b>22 495 038</b>
Financements de l'État fléchés	1 023 300	350 000	1 290 800	900 000	898 920
Autres financements publics fléchés	66 273 482	21 333 485	29 356 995	26 404 939	16 684 218
Recettes propres fléchées	783 930	538 037	3 457 800	5 757 000	4 911 900
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>57 615 405</b>	<b>36 477 857</b>	<b>29 477 108</b>	<b>34 107 139</b>	<b>22 287 297</b>
Personnel	7 284 281	858 811	572 421	450 230	-
AE=CP	7 284 281	858 811	572 421	450 230	-
Fonctionnement et intervention	4 473 591	976 377	1 876 278	838 216	-
AE	4 674 893	861 172	1 913 981	714 416	-
CP	4 473 591	976 377	1 876 278	838 216	-
Investissement	45 857 533	34 642 669	27 028 409	32 818 693	22 287 297
AE	71 483 791	31 307 917	45 855 928	7 830 405	6 156 560
CP	45 857 533	34 642 669	27 028 409	32 818 693	22 287 297
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (d)</b>	<b>10 465 307</b>	<b>- 14 256 335</b>	<b>4 628 487</b>	<b>- 1 045 200</b>	<b>207 741</b>

(1)

(1) repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)

Tableau 9 -  
Tableau des opérations pluriannuelles - Budget consolidé 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement					Restes		
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouvertes au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
111 - CTS DSL - CATALYSEUR - UPEE	129 696 519	79 465 328	78 625 953	-	11 865 173	11 865 173	79 038 104	78 200 921	-	11 814 373	11 814 373	39 205 393	475 832
<b>Total contrats de recherche</b>	129 696 519	79 465 328	78 625 953	-	11 865 173	11 865 173	79 038 104	78 200 921	-	11 814 373	11 814 373	39 205 393	475 832
100 - PATRIMOINE - GER	35 102 004	5 405 311	5 205 701	-	13 182 821	13 182 821	3 539 678	3 036 177	-	8 984 672	8 984 672	16 712 481	6 368 675
100 - PATRIMOINE - CPER	21 510 119	11 476 729	11 095 459	-	4 480 000	4 480 000	10 894 543	10 480 913	-	2 849 546	2 849 546	5 931 660	2 248 000
100 - PATRIMOINE - OPTC	131 282 030	73 854 838	66 842 359	-	20 682 932	20 682 932	45 930 620	41 730 896	-	29 607 889	29 607 889	43 756 740	16 186 506
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	187 894 154	90 736 878	83 147 519	-	38 345 753	38 345 753	60 364 841	55 247 986	-	41 442 107	41 442 107	66 400 881	24 803 181
013 - IUT A	4 800 488	1 480 150	1 480 150	-	2 820 938	2 820 938	1 480 150	1 480 150	-	1 320 938	1 320 938	499 400	1 500 000
016 - IUT TARRES	3 202 868	2 019 807	2 019 807	-	1 183 061	1 183 061	2 019 807	2 019 807	-	1 183 061	1 183 061	-	-
101 - CEVFC	789 518	-	-	-	494 518	494 518	-	-	-	494 518	494 518	295 000	-
101 - DREIC	6 507 654	4 002 870	3 703 270	48 100	1 269 401	1 269 401	4 057 352	3 703 270	48 100	1 269 401	1 269 401	1 534 983	-
105 - SCUJO	550 000	-	-	-	55 000	55 000	-	-	-	55 000	55 000	495 000	-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	15 850 528	7 502 827	7 203 227	48 100	5 774 818	5 822 918	7 557 309	7 203 227	48 100	4 274 818	4 322 918	2 824 383	1 500 000
195 - MFCA -	49 474 041	23 676 163	23 676 163	-	9 063 495	9 063 495	23 575 516	23 571 016	-	9 168 642	9 168 642	16 734 383	-
<b>total contrats de formation continue</b>	49 474 041	23 676 163	23 676 163	-	9 063 495	9 063 495	23 575 516	23 571 016	-	9 168 642	9 168 642	16 734 383	-
<b>Total</b>	<b>382 915 241</b>	<b>201 381 196</b>	<b>192 652 862</b>	<b>48 100</b>	<b>65 049 239</b>	<b>65 097 339</b>	<b>170 535 770</b>	<b>164 223 150</b>	<b>48 100</b>	<b>66 699 940</b>	<b>66 748 040</b>	<b>125 165 040</b>	<b>26 779 013</b>
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :													
Ss total personnel	72 363 584	53 495 505	53 021 147	-	10 539 731	10 539 731	53 442 144	52 969 335	-	10 539 731	10 539 731	8 802 706	51 812
Ss total fonctionnement et intervention	101 532 712	44 623 941	44 261 211	48 100,00	11 104 982	11 153 082	43 714 755	43 266 578	48 100	11 706 334	11 754 434	46 118 419	393 282
Ss total investissement	209 018 945	103 261 749	95 370 503	-	43 404 526	43 404 526	73 378 870	67 987 237	-	44 453 875	44 453 875	70 243 915	26 333 919

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs		Restes à encaisser	
			Encasements au titre des années antérieures	Encasements pour l'année n		
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
111 - CTS DSL - CATALYSEUR - UPEE	129 696 519	10 975 662	118 720 856	61 199 648	16 272 119	41 249 090
<b>Total contrats de recherche</b>	129 696 519	10 975 662	118 720 856	61 199 648	16 272 119	41 249 090
100 - PATRIMOINE - GER	35 102 004	28 871 826	6 230 178	3 875 000	2 355 178	-
100 - PATRIMOINE - CPER	21 510 119	1 318 264	20 191 855	10 020 717	1 100 000	9 071 138
100 - PATRIMOINE - OPTC	131 282 030	130 000	131 152 030	54 382 000	18 610 000	58 160 030
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	187 894 153	30 320 090	157 574 063	68 277 717	22 065 178	67 231 168
013 - IUT A	4 800 488	1 457 144	3 343 044	262 000	554 644	2 526 400
016 - IUT TARRES	3 202 868	621 794	2 581 074	600 168	862 942	1 117 964
101 - CEVFC	789 518	-	789 518	394 518	395 000	-
101 - DREIC	6 507 654	165 000	6 342 654	2 184 563	2 484 462	1 673 629
105 - SCUJO	550 000	-	550 000	-	55 000	495 000
<b>Total contrats d'enseignement</b>	15 850 528	2 244 238	13 606 290	3 441 249	4 352 048	5 812 993
195 - MFCA -	66 727 334	-	66 727 334	36 335 215	15 519 024	14 873 095
<b>total contrats de formation continue</b>	66 727 334	-	66 727 334	36 335 215	15 519 024	14 873 095
<b>Total</b>	<b>400 168 534</b>	<b>43 539 990</b>	<b>356 628 543</b>	<b>169 253 829</b>	<b>58 208 369</b>	<b>129 166 346</b>

Tableau 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation - Budget consolidé 2020

POUR INFORMATION DE L'ORIGINE DÉBILITÉ  
 Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	
		Coût total de l'opération	Financement de l'opération
Personnel		(1)	(18)
Contrats de recherche		54 663 138	97 365 036
Fonctionnement et intervention		61 000 729	11 858 820
Investissement		14 000 651	10 978 892
<b>Total Dépenses contrats de recherche.1</b>		<b>129 664 518</b>	<b>119 202 748</b>
Dépenses d'investissement		240 000	240 000
Personnel		2 618 650	2 618 650
Fonctionnement et intervention		344 046	344 046
Investissement		187 884 154	187 884 154
<b>Total dépenses d'investissement.2</b>		<b>240 642 696</b>	<b>240 642 696</b>
Personnel		2 740 194	2 740 194
Fonctionnement et intervention		7 598 875	7 598 875
Investissement		5 311 459	5 311 459
<b>Total contrats de formation continue.3</b>		<b>15 649 528</b>	<b>15 649 528</b>
Personnel		34 270 252	34 270 252
Fonctionnement et intervention		30 284 458	30 284 458
Investissement		4 469 311	4 469 311
<b>Total contrats de formation continue.4</b>		<b>68 623 941</b>	<b>68 623 941</b>
Personnel		72 301 584	72 301 584
Fonctionnement et intervention		101 532 712	101 532 712
Investissement		209 018 945	209 018 945
<b>TOTAL</b>		<b>382 912 241</b>	<b>382 912 241</b>

A l'occasion du budget millard N, cette colonne englobe les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, ce cas échéant perçues avec le compte financier N-1, cette colonne englobe les recettes reportées en AE, et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	
		Financement de l'opération	Encaissements prévus
Financement de l'Etat*		14 717 351	14 717 351
Autres financements publics***		147 854 713	147 854 713
Autres financements internes***		30 230 092	30 230 092
Autres financements***		1 305 200	1 305 200
<b>Total PPL.1</b>		<b>179 097 356</b>	<b>179 097 356</b>
Financement de l'Etat*		1 640 000	1 640 000
Autres financements publics**		57 349 786	57 349 786
Autres financements internes***		6 603 889	6 603 889
Autres financements***		74 308 800	74 308 800
<b>Total contrats de formation continue.2</b>		<b>133 992 475</b>	<b>133 992 475</b>
Financement de l'Etat*		10 333 572	10 333 572
Autres financements externes***		1 921 518	1 921 518
Autres financements internes***		1 688 444	1 688 444
Autres financements***		621 794	621 794
<b>Total contrats de formation continue.3</b>		<b>13 565 328</b>	<b>13 565 328</b>
Financement de l'Etat*		15 850 528	15 850 528
Autres financements publics**		25 462 709	25 462 709
Autres financements***		24 994 625	24 994 625
<b>Total contrats de formation continue.4</b>		<b>66 307 862</b>	<b>66 307 862</b>
Financement de l'Etat*		16 022 551	16 022 551
Autres financements publics**		2 349 665	2 349 665
Autres financements internes***		23 277 330	23 277 330
Autres financements***		13 664 100	13 664 100
<b>Total autres financements</b>		<b>55 333 646</b>	<b>55 333 646</b>
<b>TOTAL</b>		<b>400 168 531</b>	<b>400 168 531</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat (flexib.)

\*\* Recettes propres et recettes propres (flexib.)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres (flexib.)

Opération	Nature	Prévision N (8) + (9)									
		(2)	(3)	(4)	(5)	(6) + (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)
AE ouvertes les années antérieures à N		42 096 231	41 023 026	5 291 938	5 291 938	42 043 312	41 571 514	5 291 938	5 291 938	5 291 938	5 291 938
AE consommées les années antérieures à N		26 879 426	26 568 171	4 533 793	4 533 793	26 513 903	26 202 890	4 533 793	4 533 793	4 533 793	
AE nouvelles ouvertes en N		10 489 168	10 434 755	2 039 442	2 039 442	10 484 135	10 484 135	0	1 888 642	1 888 642	
AE consommées les années antérieures à N		79 465 327	78 625 952	11 865 173	11 865 173	79 034 504	78 200 321	11 814 372	11 814 372	11 814 372	
AE consommées les années antérieures à N		24 000	24 000	72 000	72 000	24 000	24 000	72 000	72 000	72 000	
AE consommées les années antérieures à N		953 573	944 046	478 358	478 358	949 657	949 657	0	974 565	974 565	
AE consommées les années antérieures à N		50 736 678	48 142 516	37 295 395	37 295 395	50 911 073	50 911 073	0	40 395 544	40 395 544	
AE consommées les années antérieures à N		1 619 438	1 626 971	3 651 153	3 651 153	1 619 438	1 619 438	0	41 482 107	41 482 107	
AE consommées les années antérieures à N		3 612 596	3 626 867	2 237 955	2 237 955	3 704 029	3 626 867	48 100	2 237 955	2 237 955	
AE consommées les années antérieures à N		2 270 290	2 003 389	3 085 670	3 085 670	2 270 290	2 003 389	48 100	1 585 670	1 585 670	
AE consommées les années antérieures à N		7 822 827	7 822 827	5 774 818	5 774 818	7 822 827	7 822 827	0	4 274 600	4 274 600	
AE consommées les années antérieures à N		13 177 543	13 122 127	3 654 876	3 654 876	13 122 127	13 122 127	0	3 980 023	3 980 023	
AE consommées les années antérieures à N		742 886	727 886	484 018	484 018	742 886	742 886	0	404 018	404 018	
AE consommées les années antérieures à N		23 676 183	23 676 183	9 063 495	9 063 495	23 575 516	23 575 516	0	9 168 442	9 168 442	
AE consommées les années antérieures à N		44 623 941	44 861 211	10 539 731	10 539 731	44 442 144	44 269 315	0	10 539 731	10 539 731	
AE consommées les années antérieures à N		53 495 505	53 021 147	11 004 982	11 004 982	53 495 505	53 495 505	0	11 706 394	11 706 394	
AE consommées les années antérieures à N		103 261 740	95 170 590	43 044 526	43 044 526	103 261 740	95 170 590	0	44 483 875	44 483 875	
AE consommées les années antérieures à N		201 381 335	182 628 865	65 649 238	65 649 238	201 381 335	182 628 865	0	66 699 840	66 699 840	
<b>TOTAL</b>		<b>382 912 241</b>	<b>382 912 241</b>	<b>135 165 042</b>	<b>135 165 042</b>	<b>382 912 241</b>	<b>382 912 241</b>	<b>0</b>	<b>135 165 042</b>	<b>135 165 042</b>	

A l'occasion du budget millard N, cette colonne englobe les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, ce cas échéant perçues avec le compte financier N-1, cette colonne englobe les recettes reportées en AE, et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision N+1 et suivantes				
		(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
AE prévues en N+1		5 132 146	5 183 958	2 388 467	2 388 466	2 773 543
AE prévues en N+2		17 007 874	17 673 155	10 587 927	10 587 927	2 032 964
AE prévues en N+3		989 316	1 058 054	529 038	529 038	100
AE prévues en N+4		23 270 252	23 270 252	18 452 452	18 452 452	2 310 607
AE prévues en N+5		27 200	27 200	71 800	71 800	0
AE prévues en N+6		1 196 246	1 100 446	0	0	0
AE prévues en N+7		48 606 529	30 106 823	8 920 561	34 738 268	7 733 545
AE prévues en N+8		49 674 775	31 279 269	8 992 561	34 834 065	7 733 545
AE prévues en N+9		853 400	853 400	0	0	0
AE prévues en N+10		427 400	427 400	0	0	0
AE prévues en N+11		4 518 802	4 018 302	706 981	706 981	599 100
AE prévues en N+12		74 502	170 000	120 000	120 000	0
AE prévues en N+13		10 031 600	10 031 600	1 638 683	1 638 683	1 637 172
AE prévues en N+14		144 000	144 000	0	0	0
AE prévues en N+15		853 400	853 400	0	0	0
AE prévues en N+16		13 538 528	13 538 528	1 258 488	1 258 488	1 637 172
AE prévues en N+17		5 520 448	5 520 448	2 674 517	2 674 517	607 543
AE prévues en N+18		29 389 822	29 669 100	12 789 561	12 913 361	3 939 236
AE prévues en N+19		53 060 071	35 319 703	9 449 599	35 867 307	24 990 825
AE prévues en N+20		87 970 941	71 551 246	26 915 677	50 855 194	12 280 424
<b>TOTAL</b>		<b>293 912 241</b>	<b>293 912 241</b>	<b>135 165 042</b>	<b>135 165 042</b>	<b>135 165 042</b>

A l'occasion du budget millard N, cette colonne englobe les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, ce cas échéant perçues avec le compte financier N-1, cette colonne englobe les recettes reportées en AE, et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévisions en N+1 et suivantes		
		Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
Financement de l'Etat*		14 717 351	14 717 351	14 717 351
Autres financements publics***		147 854 713	147 854 713	147 854 713
Autres financements internes***		30 230 092	30 230 092	30 230 092
Autres financements***		1 305 200	1 305 200	1 305 200
<b>Total PPL.1</b>		<b>179 097 356</b>	<b>179 097 356</b>	<b>179 097 356</b>
Financement de l'Etat*		1 640 000	1 640 000	1 640 000
Autres financements publics**		57 349 786	57 349 786	57 349 786
Autres financements internes***		6 603 889	6 603 889	6 603 889
Autres financements***		74 308 800	74 308 800	74 308 800
<b>Total contrats de formation continue.2</b>		<b>133 992 475</b>	<b>133 992 475</b>	<b>133 992 475</b>
Financement de l'Etat*		10 333 572	10 333 572	10 333 572
Autres financements externes***		1 921 518	1 921 518	1 921 518
Autres financements internes***		1 688 444	1 688 444	1 688 444
Autres financements***		621 794	621 794	621 794
<b>Total contrats de formation continue.3</b>		<b>13 565 328</b>	<b>13 565 328</b>	<b>13 565 328</b>
Financement de l'Etat*		15 850 528	15 850 528	15 850 528
Autres financements publics**		25 462 709	25 462 709	25 462 709
Autres financements***		24 994 625	24 994 625	24 994 625
<b>Total contrats de formation continue.4</b>		<b>66 307 862</b>	<b>66 307 862</b>	<b>66 307 862</b>
Financement de l'Etat*		16 022 551	16 022 551	16 022 551
Autres financements publics**		2 349 665	2 349 665	2 349 665
Autres financements internes***		23 277 330	23 277 330	23 277 330
Autres financements***		13 664 100	13 664 100	13 664 100
<b>Total autres financements</b>		<b>55 333 646</b>	<b>55 333 646</b>	<b>55 333 646</b>
<b>TOTAL</b>		<b>400 168 531</b>	<b>400 168 531</b>	<b>400 168 531</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat (flexib.)

\*\* Recettes propres et recettes propres (flexib.)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres (flexib.)

**ANNEXE 5 -  
Synthèse budgétaire et comptable - Budget consolidé**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		2020	
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1</b>	Niveau initial de restes à payer	29 143 029
	<b>2</b>	Niveau initial du fonds de roulement	15 745 453
	<b>3</b>	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-15 746 088
	<b>4</b>	Niveau initial de la trésorerie	31 491 541
	<b>4.a</b>	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	10 054 122
<b>4.b</b>	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	21 437 419	
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	Autorisations d'engagement	410 053 992
	<b>6</b>	Résultat patrimonial	7 740 537
	<b>7</b>	Capacité d'autofinancement (CAF)	13 740 537
	<b>8</b>	Variation du fonds de roulement	745 551
	<b>Lignes 9, 10 et 11</b>		<b>9 535 666</b>
	<b>9</b>	Opérations bilanciellles non budgétaires	
	<b>10</b>	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	
	<b>11</b>	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	
	<b>12</b>	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-8 790 115
	<b>12.a</b>	Recettes budgétaires	402 809 431
	<b>12.b</b>	Crédits de paiement ouverts	411 599 546
	<b>13</b>	Flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers	-305 586
	<b>14</b>	Flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	0
	<b>15</b>	Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	-8 484 529
	<b>15.a</b>	dont variation de la trésorerie fléchée	-14 256 335
<b>15.b</b>	dont variation de la trésorerie non fléchée	5 771 806	
<b>16</b>	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14	9 230 080	
<b>17</b>	Restes à payer	-1 545 554	
<b>Stocks finaux</b>	<b>18</b>	Niveau final de restes à payer	27 597 475
	<b>19</b>	Niveau final du fonds de roulement	16 491 004
	<b>20</b>	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-6 516 008
	<b>21</b>	Niveau final de la trésorerie	23 007 012
	<b>21.a</b>	dont niveau final de la trésorerie fléchée	-4 202 213
	<b>21.b</b>	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	27 209 225

Comptabilité budgétaire  
 Comptabilité générale

**ANNEXE 13 -  
Annexe Immobilière**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérateur	Réunion de l'organe délibérant du JJ/MM/AAAA	exécution (année N-1)	dernier BR (année N)
<b>Données physiques</b>			
<i>Nombre de bâtiments occupés</i>			
	X	169	169
dont biens propres	X	6	6
dont biens domaniaux	X	161	161
dont prises à bail	X		
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)	X	2	2
<i>Surface totale occupée (m² - SHAB )\$KON</i>			
	X	381 145	381 145
dont biens propres	X	7 879	7 879
dont biens domaniaux	X	356 589	356 589
dont prises à bail	X		
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)	X	16 677	16 677
<i>Ratio m² SUN / poste de travail (*)</i>	X		

classe de compte (n°)	exécution (N-1) 2018	dernier BR (N)
<b>Dépenses de fonctionnement à l'€ près</b>		
Redevances de crédit-bail immobilier (*)	0	0
Locations immobilières (*)	195 902	201 780
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	3 153 907	3 248 525

<b>Dépenses d'acquisition à l'€ près</b>		
Acquisition de biens propres ou de biens domaniaux	X	0

<b>Dépenses d'investissement à l'€ près</b>		
Réalisation de travaux structurants sur les biens propres ou domaniaux	X	15 004 845

<b>Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près</b>		
dont biens propres	7752	0
dont biens domaniaux	7752	0

(\*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'Etat (SI OPE)

Commentaires portant sur la stratégie immobilière de l'établissement :

(notamment sur l'avancement des opérations prévues dans le SPSI, la levée des réserves de France Domaine ou du CLE, les économies réalisées ou programmées,...)

**Stratégie immobilière de l'établissement**

Pour le Domaine Patrimoine Logistique Prévention Sécurité (DPLPS) le Budget Initial 2020 en investissement est marqué par l'adoption du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) qui donne la lisibilité de la politique immobilière de l'établissement sur la période 2019 - 2023 et indique les priorités au-delà.

Sa mise en œuvre s'appuie sur les Opérations Toulouse Campus (OTC), le Contrat de Plan Etat Région (CPER) et sur un plan pluriannuel de Gris Entretien Renouvellement (GER).

La soutenabilité de cette stratégie s'est appuyée sur la capacité de l'établissement à faire face aux dépenses de fonctionnement du patrimoine immobilier de l'université, et a permis de débloquer la phase 2 des OTC.

**Les opérations immobilières en cours**

OTC (opérations en cours et enclenchement de la phase 2) : livraison du Centre de Biologie Intégrative (CBI) ; livraison de la Maison de la Réussite en Licence (MRL) ; réorganisation de la Physique (RPHY) ; le Pôle AgroBioSciences-B (PABS-B) ; la Maison des Etudiants et des Personnels (MEP) ; Chimie Matériaux et Procédés (CMP) ; Géotechnique (GEOTECH) ; CPER 2015-2020 : rénovation du 3R2 ; extension des locaux du Pic du Midi.

**Le plan GER**

Adopté qu'en juin, il a fait l'objet d'une concentration avec l'ensemble des composantes pour établir la programmation pluriannuelle à l'échelle de l'établissement pour un montant global supérieur à 33 M€ sur la période 2019 - 2023.

Tableau 11 : Moyens financiers des UMR

Comité	sigle unité	label	FG	MS	IG	UT3-100% Dotations 2019 - CR du 19/03/2019	CNRS	INSERM	IRD	EPST /EPIC (CNES)	INPT	INSAT	UT1 C	UT2 JJ	AUTRE ORGANISME (INRA)	TOTAL autres tutelles	TOTAL Moyens récurrents
BABS	AIB	FR 3450	31 260			31 260	36 200									36 200	67 460
BABS	AMIS	UMR 5288	32 314			32 314	95 000									95 000	127 314
BABS	CBD	UMR 5547	17 726	26590		44 316	320 095									320 095	364 411
BABS	CBI	FED 3748	8 682	13 023		21 705										0	21 705
SGM	CEMES	UPR 8011	62 780			62 780	850 000					16 275				866 275	929 055
BABS	CERCO	UMR 5549	23 992		3000	26 992	370 464							500		370 964	397 956
ACTHS	CERTOP	UMR 5044	21 328		4 000	25 328	20 000							50 418		70 418	95 746
UPEE	CEBIO	UMR 5126	19 363	29 438	0	48 801	589 210		136 000	340 000					25 000	1 090 210	1 139 011
BABS	CIC		31 106	27 216	10 000	68 322		62 000							725 000	787 000	855 322
SGM	CIRIMAT	UMR 5085	134 702	9 000	5 000	148 702	120 000				120 000					240 000	388 702
SGM	CASTAIN	UMS 3623	125 610	42 000	4 000	171 610	10 000									10 000	181 610
BABS	CPTP	UMRS 1043	46 762	2 600	16 900	66 262	133 112	420 000								553 112	619 374
BABS	CRCA	UMR 5169	49 045	5 100	0	54 145	175 898									175 898	230 043
BABS	CRCT	UMRS 1037	221 044	43 100	20 000	284 144	40 000	600 000								640 000	924 144
BABS	CREFRE	US 6	43 000			43 000		80 000							10 000	90 000	133 000
ACTHS	CRESCO	EA 7419	15 468		2 000	17 468										0	
UPEE	ECOLAB	UMR 5245	31 106	27 216	10 000	68 322	169 000				113 000					282 000	350 322
BABS	EDB	UMR 5174	32 110	30 530		62 640	196 529		139 870							336 399	399 039
MST2I	FERMAT	FR 3089	11 890		2 000	13 890										0	13 890
BABS	FRBT	FR 3451	10 590			10 590	0									0	10 590
UPEE	GET	UMR 5563	134 702	9 000	5 000	148 702	180 000		200 000							380 000	528 702
BABS	GRFH	EA 3694	10 925			10 925										0	10 925
BABS	I2MC	UMRS 1048	138 238	16 000		154 238		850 000								850 000	1 004 238
MST2I	ICA	EA 814	74 151		2 500	76 651	14 000					36 100			370 000	420 100	496 751
BABS	ICHN TONIC	UMRS 825	52 715			52 715		180 000								180 000	232 715
SGM	ICT	FR 2599	45 630		55 945	101 575	12 000				30 000					42 000	143 575
BABS	IFERISS	FED 4142		6 520		6 520								5 000		14 215	20 735
MST2I	IMFT	UMR 5502	73 512			73 512	176 180				269 202					445 382	518 894

Tableau 11 : Moyens financiers des UMR

Comité	sigle unité	label	FG	MS	IG	UT3 100% Dotations 2019 - CR du 19/03/2019	CNRS	INSERM	IRD	EPST /EPIC (CNES)	INPT	INSAT	UT1 C	UT2 JJ	AUTRE ORGANISME (INRA)	TOTAL autres tutelles	TOTAL Moyens récurrents
SdM	IMRCP	UMR 5623	50 646			50 646	70 000									70 000	120 646
MST2I	IMT	UMR 5219	59 166	162 413	15 000	236 579	100 600					40 895	20 045			161 540	398 119
BABS	IPBS	UMR 5089	89 932	34 774		124 706	1 665 800									1 665 800	1 790 506
UPEE	IRAP	UMR 5277	125 610	42 000	4 000	171 610	150 000									150 000	321 610
MST2I	IRIT	UMR 5505	91 511	120 000	15 000	226 511	275 000				207 289		35 245	35 000		552 534	779 045
SdM	IRSAMC	FR 2568	67 536		1 300	68 836	9 000									9 000	77 836
BABS	IRSD	FR 1416	28 942			28 942		170 000							40 900	210 900	239 842
BABS	ISCT	FED 4140	21 705			21 705										0	21 705
BABS	ITAV	UMS 3039	32 250			32 250	194 200									194 200	226 450
UPEE	LA	UMR 5560	46 762	2 600	16 900	66 262	84 540		10 000							94 540	160 802
MST2I	LAAS	UPR 8001	70 558		20 000	90 558	2 325 000				50 732	81 840				2 457 572	2 548 130
ACTHS	LAIRDIL	EA 7415	10 056		1 500	11 556										0	11 556
MST2I	LAPLACE	UMR 5213	125 528		15 000	140 528	210 000				164 438					374 438	514 966
BABS	LBAE	EA 4565	13 797			13 797										0	13 797
BABS	LBCMCP	UMR 5088	9 107	13 661		22 768	196 144									196 144	218 912
BABS	LBME	UMR 5099	37 207			37 207	327 100									327 100	364 307
SdM	LCAR	UMR 5589	38 035		3 000	41 035	120 000									120 000	161 035
SdM	LCC	UPR 8241	29 106	15 700	-	44 806	841 000				53 140					894 140	938 946
SdM	LCPQ	UMR 5626	28 452		15 000	43 452	50 000									50 000	93 452
BABS	LEASP	UMRS 1027	64 804			64 804		130 000								130 000	194 804
UPEE	LEGOS	UMR 5566	49 045	5 100	0	54 145	468 200		258 000	25 000						751 200	805 345
ACTHS	LERASS	EA 827	36 886		6 000	42 886										0	42 886
ACTHS	LGCo	EA 7416	24 699	1 000	3 000	28 699										0	28 699
MST2I	LGCh	UMR 5503	72 390		20 000	92 390	188 700				352 000					540 700	633 090
SdM	LHFA	UMR 5069	31 569			31 569	60 000									60 000	91 569
MST2I	LMDC	EA 3027	45 819		10 000	55 819						32 620				32 620	88 439
BABS	LMGM	UMR 5100	33 826			33 826	200 000									200 000	233 826
SdM	LNCMI-T	UPR 3228	27 864			27 864	450 000					23 250				473 250	501 114

Tableau 11 : Moyens financiers des UMR

Comité	sigle unité	label	FG	MS	IG	UT3 100% Dotations 2019 - CR du 19/03/2019	CNRS	INSERM	IRD	EPST /EPIC (CNES)	INPT	INSAT	UT1 C	UT2 JJ	AUTRE ORGANISME (INRA)	TOTAL autres tutelles	TOTAL Moyens récurrents
SdM	LPCNO	UMR 5215	33 023			33 023	38 000					59 520				97 520	130 543
SdM	LPT	UMR 5152	31 346			31 346	33 000									33 000	64 346
BABS	LRVS	UMR 5546	38 387	23 000		61 387										0	61 387
ACTHS	MSHS-T	USR 3414	7 224			7 224	50 000						10 000	36 840	2 000	98 840	106 064
UPEE	OMP	UMS 831	221 044	43 100	20 000	284 144	131 890		40 000						40 000	211 890	496 034
SdM	PHARMA-Dev	UMRD 152	30 898		6 000	36 898			98 000							98 000	134 898
BABS	SETE	UMR 5321	15000			15 000										0	15 000
BABS	SFR-BMT	FED 4138	26 994	3 391		30 385										0	30 385
MSTZI	SH2D	FED 4146				0										0	0
SdM	SPCMIB	UMR 5068	34 926	2 512	13 000	50 438	47 000									47 000	97 438
BABS	STROMALAB	UMRS 1031	22 931			22 931	34 200	90 000							80 000	204 200	227 131
BABS	TOXALIM	UMR 1331	49 837			49 837									346 950	17 500	67 337
BABS	UDEAR	UMRS 1056	26 418			26 418		60 000								60 000	86 418
						<b>4 482 216</b>	<b>#####</b>	<b>2 642 000</b>	<b>881 870</b>	<b>365 000</b>	<b>#####</b>	<b>290 500</b>	<b>70 290</b>	<b>131 973</b>	<b>1 639 850</b>	<b>#####</b>	<b>23 343 644</b>



Tableau 11 : EFFECTIFS, ETPT et MASSE SALARIALE DES UNITES DE RECHERCHE

Données 12m glissants		BIATSS						BOE						EC et enseignants					
COMITE	UNITE DE RECHERCHE	MS 12 mois	MS RECHERCHE 12 mois	Effectifs décembre	ETPT 12 mois	ETPT RECHERCHE 12 mois	MS 12 mois	MS RECHERCHE 12 mois	Effectifs décembre	ETPT 12 mois	ETPT RECHERCHE 12 mois	MS 12 mois	MS RECHERCHE 12 mois	Effectifs décembre	ETPT 12 mois	ETPT RECHERCHE 12 mois	MS 12 mois		
ACTIHS	EA 7419 Centre de Recherche Sciences Sport et Corps	58 710	58 710	2	1,8	1,8						2 486 538	1 311 749	28	27,8	15,9			
	EA 7415 Labo Interuniv. de Rech. Didactique des Langues						0,0					1 064 289	869 574	13	13,1	7,6			
	EA 827 Labo Etudes Rech Appliquées en Sciences Sociales	218 044	215 523	6	4,7	4,7						3 051 089	1 503 691	39	34,8	18,4			
	UMR 5044 Centre Etude Recherche Travail Organisation Pouvoir						0,0					1 328 571	655 265	14	13,9	7,4			
	EA 7416 Laboratoire Gouvernance et Contrôle Organisationnel						0,0					2 371 209	1 135 133	26	25,4	13,2			
			<b>276 754</b>	<b>274 232</b>	<b>8</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>					<b>10 299 696</b>	<b>5 195 411</b>	<b>120</b>	<b>116,1</b>	<b>62,5</b>			
	Maladies Parasitaires Déséquilibrées Systémiques et Biométrie		111 393	111 393	2	2,0	2,0											0,0	
	Labo GRCEB anatomie appliquée		47 626	47 626	1	1,0	1,0											0,0	
	Labo U397 endocrin. et communic. cellulaire		72 348	72 348	1	1,0	1,0											0,0	
	UMR 5288 Anthropologie Moléculaire Imagerie de Synthèse		487 751	485 482	9	9,7	9,7						691 584	394 479	7	7,1	5,0		
UMR 5547 Centre de Biologie du Développement		421 592	421 592	14	8,8	8,8						959 243	552 897	15	12,7	8,4			
FR 3743 Centre de Biologie Intégrative		109 453	109 315	2	2,7	2,7								0	0,1	0,0			
Centre d'Investigation Clinique 1436							0,0					36 523	36 523	1	1,0	1,0			
UMRS 1043 Centre de Physiopathologie Toulouse Purpan		659 011	658 321	13	11,7	11,7						3 763 028	2 099 527	48	44,4	29,2			
UMR 5169 Centre Recherche sur Cognition Animale		184 407	183 208	4	3,8	3,8						1 765 430	1 066 928	26	24,4	17,7			
UMRS 1037 Centre de Recherche en Cancérologie de Toulouse		453 799	453 799	9	8,7	8,7						4 921 435	2 715 131	56	55,0	35,6			
UMR 5174 Laboratoire Evolution et Diversité Biologique		525 944	515 105	15	9,4	9,4	7 811		1	0,3		2 369 432	1 925 380	30	29,8	19,9			
SFR 3451 Fédération de Biologie de Toulouse		64 301	64 301	1	0,9	0,9											0,0		
EA 3694 Groupe de recherche en Fertilité Humaine		3 051	3 051	0	0,1	0,1						234 840	117 420	2	1,9	1,0			
UMRS 1048 Institut des Maladies Métaboliques		706 935	706 935	16	13,4	13,4						5 136 015	2 682 486	54	51,9	30,4			
UMRS 1214 Toulouse Neuro Imaging Center		4 149	3 183	0								2 613 262	1 408 485	29	28,3	17,7			
UMRS 1220 Institut de Recherche en Santé Digestive												233 917	177 085	5	5,0	4,5			
UMR 3565 Institut Technologies Avancées Sciences du Vivant		82 069	82 069	1	1,1	1,1						3 08 575	199 897	5	5,0	4,0			
EA 4565 Labo de bio appliqué à l'agro et environnement		13 453	13 453	1	0,2	0,2						1 055 498	575 049	13	13,0	8,5			
UMR 5098 Lab Bio Cellulaire Moléculaire Contrôle de Prolifération		390 027	388 426	10	8,8	8,8						437 507	296 653	8	7,2	5,9			
UMR 5099 Labo. Biologie Moléculaire Eucaryote		101 485	101 485	4	2,8	2,8						960 243	509 999	11	10,8	6,4			
UMRS 1027 Lab. Epidémiologie Analyses en santé publ.		486 199	482 316	11	11,4	11,4						3 498 002	1 762 658	32	31,8	16,4			
Labo Group. scientif. biologie et spatiale		174 318	174 318	3	3,0	3,0											0,0		
UMR 5100 Lab Microbiologie et Génétique Moléculaire		39 296	39 296	1	1,0	1,0						1 176 806	664 339	16	15,3	10,1			
UMR 5546 Laboratoire de Recherche en Sciences Végétales		1 105 651	1 105 651	31	23,1	23,1						2 400 867	1 345 005	33	29,9	19,3			
SFR 4136 Structure Fédérative de Recherche Biomédicale Tise		123 703	123 703	3	2,5	2,5											0,0		
UMRS 1031 Cellule Stromales homéostasie plaquet réparat tissu		307 505	307 505	7	6,0	6,0						722 936	407 406	9	8,5	5,5			
UMR 1056 Unité Différent.épiderm. autoimmun.rhumatoïde		265 750	265 750	8	6,9	6,9						563 222	314 028	6	5,9	3,5			
UMRA 1331 Toxicologie Alimentaire							0,0					359 452	225 863	6	6,0	4,5			
UMR 5549 Centre de Recherche Cerveau et Cognition		38 846	38 846	1	1,0	1,0						509 986	308 973	8	7,1	5,0			
FED 4142 Inst Fed d'Etudes Interdisc. Santé Société		141 068	141 068	3	3,8	3,8						76 220	76 220	2	2,0	2,0			
UMR 5089 Inst. Pharmacologie et Biologie Structurale		378 214	378 214	9	8,0	8,0						4 299 597	2 336 982	51	49,5	31,3			
EA 3034 Laboratoire d'immunogénétique Moléculaire							0,0					285 446	142 723	3	3,0	1,5			

BABS



Tableau 11 : EFFECTIFS, ETPT et MASSE SALARIALE DES UNITES DE RECHERCHE

Données 12m glissants		BIATSS						BOE						EC et enseignants					
COMITE	UNITE DE RECHERCHE	MS 12 mois	MS RECHERCHE 12 mois	Effectifs décembre	ETPT 12 mois	ETPT RECHERCHE 12 mois	MS 12 mois	MS RECHERCHE 12 mois	Effectifs décembre	ETPT 12 mois	ETPT RECHERCHE 12 mois	MS 12 mois	MS RECHERCHE 12 mois	Effectifs décembre	ETPT 12 mois	ETPT RECHERCHE 12 mois	MS 12 mois		
UPEE	UMR 5560 Laboratoire d'Aérodynamique Toulouse	898 428	896 061	23	16,0	16,0	7 320 471	7 307 117	158	138,1	138,1	2 114 846	1 283 697	23	21,9	13,9			
	Laboratoires externes à l'université (1)	22 760	22 760	2	0,0	0,0						17 932 276	11 253 458	229	217,6	151,7			
	UMR 2584 Labo. Interact. Plantes Micro organismes											1 326 260	976 396	29	26,1	23,1			
	UMR 5504 Labo d'Ingén. des Systèmes Biologiques et Procédés											164 061	94 837	1	1,1	0,6			
	LPR 35 Comportement et Ecologie de la Faune Sauvage											342 193	169 958	3	3,0	1,5			
	UMR 5193 Labo. Inéridis. Solidarité, Société, Territoire											207 995	135 200	3	3,0	2,5			
	EA 4154 Laboratoire de Recherche en Audiovisuel											96 035	45 663	1	1,0	0,5			
	EA 786 Centre de Droit des Affaires											91 035	45 517	1	1,0	0,5			
	UMR 1010 Laboratoire de Chimie Agro Industrielle											99 279	45 671	1	1,0	0,5			
	EA 4210 Laboratoire d'Etude et de Recherche sur l'Economie											86 804	42 146	1	1,0	0,5			
	UR 875 Mathématiques et Informatiques Appliquées de Toulouse											27 402	13 530	1	0,3	0,2			
	MIAT											88 538	60 035	2	1,5	1,3			
UR Extérieures à UT3		22 760	22 760	2	0,0	0,0						2 529 602	1 628 951	43	39,0	31,1			
TOTAL UR		25 724 470	25 657 639	605	509,0	509,0	7 811	7 811	1	0,3	0,3	147 289 589	82 272 566	1 825	1 745,2	1 130,4			

(1) regroupe les laboratoires pour lesquels une nomenclature spécifique n'a pas été créée dans SHAM car trop peu d'EC dans chaque structure





Université  
Paul Sabatier  
TOULOUSE III



Université  
de Toulouse

# Plan d'action achat 2020-2022



*Conseil d'administration du 9 décembre 2019*

## 1. Contexte national

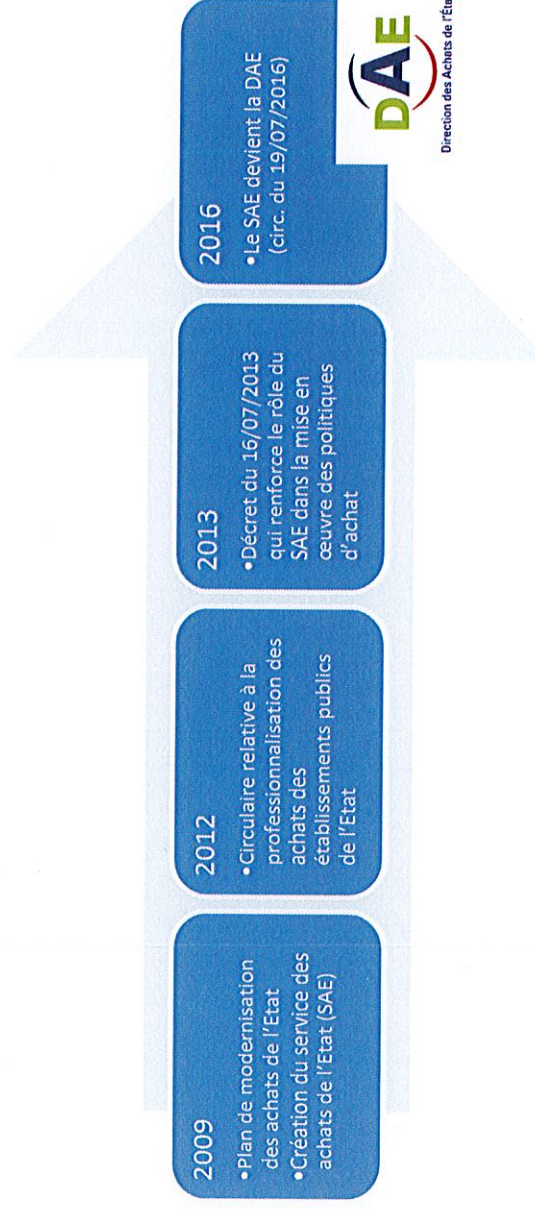
Dans le cadre des travaux de modernisation de la fonction achat, les établissements publics de l'État disposant d'un budget de plus de 10 millions d'euros d'achat, doivent transmettre annuellement le détail de leur programmation et de leur bilan d'activité à la Direction des Achats de l'État (DAE).

A ce titre, l'université Paul Sabatier doit transmettre chaque année à de la Direction des Achats de l'État (DAE) :

- une programmation des marchés à 4 ans avant le 31/12 de chaque année,
- un bilan annuel de son plan d'actions achat N-1 avant le 31/03 de chaque année.

Par ailleurs, la GBCP a renforcé le portage politique du plan d'action achat de chacun des établissements en en faisant une pièce obligatoire du budget, présenté au Conseil d'administration à l'occasion de son adoption.

Cette démarche a été confirmée dans le décret n°2016-247 du 3 mars 2016 créant la Direction des Achats de l'État (DAE) qui s'est substituée au Service des Achats de l'État (SAE) et relatif à la gouvernance des achats de l'État. Cette direction, qui assure la définition et le suivi de la mise en œuvre de la politique d'achat de l'État, vise à renforcer la maturité de la fonction achat.



En créant la DAE, le gouvernement a voulu donner une nouvelle impulsion à la politique des achats de l'État. La circulaire du 19 juillet 2016 relative à l'application du décret n°2016-247 précise cette nouvelle ambition dans la définition et la mise en oeuvre des politiques d'achat des établissements publics de l'État. Cette direction a pour objectif principal d'amplifier les économies sur l'ensemble du périmètre État, organismes et établissements publics représentant environ 26 milliards d'euros d'achats (hors défense et sécurité).

Les objectifs assignés aux opérateurs de l'Etat se déclinent en 5 axes visant, non seulement à la recherche d'une performance économique de l'achat mais également à respecter les objectifs de développement durable et social ; faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises à la commande publique et contribuer à la diffusion de l'innovation.

Définition des axes et objectifs définis dans la synthèse des bilans 2018 et la lettre de lancement de la campagne 2019-2020 :

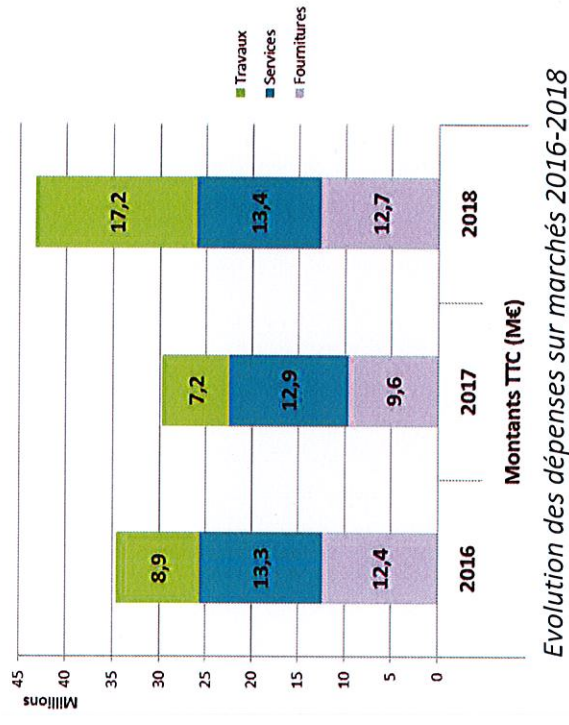
Axes	Objectifs établissements publics 2020	Résultats 2018	Contribution des étb 40<80 M€
Axe « Performance économique »	2% de gains achat annualisé	485 M€	17 M€
Axe « Achat auprès des PME »	30% des dépenses	32,1%	39,6%
Axe « Achat innovant »	2% des dépenses consacrées à l'innovation	13,9% calcul DGE*	12,5% calcul DGE*
Axe « Achat avec dispositions sociales »	25% du nombre de marchés	8,8%	12,1%
Axe « Achat avec dispositions environnementales »	30% du nombre de marchés	23,9%	21,8%

(\*) Ce calcul est effectué a posteriori par la Direction générale des entreprises (DGE), au sein du MiNEFI.

## 2. Politique d'achats de l'Université

### Enjeu financier

Les achats représentent le deuxième poste de dépenses de l'Université après la masse salariale. Ils ont pesé pour 59,2 M€ en 2018, en progression notamment sous l'impulsion des opérations immobilières portées par l'Université Paul Sabatier. Sur ce total, les marchés ont représentés 43,3 M€, également en progression.



Evolution des dépenses sur marchés 2016-2018

### Les axes de la politique achats

La politique achats de l'Université Paul Sabatier s'inscrit dans la stratégie définie au niveau national par la Direction des achats de l'Etat, tout en s'adaptant au contexte local et aux enjeux stratégiques de l'établissement. Cette stratégie vise, en particulier, à la mise en place d'un modèle économique durable. Elle se décline autour des axes suivants :



Assurer la sécurité juridique des achats (axe 1) : il s'agit notamment de mener des procédures de mise en concurrence et d'exécution des marchés protégeant l'établissement contre les risques financiers, juridiques et pénaux ; mais également d'augmenter le taux de couverture des dépenses par des marchés,

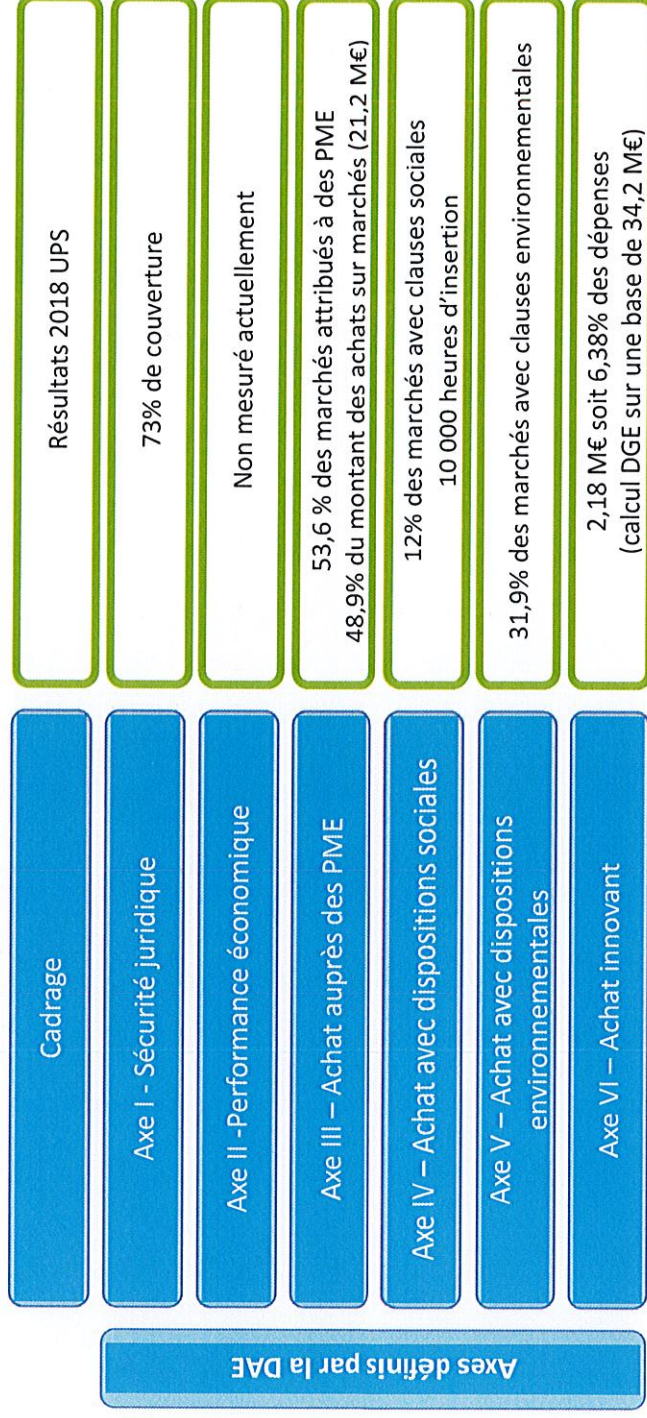
Renforcer la performance économique des achats (axe 2) pour réduire les coûts supportés par l'université : cela se traduit par l'évaluation du juste besoin, la prise en compte du coût complet, l'achat au meilleur prix par une saine concurrence des fournisseurs, la négociation de prestations supplémentaires (consommables, maintenance...),

Développer les achats durables (axe 3) en favorisant l'intégration de clauses sociales et environnementales dans les marchés,

Faciliter l'accès des PME aux marchés publics (axe 4), pour permettre aux entreprises de plus petites tailles de devenir les fournisseurs des entités publiques.

Contribuer à l'innovation des entreprises, et notamment à la croissance des PME et ETI porteuses de solutions innovantes (axe 5) dans les différentes catégories d'innovation (de produits ou services, de procédés, de commercialisation, d'organisation).

## Résultats 2018



## **Evolution organisationnelle**

Afin de renforcer le pilotage de la politique achats de l'Université, la réorganisation conduite dans le cadre du projet PRIS<sup>2</sup>ME a rehaussé le positionnement hiérarchique de la fonction au niveau d'une direction et introduit un pôle « achats » dont l'une des missions sera dans le pilotage de la politique achats et le suivi opérationnel du plan d'action achats.

L'objectif de ce pôle sera également de contribuer à l'évolution des pratiques d'achats avec le développement du benchmark, la mise en place d'outils de mesure de la performance.

## **Formation**

L'amélioration des achats sur les différents axes passe aussi par la formation des acteurs de l'achat, en particulier des correspondant achats des composantes. Le plan de formation est relancé avec une session initiale programmée en décembre 2019, quatre autres modules sont programmés sur le premier semestre 2020. Après une formation dédiée en 2019 au nouveau code, une attention particulière sera également portée sur la formation des agents de la direction des achats aux évolutions de la fonction achat.

## **Travail sur les processus**

Dans le cadre du projet PRIS<sup>2</sup>ME, une première mise à jour de la procédure achats a été effectuée. Ce travail se poursuit autour de la mise en place des pôles d'appui pour la fonction finances – achats.

Le travail sur les processus sera également décliné au sein de la charte de l'achat public afin d'intégrer les évolutions organisationnelles ainsi que des pratiques.

## **Mise à disposition de guides**

Le déploiement de nouveaux marchés transverses prévus en 2020, donnera lieu à la mise à disposition de guides rappelant la politique de l'établissement et le cadre d'exécution de certains marchés. Une attention particulière sera portée sur le guide présentant la politique voyage, des travaux seront également conduits sur la gestion des frais de réception en accompagnement du nouveau marché traiteurs notifié fin 2019, ainsi qu'autour des marchés photocopies, fournitures et mobilier de bureau. Ces différents guides auront pour objectif de rappeler le cadre réglementaire, la politique définie par l'Université, les modalités pratiques d'exécution des marchés, les mesures permettant de développer une gestion, économiquement efficace, favorisant la responsabilité sociale et environnementale des achats et des pratiques. Ces démarches s'intègrent notamment dans les axes 1, stratégie et gouvernance, et 4, gestion environnementale, du Plan Vert - DD&RS UT3.

## **Communication**

Dans la perspective de la rénovation de l'intranet de l'Université une réflexion sera conduite sur l'organisation de la mise à disposition des informations au sein du service de documentation informatisée des marchés « DIM », afin de faciliter l'accès aux informations générales ou spécifiques à chaque marché.

Par ailleurs, des réunions mensuelles ont été mises en place depuis la rentrée avec l'ensemble des responsables administratifs de composantes permettant d'informer sur la programmation et le suivi des achats, ainsi que sur les nouveaux marchés déployés au sein de l'établissement.

Enfin, il est prévu de prendre appui sur la Newsletter Paul Sab' Hebdo afin de diffuser les données essentielles du plan d'action achat et de son exécution ainsi que sur les principaux marchés concernant l'ensemble de la communauté.

## **3. Construction des objectifs 2020**

La plan d'action achat a été construit en coordination avec les différents services support de l'établissement, en particulier le domaine patrimoine, logistique, prévention et sécurité dont l'activité a un poids important. Les informations remontées lors de dialogues budgétaires ont également donné lieu ensuite à des échanges entre les composantes et les achats. Les tableaux présentés en fin de documents recensent les principaux marchés. Le résultat de cette construction fera l'objet d'un envoi à la DAE avant le 31 décembre.

Par ailleurs, le PAA fixe les objectifs des différents axes de la politique achats de l'Université. L'atteinte de ces objectifs est ensuite mesurée dans le reporting effectué au début de l'année n+1 et adressé à la DAE avant le 31 mars.

## **Axe I - Couverture juridique des achats**

En 2018, le taux de couverture juridique était globalement de 73%, avec une disparité importante entre les travaux, dont le taux de couverture est très élevé, et les fournitures et services. L'objectif 2020 sera de progresser sur la couverture juridiques des achats de services et fournitures afin d'atteindre le taux de 75%. Par ailleurs, le travail de suivi à mettre en place devrait permettre de produire une analyse plus fine par typologie d'achats et d'anticiper les périmètres pour lesquels les volumes d'achats se rapprochent des seuils.

## **Axe II - Performance économique**

Actuellement le gain économique n'est pas mesuré sur les marchés signés. Comme évoqué, un outil de mesure de la performance devra être mis en place, avec des critères à évaluer selon les différentes typologies d'achats, afin de calculer cette performance et de distinguer nos pratiques les plus performantes.

A défaut de référentiel interne, il est proposé de prendre comme objectif la cible nationale, à savoir 2% de gain achat annualisé. En se basant sur la volumétrie des marchés 2018, nous sommes sur une économie cible de 865 k€.

## **Axe III – Achat auprès des PME**

L'objectif national de part des achats réalisée auprès des PME est de 30%. Les établissements positionnés sur la strate 40 à 80 M€ d'achats, sont sur un taux de 39,6%. L'Université Paul Sabatier était, pour les marchés 2018, sur un taux de 48,9%. Il est proposé de maintenir en 2020 ce niveau d'ambition avec un taux cible de 49%.

## **Axe IV – Achat avec dispositions sociales**

L'objectif national est de 25% de marchés intégrant des clauses sociales. Cet objectif est vu comme un enjeu majeur pour l'établissement avec la nomination dans l'équipe de gouvernance d'un Vice-président délégué à la responsabilité sociale et sociétale de l'université (RSU). Pour la mise en œuvre de ce volet, l'établissement a établi un partenariat avec Toulouse Métropole qui porte le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE). L'Université Paul Sabatier était sur un niveau de 12% en 2018, volume se traduisant par plus de 10 000 heures d'insertion réalisées par les prestataires de l'Université, sous le contrôle de la Métropole. Le taux de marchés avec clauses sociales est dans la moyenne des établissements de la strate.

Il est proposé de progresser vers l'objectif national sur 3 ans avec un palier intermédiaire à 16% en 2020. Un certain nombre de marchés, notamment de travaux, ont été détectés avec un potentiel de clauses sociales. Cela est moins le cas pour les marchés actuellement anticipés pour 2021.

## **Axe V – Achat avec dispositions environnementales**

L'objectif national des de 30% de marchés intégrant des clauses environnementales. Contrairement au volet social, l'Université n'a pas de partenariat spécifique dans ce domaine. Par contre, l'équipe de gouvernance compte une personne, chargée de mission jardins agroécologiques et gestion environnementale, qui s'investit particulièrement dans ce domaine et porte l'axe 4 du Plan Vert. Avec 31,9% de marchés avec clauses, l'Université est

dans la cible nationale. L'objectif pour les prochains exercices, plus que la progression du nombre de marchés avec clauses environnementales, est de progresser sur la qualité et la précision des clauses intégrées aux cahiers des charges des marchés.

#### Axe VI – Achat innovant

Actuellement, les établissements ne disposent pas des outils permettant un pilotage de ce critère. Comme évoqué, le calcul est effectué a posteriori par la DGE. Cet indicateur est calculé en analysant la cartographie achat des établissements. Pour cela, le montant des dépenses réalisées auprès des fournisseurs bénéficiant soit d'un crédit d'impôt recherche (CIR), soit d'un crédit d'impôt innovation (CII) ou encore du statut de jeune entreprise innovante (JEI) est rapporté au montant des dépenses effectuées auprès des entreprises disposant d'un SIREN exploitable. Ces données ont un caractère confidentiel.

### 4. Synthèse des objectifs 2020

#### Objectifs chiffrés

	Résultats 2018	Objectifs 2020
Déclinaison politique achats		
Axe I - Sécurité juridique	73% de couverture	75% de couverture
Axe II - Performance économique	Non mesuré	2% de gain 865 k€
Axe III – Achat auprès des PME	48,9% des achats sur marchés	50% des achats sur marchés
Axe IV – Achat avec dispositions sociales	12% de marchés avec clauses sociales	16% de clauses sociales
Axe V – Achat avec dispositions environnementales	31,9% de marchés avec clauses environnementales	35% de clauses env. Progression qualitative
Axe VI – Achat innovant	6,4% de marchés vers PME et ETI innovantes	Part des dépenses facturées à des PME et ETI innovantes

## Objectifs qualitatifs

### Formation

- cycle de formation des correspondants achats
- formation des personnels direction des achats

### Guides

- Politique voyages
- Frais de réception
- Photocopieurs
- Fournitures / mobilier de bureau

### Communication

- Intranet
- Rencontres mensuelles responsables administratifs
- Newsletter

### Processus

- Pôles d'appui fonction finances - achats
- Mise à jour charte de l'achat public

## 5. Principaux marchés recensés présentés par année de contractualisation prévisionnelle

Objet du marché, du marché subséquent ou de l'action de progrès	Ponctuel / Récurrent	Montant total prévisionnel	Durée du marché en mois	Renouvellement (R) ou nouveau marché (N)	Marché monté en lien avec d'autres partenaires	Marché identifié en lien avec les axes III à VI	Axe III - Contrat adaptée à une PME	Axe IV - Intégration de clauses sociales	Axe V - Intégration de clauses environnementales	Axe VI - Projet ouvert à des achats innovants
<b>2020</b>										
<b>Fournitures et services</b>										
Photocopieurs	Récurrent	1 000 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Mobilier	Récurrent	1 000 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Marché quincaillerie	Récurrent	1 000 000	48	R		X			X	
Fournitures de bureau	Récurrent	400 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Produits d'hygiène et d'entretien	Récurrent	200 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Achats véhicules légers et utilitaires	Récurrent	150 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Titres de transport et déplacements	Récurrent	8 000 000	48	R						
Traiteurs	Récurrent	1 100 000	48	R		X		X		
REMIIP (service réseau)	Ponctuel	1 000 000	48	R						
Enlèvement des déchets	Récurrent		48	N	Groupement de cde	X			X	
Services de télécommunications	Récurrent	300 000	48	R						
Services de déménagement	Récurrent	200 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Logiciels DSI	Ponctuel	110 000		N	Accord cadre	X				X
INFOSUP	Ponctuel	100 000	48	R		X				X
<b>Travaux et services immobiliers</b>										
Travaux de construction bâtiment PABS-B	Ponctuel	8 200 000		N		X		X	X	
Travaux de construction bâtiment RPHY	Ponctuel	5 700 000	17	N		X		X	X	
Travaux de réhabilitation du bâtiment GEOTECH	Ponctuel	5 150 000		N		X		X	X	
Travaux de construction bâtiment MEP	Ponctuel	3 100 000		N		X		X	X	
Extension des locaux au Pic du Midi	Ponctuel	3 070 000		N		X		X	X	
Travaux et maintenance électricité courants forts et courants faibles	Récurrent	1 800 000	48	R		X			X	
Accord cadre étanchéité	Récurrent	100 000	48	N		X			X	
MOE 3R2	Ponctuel	462 000		N		X			X	
Maintenance du parc d'appareils élévateurs	Récurrent	400 000	48	R						
Accord cadre vérifications techniques réglementaires	Récurrent		48	N						
AMO SPSI	Ponctuel			N		X				X

Objet du marché, du marché subséquent ou de l'action de progrès	Ponctuel / Récurrent	Montant total prévisionnel	Durée du marché en mois	Renouvellement (R) ou nouveau marché (N)	Marché monté en lien avec d'autres partenaires	Marché identifié en lien avec les axes III à VI	Axe III - Contrat adaptée à une PME	Axe IV - Intégration de clauses sociales	Axe V - Intégration de clauses environnementales	Axe VI - Projet ouvert à des achats innovants
<b>2021</b>										
<b>Fournitures et services</b>										
Approvisionnement en produits chimiques	Récurrent	8 000 000	48	R		X			X	
Marché imprimantes petits matériels	Récurrent	2 000 000	48	R		X			X	
Equipement MFJA	Ponctuel	2 000 000			Centrale d'achat	X	X		X	X
Instrumentation scientifique	Récurrent	1 000 000	48	R	Accord cadre	X			X	
Matériels micro-informatique MATINFO 4	Récurrent	910 000	48	R	Accord cadre	X			X	
1 er équipement IUT Tarbes	Ponctuel	684 000		N		X	X			
Assurances	Récurrent	812 000	48	R						
Périodiques	Récurrent	550 000	48	R						
Visio et vidéoconférence	Récurrent	385 000	48	R						
Téléphonie sur IP	Récurrent	240 000	48	R						
Service reprographie - PAO - sérigraphie	Récurrent	210 000	48	R		X			X	
EBOOK : fourniture d'ouvrages dématérialisés	Récurrent	90 000	48	R						
<b>Travaux et services immobiliers</b>										
Travaux de construction du bâtiment CMP	Ponctuel	28 600 000		N		X	X	X	X	
Travaux de réhabilitation du bâtiment 3R2	Ponctuel	3 800 000		N		X	X	X	X	
Accord cadre menuiseries intérieures, extérieures, serrurerie	Récurrent	3 400 000	48	R		X			X	
Travaux installations courants faibles et fibre optique	Récurrent	1 000 000	48	R		X			X	
Convention pour la fourniture, l'acheminement de l'électricité	Récurrent	3 000 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
Maintenance SSI	Récurrent	700 000	48	R						
Accord cadre maîtrise d'œuvre	Récurrent	400 000	48	R						
Missions de contrôle technique / SPS / recherche amiante	Récurrent	270 000	48	R						



Objet du marché, du marché subséquent ou de l'action de progrès	Ponctuel / Récurrent	Montant total prévisionnel	Durée du marché en mois	Renouvellement (R) ou nouveau marché (N)	Marché monté en lien avec d'autres partenaires	Marché identifié en lien avec les axes III à VI	Axe III - Contrat adaptée à une PME	Axe IV - Intégration de clauses sociales	Axe V - Intégration de clauses environnementales	Axe VI - Projet ouvert à des achats innovants
<b>2022</b>										
<b>Fournitures et services</b>										
Ouvrages	Récurrent	1 800 000	48	R		X			X	
Entretien des locaux	Récurrent	2 000 000	48	R		X		X	X	
Enlèvement et traitement des déchets chimiques	Récurrent	300 000	48	R		X			X	
Assurance flotte automobile	Récurrent	90 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
<b>Travaux et services immobiliers</b>										
Travaux maçonnerie, plâtrerie, isolation, carrelage	Récurrent	2 250 000	48	R		X		X	X	
Travaux peinture, tenture, revêtements muraux	Récurrent	2 250 000	48	R		X			X	
Travaux chauffage, ventilation, climatisation	Récurrent	130 000	48	R		X			X	
Maintenance des installatins et équipements CVC	Récurrent		48	R		X			X	
Fourniture de gaz naturel vague 5	Récurrent	120 000	36	R	Centrale d'achat	X			X	
<b>A programmer</b>										
Equipement SRESRI - IUT Tarbes	Ponctuel	316 000		N		X	X			
Microscopes	Récurrent		48	N						
Transport en bus	Récurrent	250 000	48	N		X			X	

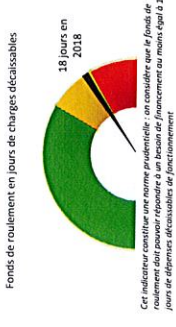
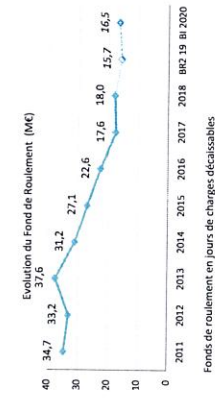
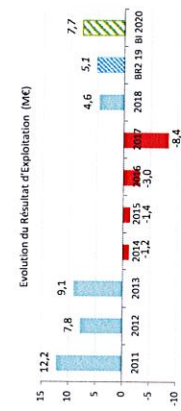
Budget initial 2020

**Tableau de bord**

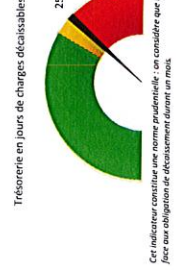
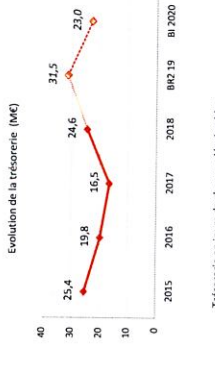
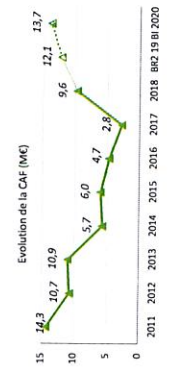
SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (en K€)	2016		2017		2018		Budget initial	
	2016	2017	2016	2017	2018	n°2 2019	2020	2020
Résultat net comptable	-3 005	-8 391	4 623			5 116		7 741
Excédent brut d'exploitation	11 517	9 303	15 978					
Capacité d'autofinancement	4 705	2 812	9 640			12 216		13 741
Taux de couverture des acquisitions d'immobilisations par la CAF (%)	27,3%	24,4%	43,7%			27,6%		27,3%

STRUCTURE FINANCIÈRE (en K€)	2016		2017		2018		Budget initial	
	2016	2017	2016	2017	2018	n°2 2019	2020	2020
Fonds de roulement net global	22 586	17 642	17 984			15 745		16 491
Fonds de roulement en jours de charges décaissables	23	18	18			14		14
Besoin en fonds de roulement	2 828	1 127	-6 583			-15 746		-6 516
Trésorerie	19 758	16 515	24 566			31 492		23 007
Trésorerie en jours de charges décaissables	20	17	25			29		20



Cet indicateur constitue une norme prudentielle : en consultant que le Fonds de roulement doit pouvoir répondre à un besoin de financement au moins égal à 15 jours de dépenses décaissables de fonctionnement.



Cet indicateur constitue une norme prudentielle : on considère que la Trésorerie doit permettre de faire face aux obligations de décaissement durant un an.

Evolution en droits constatés (comptes financiers) hors Prestations Internes

DÉPENSES (en K€)	2016	2017	2018	Budget rectificatif n°2 2019	Budget initial 2020
Dépenses relatives à la masse salariale *	286 573	288 265	287 973	295 232	293 990
Dépenses relatives au fonctionnement	48 086	47 743	48 755	58 622	66 063
Dotations calculées amort., dépréc., et provisions	21 368	24 711	20 242	21 000	21 000
Dotations amortissements	20 988	20 653	19 703	21 000	21 000
Dotations dépréciations et mise au rebut	380	4 958	250	0	0
Total dépenses de fonctionnement (charges)	356 027	380 779	356 971	374 854	381 953
Dépenses relatives à l'investissement	17 010	11 931	22 076	43 820	50 647
Masse salariale / Charges décaissables (en %)	81%	81%	80%	74%	71%
Masse salariale / Recettes encaissables (en %)	83%	84%	80%	79%	71%

Exécution budgétaire en Crédits de Paiement

Dépenses	2017	2018	Budget initial 2020
Paiement	348 164	356 942	411 600
Restes à payer			

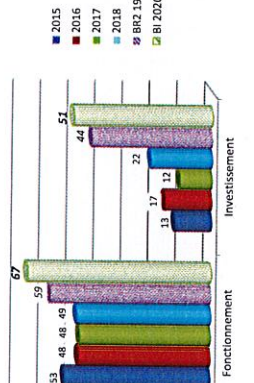
Evolution en droits constatés (comptes financiers)

RECETTES (en K€)	2016	2017	2018	Budget rectificatif n°2 2019	Budget initial 2020
Recettes de fonctionnement	339 364	338 820	346 349	365 969	374 693
Subvention pour charge de service public	281 988	287 467	292 554	294 539	297 217
Dont masse salariale	253 836	259 412	264 302	266 838	265 415
Dont accessibilité et sécurité (inv) - BI 2019 fonct	700	700	1 100	700	500
Part de la SPSP/recettes de fonctionnement	82,9%	84,6%	84,2%	80,3%	79,3%
Reprises calculées amort., dépréc., et provisions	13 658	13 508	15 245	14 000	15 000
Quote part financement de l'actif	13 617	13 508	13 250	14 000	15 000
Reprises dépréciations et mise au rebut					
Reprise provisions	41		1 995		
Total recettes de fonctionnement (Produits)	353 022	352 328	361 594	379 969	389 693
Recettes d'investissement	7 749	3 776	12 950	29 466	37 652

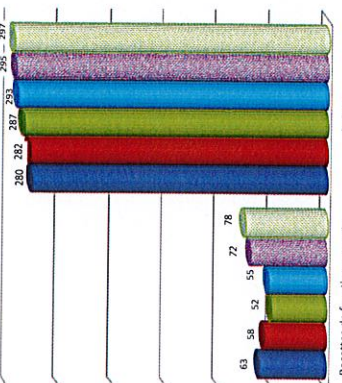
Exécution budgétaire en Rapprochement d'Encaissement

Recettes	2017	2018	Budget initial 2020
Rapprochement d'Encaissement	345 230	359 748	402 809
Restes à payer			

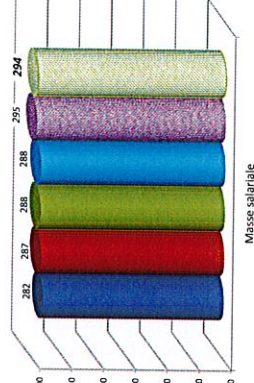
Evolution des dépenses Fonct & Invest (en M€)



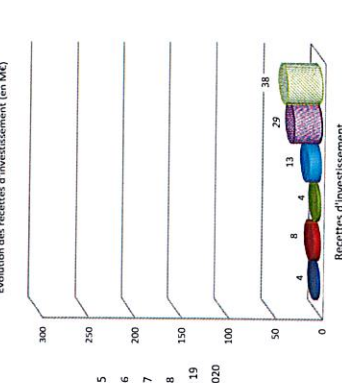
Evolution des recettes de fonctionnement (en M€)

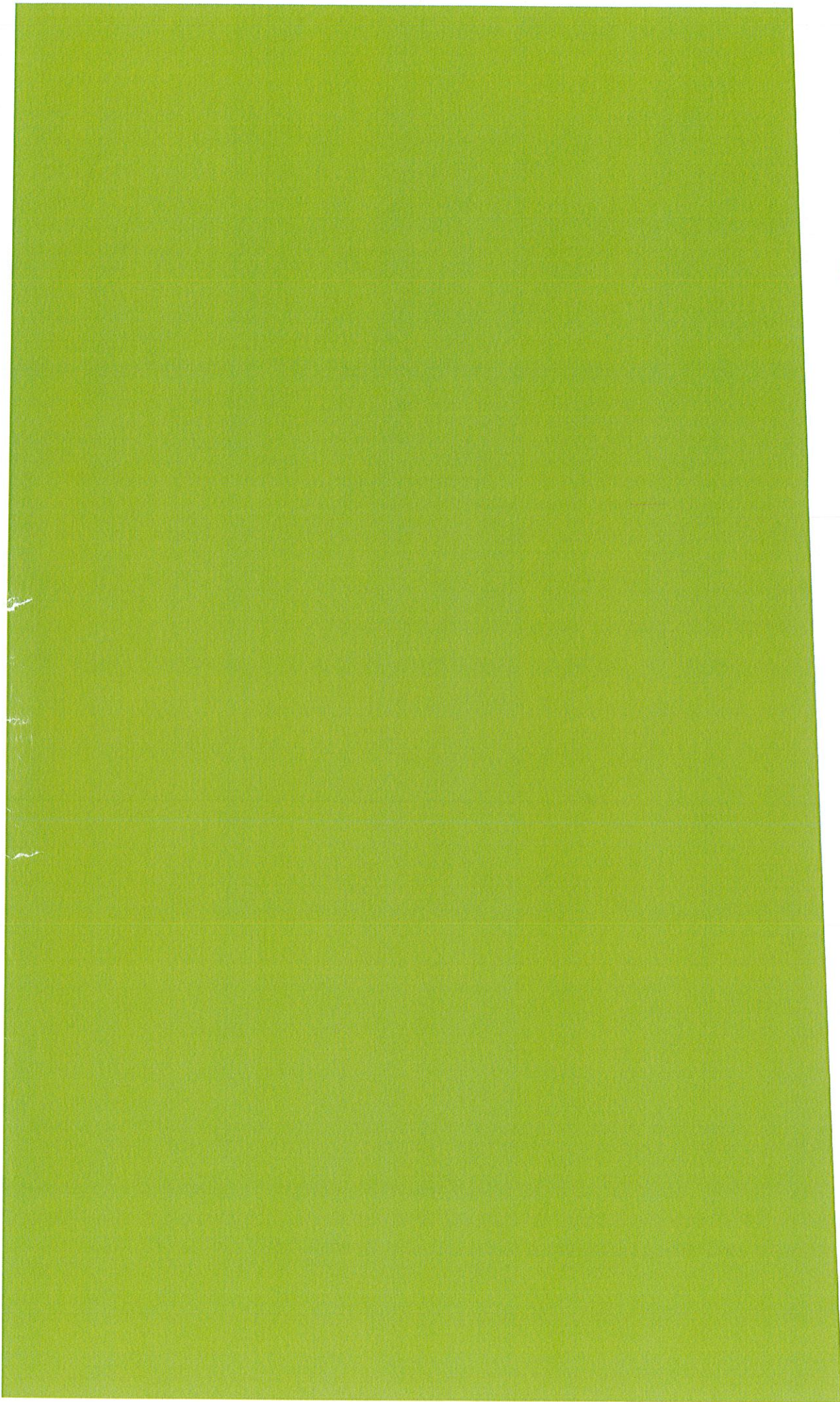


Evolution de la masse salariale (en M€)



Evolution des recettes d'investissement (en M€)





UNIVERSITÉ TOULOUSE III – PAUL SABATIER  
118 Route de Narbonne  
31 062 TOULOUSE Cedex 09